

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 06 novembre 2012

SOMMAIRE

TOME I / II

Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du 12/11/2013.....	20
Délibérations et annexes	21 à 222

TOME II / II

Délibération et annexes	223 à 339
Décisions et annexes	340 à 447

Registre des délibérations - décisions

Conseil municipal
Lundi 06 novembre 2012

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 12/12/2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **lundi 12 novembre 2012 à 18h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

PJ :

- PV du Conseil municipal du 01 octobre 2012.
- Ordre du jour de la séance du 12 novembre 2012
- Synthèses des affaires du 12 novembre 2012.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 12 novembre 2012
18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

M^{me} le Maire	Adoption de l'ordre du jour
M^{me} le Maire	Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent
	Jeunesse- Vie étudiante
Michel PASSET	1 Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2012
Michel PASSET	2 Bourse Initiatives Jeunes 2012 Participation de la Ville
	Actions sociales et solidaires
Christiane FOURTEAU	3 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique solidarité
	Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain
Philippe THINES	4 Transfert de la compétence Eau Potable Procès-verbal de mise à disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des biens mobiliers et immobiliers par la Commune de Montpellier Autorisation de signature
Philippe THINES	5 Délégation de Service Public Lot parkings Comédie/Antigone Délibération de principe
Philippe THINES	6 Mise en oeuvre du plan de gestion Lez / Mosson et affluents Approbation des travaux 2013 Demandes de subventions
Philippe THINES	7 Convention de correction et d'exploitation des données du Fichier National des accidents corporels de la circulation
Philippe THINES	8 Maintenance et modification des équipements d'éclairage public
Philippe THINES	9 Dénominations de voies

Tranquillité publique, égalité des droits et des devoirs

**Régine
SOUCHE**

- 10** Gardiennage de sites Sécurité et accompagnement évènementiel Surveillance d'expositions Autorisation à signer les Marchés

Action culturelle, patrimoine

**Philippe
SAUREL**

- 11** Pavillon Populaire, exposition Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique Demande de subvention

**Philippe
SAUREL**

- 12** Agora des Savoirs 4ème saison Cycle de conférences 2012 - 2013 Partenariats avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et avec l'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM

**Philippe
SAUREL**

- 13** Agora des Savoirs quatrième saison Convention de partenariat avec la librairie Sauramps

**Philippe
SAUREL**

- 14** La Panacée, Art et Culture contemporaine Demande de subvention auprès de l'Union Européenne pour le projet C.A.P.E. Europe

**Philippe
SAUREL**

- 15** Théâtre Jean Vilar Convention d'aide à la diffusion théâtrale avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier

**Philippe
SAUREL**

- 16** Théâtre Jean Vilar Dispositif Pass Culture Convention avec le CROUS de Montpellier

**Philippe
SAUREL**

- 17** Cinéma Nestor Burma Convention entre la Ville et l'association Les Chiens Andaloux, dispositif Collège au cinéma

**Philippe
SAUREL**

- 18** Cinéma Nestor Burma Dispositif Lycéens au cinéma

**Philippe
SAUREL**

- 19** Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass' Culture

Rénovation urbaine – Logement social

**Christian
BOUILLE**

- 20** MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

**Christian
BOUILLE**

- 21** Quartier des Cévennes Opération programmée d'amélioration de l'habitat Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions parties privatives

**Christian
BOUILLE**

- 22** QUARTIER CEVENNES (Petit Bard - Pergola) Projet de Rénovation Urbaine Plan de sauvegarde du Petit Bard - Avenant n°3 au règlement d'intervention de la Ville de Montpellier Approbation

**Christian
BOUILLE**

- 23** QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) Convention Territoriale de Rénovation Urbaine Avenant n°9 (avenant simplifié) Approbation

**Christian
BOUILLE**

- 24** QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Dégradée Cévennes 1 - Avenant n°2 Règlement d'intervention de la Ville - Avenant n°2 Approbation

		Petite enfance
Françoise PRUNIER	25	Crèche multi accueil "les Enfantines" Mise à disposition de locaux à l'Association Languedocienne pour la Jeunesse
		Sports
Patrick VIGNAL	26	Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier
Patrick VIGNAL	27	Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2012-2013
		Maisons pour tous, vie associative
Sophie BONIFACE-PASCAL	28	Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit
		Economie des ressources et du patrimoine
Frédéric TSITSONIS	29	Le Rockstore - Protocole d'accord avec la société d'exploitation et de production musicale du Rockstore
Frédéric TSITSONIS	30	Exploitation du parc de stationnement du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier - Avenant n° 1
		Urbanisme, aménagement durable et NTIC
Michaël DELAFOSSE	31	Etude des potentiels urbains autour de l'autoroute A9 Communauté d'agglomération de Montpellier / Ville de Montpellier / Ville de Lattes / Ville de Saint-Jean de Védas Convention de groupement de commande Approbation
Michaël DELAFOSSE	32	Reprographie et commercialisation du plan local d'urbanisme et des dossiers relatifs aux procédures d'évolution de ce document Fixation du prix de vente au public
Michaël DELAFOSSE	33	MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
Michaël DELAFOSSE	34	ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature. Modification. Tranche 4 - Lot n° 4A Société « FDI Promotion »
Michaël DELAFOSSE	35	ZAC "Port Marianne-République" Acquisition d'un terrain Propriété BOYET Avenue Raymond Dugrand parcelle cadastrée SC 106p
Michaël DELAFOSSE	36	Foncier Opération rue Lafeuillade vente à la SERM emprise de 12 m²
Michaël DELAFOSSE	37	Incorporation d'un bien sans maître au domaine privé communal Immeuble cadastré IZ 355 21 rue Saint-Antoine
Michaël DELAFOSSE	38	Bail à construction entre la Ville et "Hérault Habitat" Immeuble sis 599, rue de Puech Villa

Réussite éducative

- Jean-Louis GELY** 39 Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2012 (avenant à la délibération du 29 mai 2012)
- Jean-Louis GELY** 40 Avenant n°1 au marché de construction de l'école primaire François MITTERRAND
- Jean-Louis GELY** 41 Ecole MITTERRAND- aménagement des espaces extérieurs - lot n° 3 : éclairage public - Avenant de transfert pour changement de raison sociale.
- Jean-Louis GELY** 42 Restaurants Scolaires - Entretien préventif et curatif du matériel de restauration collective et de buanderie. Autorisation de signer les marchés.
- Jean-Louis GELY** 43 Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires Autorisation de signer les marchés

Questions du handicap, accessibilité

- Magalie COUVERT** 44 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2012
- Magalie COUVERT** 45 Attribution d'une subvention à l'Association pour Personnes en Situation de Handicap (APSH 34) dans le cadre de l'organisation du forum Handi-Job

Ressources humaines

- Serge FLEURENCE** 46 Modification du tableau des effectifs
- Serge FLEURENCE** 47 Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de la Caisse des Ecoles

Administration générale, affaires juridiques, finances communales


- Max LEVITA** 48 PROTOCOLE D'ACCORD VILLE DE MONTPELLIER / Mme ARNAUD Joséphine – M. ARNAUD Claude – Mme et M. BELLEC Samuel
- Max LEVITA** 49 Exercice 2012 - Décision Modificative n°3 du Budget Principal
- Max LEVITA** 50 Attributions de subventions Exercice 2012
- Max LEVITA** 51 Garantie d'emprunt Gaia - Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) - Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI)
- Max LEVITA** 52 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Cohésion Sociale
- Max LEVITA** 53 Achat d'une nacelle élévatrice poids-lourd, d'un tracteur agricole porte outil, et d'un broyeur de branches. Autorisation de signer les marchés.
- Max LEVITA** 54 Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes élévatrices de l'hôtel de ville et de l'ensemble des bâtiments communaux Autorisation de signer les marchés

Mme le Maire	55	Association OFFICE DU TOURISME de la région de Montpellier Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration
Mme le Maire	56	Désignation d'un représentant de la Ville dans les Conseils d'écoles
Mme le Maire	57	Désignation du représentant de la Ville à la Commission d'attribution de logements du GROUPE PROMOLOGIS
M^{me} le Maire		Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

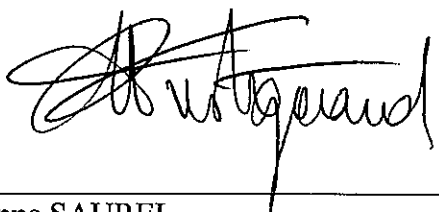
SEANCE PUBLIQUE du 12 novembre 2012

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

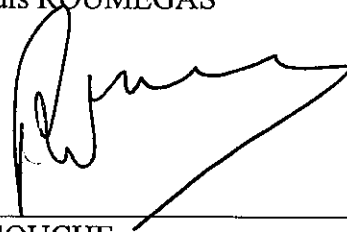
<p>Magalie COUVERT</p> 	<p>Perla DANAN</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Gabrielle DELONCLE</p> 
<p>Fanny DOMBRE-COSTE</p> 	<p>Jacques DOMERGUE</p> 
<p>Marc DUFOUR</p> 	<p>Christian DUMONT</p> 
<p>Sarah EL ATMANI</p> 	<p>Laure FARGIER</p> 
<p>Serge FLEURENCE</p> 	<p>Christiane FOURTEAU</p> 
<p>Anne-Rose LE VAN</p> 	<p>Jean-Louis GELY</p> 
<p>Arnaud JULIEN</p> 	<p>Catherine LABROUSSE</p> 

<p>Audrey De LA GRANGE</p> 	<p>Gérard LANNELONGUE</p> 
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Richard MAILHE</p> 
<p>Mustapha MAJDOUL</p> 	<p>Hélène MANDROUX</p> 
<p>Hervé MARTIN</p> 	<p>Jacques MARTIN</p> 
<p>Stéphane MELLA</p> 	<p>Nadia MIRAOU</p> 
<p>Christophe MORALES</p> 	<p>Christian DUPRAZ</p> 
<p>Michel PASSET</p> 	<p>Martine PETITOUT</p> 
<p>Louis POUGET</p> 	<p>Françoise PRUNIER</p> 

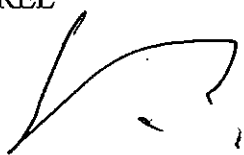
Hélène QVISTGAARD



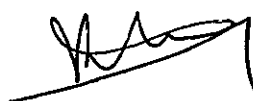
Jean-Louis ROUMEGAS



Philippe SAUREL



Régine SOUCHE



Robert SUBRA



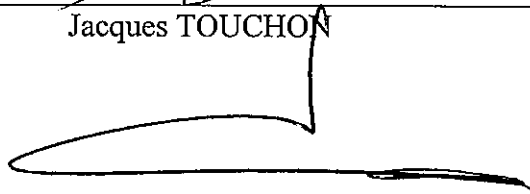
Cédric SUDRES



Philippe THINES



Jacques TOUCHON



Claudine TROADEC-ROBERT



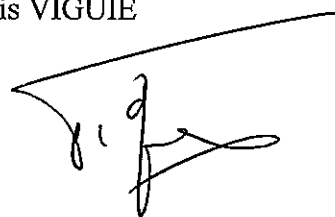
Frédéric TSITSONIS



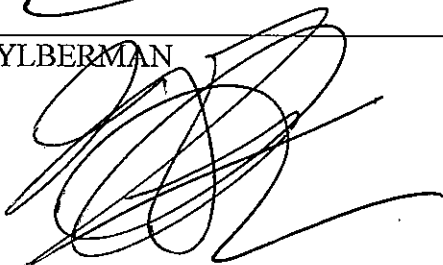
Patrick VIGNAL



Francis VIGUIE



Alain ZYLBERMAN



Compte-rendu du Conseil municipal

Séance publique du lundi 12 novembre 2012
Salle du Conseil municipal

Convoqué le mardi 06 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 54

Contre : /

Adopté à l'unanimité

Monsieur LANNELONGUE entre en séance.

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 55

Contre : /

Adopté à l'unanimité

Jeunesse- Vie étudiante

Michel PASSET

1

Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2012

Pour : 55

Contre : /

Adopté à l'unanimité

Michel PASSET 2 Bourse Initiatives Jeunes 2012 Participation de la Ville
Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Christiane FOURTEAU 3 **Actions sociales et solidaires**

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique solidarité

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Monsieur VIGNAL entre en séance.
Madame AUGÉ-CAUMON sort de la séance.

Philippe THINES 4 **Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain**

Transfert de la compétence Eau Potable Procès-verbal de mise à disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des biens mobiliers et immobiliers par la Commune de Montpellier Autorisation de signature

Pour : 48
Contre : 7
Adopté à la majorité

Philippe THINES 5 Délégation de Service Public Lot parkings Comédie/Antigone Délibération de principe

Les administrateurs de la TAM ne prennent pas part au vote (Mesdames SOUCHE et PRUNIER, Messieurs FLEURENCE, H.MARTIN, SUBRA et MORALES)

Pour : 47
Contre : /
Abstention : 2
Adopté à l'unanimité

Philippe THINES 6 Mise en oeuvre du plan de gestion Lez / Mosson et affluents Approbation des travaux 2013 Demandes de subventions

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Philippe THINES 7 Convention de correction et d'exploitation des données du Fichier National des accidents corporels de la circulation

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Philippe THINES 8 Maintenance et modification des équipements d'éclairage public

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Madame MIRAOU et Monsieur LANNELONGUE sortent de la séance.

**Philippe
THINES**

9 Dénominations de voies

Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Régine
SOUCHE**

Tranquillité publique, égalité des droits et des devoirs
**10 Gardiennage de sites Sécurité et accompagnement évènementiel Surveillance
d'expositions Autorisation à signer les Marchés**

Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Madame AUGÉ-CAUMON revient en séance.
Monsieur THINES sort de la séance.

**Philippe
SAUREL**

Action culturelle, patrimoine
**11 Pavillon Populaire, exposition Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un
mythe photographique Demande de subvention**
Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

**12 Agora des Savoirs 4ème saison Cycle de conférences 2012 - 2013 Partenariats avec la
Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et avec l'association Croqu'Oreilles -
Divergence.FM**
Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

**13 Agora des Savoirs quatrième saison Convention de partenariat avec la librairie
Sauramps**
Pour : 51
Contre : 2
Adopté à la majorité

**Philippe
SAUREL**

**14 La Panacée, Art et Culture contemporaine Demande de subvention auprès de l'Union
Européenne pour le projet C.A.P.E. Europe**
Pour : 53
Contre : /

Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 15 Théâtre Jean Vilar Convention d'aide à la diffusion théâtrale avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Pour : 53

Contre : /

Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 16 Théâtre Jean Vilar Dispositif Pass Culture Convention avec le CROUS de Montpellier

Pour : 53

Contre : /

Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 17 Cinéma Nestor Burma Convention entre la Ville et l'association Les Chiens Andaloux, dispositif Collège au cinéma

Pour : 53

Contre : /

Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 18 Cinéma Nestor Burma Dispositif Lycéens au cinéma

Pour : 53

Contre : /

Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 19 Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass' Culture

Pour : 53

Contre : /

Adopté à l'unanimité

Rénovation urbaine – Logement social

**Christian
BOUILLE**

- 20 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Pour : 53

Contre : /

Adopté à l'unanimité

**Christian
BOUILLE**

- 21 Quartier des Cévennes Opération programmée d'amélioration de l'habitat Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions parties privatives

Pour : 53

Contre : /

Adopté à l'unanimité

Madame MIRAoui et Monsieur LANNELONGUE reviennent en séance.

Christian

- 22 QUARTIER CEVENNES (Petit Bard - Pergola) Projet de Rénovation Urbaine Plan de

BOUILLE

sauvegarde du Petit Bard - Avenant n°3 au règlement d'intervention de la Ville de Montpellier Approbation

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Christian
BOUILLE**

- 23 QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) Convention Territoriale de Rénovation Urbaine Avenant n°9 (avenant simplifié) Approbation

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Christian
BOUILLE**

- 24 QUARTIER DES CEVENNES Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Dégradée Cévennes 1 - Avenant n°2 Règlement d'intervention de la Ville - Avenant n°2 Approbation

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Françoise
PRUNIER**

- Petite enfance**
25 Crèche multi accueil "les Infantines" Mise à disposition de locaux à l'Association Languedocienne pour la Jeunesse

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Patrick
VIGNAL**

- Sports**
26 Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Madame PRUNIER et Monsieur DOMERGUE sortent de la séance.
Monsieur ABBOU quitte définitivement la séance et donne procuration à Monsieur GELY.

**Patrick
VIGNAL**

- 27 Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2012-2013

Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Sophie

- Maisons pour tous, vie associative**
28 Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit

**BONIFACE-
PASCAL**

Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Frédéric
TSITSONIS**

- Economie des ressources et du patrimoine**
- 29 Le Rockstore - Protocole d'accord avec la société d'exploitation et de production musicale du Rockstore

Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Frédéric
TSITSONIS**

- 30 Exploitation du parc de stationnement du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier - Avenant n° 1

Pour : 51
Contre : 2
Adopté à la majorité

Madame PRUNIER et Monsieur DOMERGUE reviennent en séance.
Madame TROADEC-ROBERT arrive en séance et récupère sa procuration.

**Michaël
DELAFOSSE**

- Urbanisme, aménagement durable et NTIC**
- 31 Etude des potentiels urbains autour de l'autoroute A9 Communauté d'agglomération de Montpellier / Ville de Montpellier / Ville de Lattes / Ville de Saint-Jean de Védas
Convention de groupement de commande Approbation

Pour : 53
Contre : 2
Adopté à la majorité

**Michaël
DELAFOSSE**

- 32 Reprographie et commercialisation du plan local d'urbanisme et des dossiers relatifs aux procédures d'évolution de ce document Fixation du prix de vente au public

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSE**

- 33 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSE**

- 34 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature. Modification. Tranche 4 - Lot n° 4A Société « FDI Promotion »

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 35** ZAC "Port Marianne-République" Acquisition d'un terrain Propriété BOYET Avenue Raymond Dugrand parcelle cadastrée SC 106p

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Monsieur Hervé MARTIN sort de la séance.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 36** Foncier Opération rue Lafeuillade vente à la SERM emprise de 12 m²
Les administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote. (Madame DANAN et Messieurs FLEURENCE, LEVITA, PASSET, DUFOUR, GELY et J.MARTIN)

Pour : 47
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 37** Incorporation d'un bien sans maître au domaine privé communal Immeuble cadastré IZ 355 21 rue Saint-Antoine

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 38** Bail à construction entre la Ville et "Hérault Habitat" Immeuble sis 599, rue de Puech Villa
Madame MANDROUX, représentée à Hérault Habitat ne prend pas part au vote.

Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Jean-Louis
GELY**

- Réussite éducative**
39 Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2012 (avenant à la délibération du 29 mai 2012)

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Jean-Louis
GELY**

- 40** Avenant n°1 au marché de construction de l'école primaire François MITTERRAND

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Jean-Louis
GELY**

- 41** Ecole MITTERRAND- aménagement des espaces extérieurs - lot n° 3 : éclairage public
- Avenant de transfert pour changement de raison sociale.

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Jean-Louis
GELY**

- 42 Restaurants Scolaires - Entretien préventif et curatif du matériel de restauration collective et de buanderie. Autorisation de signer les marchés.

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Jean-Louis
GELY**

- 43 Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires Autorisation de signer les marchés

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Monsieur THINES revient en séance.

**Magalie
COUVERT**

- Questions du handicap, accessibilité**
44 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2012

Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Monsieur PASSET sort de la séance.

**Magalie
COUVERT**

- 45 Attribution d'une subvention à l'Association pour Personnes en Situation de Handicap (APSH 34) dans le cadre de l'organisation du forum Handi-Job

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Serge
FLEURENCE**

- Ressources humaines**
46 Modification du tableau des effectifs

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité

**Serge
FLEURENCE**

- 47 Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de la Caisse des Ecoles

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA

- Administration générale, affaires juridiques, finances communales**
48 PROTOCOLE D'ACCORD VILLE DE MONTPELLIER / Mme ARNAUD Joséphine

Pour : 54
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Messieurs Hervé MARTIN et PASSET reviennent en séance.
Monsieur VIGUIE sort de la séance.
Messieurs JULIEN (avec une procuration) et DOMERGUE quittent définitivement la séance.

Max LEVITA **49** Exercice 2012 - Décision Modificative n°3 du Budget Principal

Pour : 46
Contre : 4
Abstention : 2
Adopté à la majorité

Madame DANAN arrive en séance et récupère sa procuration.
Mesdames DE LA GRANGE, BIGAS (avec une procuration) et Messieurs Jacques MARTIN et TOUCHON sortent de la séance.

Max LEVITA **50** Attributions de subventions Exercice 2012

Pour : 46
Contre : /
Abstention : 1
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA **51** Garantie d'emprunt Gaia - Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) - Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI)
Les représentants de la SAAM ne prennent pas part au vote. (Mesdames MANDROUX, DELONCLE, BENEZECH et Messieurs FLEURENCE, DELAFOSSE, TSITSONIS, H.MARTIN, ASLANIAN, GELY et ZYLBERMAN.)

Pour : 37
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA **52** Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Cohésion Sociale

Pour : 47
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Monsieur TOUCHON revient en séance.

Max LEVITA **53** Achat d'une nacelle élévatrice poids-lourd, d'un tracteur agricole porte outil, et d'un broyeur de branches. Autorisation de signer les marchés.

Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA **54** Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes élévatrices de l'hôtel de ville et de l'ensemble des bâtiments communaux
Autorisation de signer les marchés

Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Madame DE LA GRANGE et Monsieur VIGUIE reviennent en séance.

Mme le Maire **55** Association OFFICE DU TOURISME de la région de Montpellier Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration

A été élue : Magalie COUVERT

Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Madame BIGAS (avec sa procuration) revient en séance.

Mme le Maire **56** Désignation d'un représentant de la Ville dans les Conseils d'écoles
Ont été élus : Philippe THINES pour l'école François MITTERAND, Audrey DE LA GRANGE pour les écoles Ingrid Bergman, Condorcet et Jean MOULIN.

Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Mme le Maire **57** Désignation du représentant de la Ville à la Commission d'attribution de logements du GROUPE PROMOLOGIS

M^{me} le Maire A été élue : Hélène QVISTGAARD
Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2012

Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre du développement des actions de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et en partenariat avec le tissu associatif, met en place des actions de sensibilisation pour permettre aux jeunes d'être les acteurs de leur Ville.

La **Bourse Animation Jeunes** constitue une aide financière dont l'objectif est de soutenir les projets associatifs en direction des jeunes montpelliérains. Ces projets d'actions en faveur des 12/29 ans peuvent être proposés par les opérateurs tout au long de l'année.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité, dans la vie sociale.

Les actions menées doivent répondre à une exigence éducative.

Comme les années précédentes, les porteurs de projets associatifs ont élaboré des programmes correspondant à ces objectifs afin d'obtenir une aide financière de la Ville de Montpellier.

Pour assurer le suivi de chaque projet, un bilan est demandé à chaque association à l'issue de leur réalisation.

Différentes associations montpelliéraines ont présenté des projets, dont le dossier est établi dans le respect des articles du règlement joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2012 du Service Jeunesse la somme **3 000 euros** et de la répartir de la manière suivante:

Association L'avis culturel

Association montpelliéraine créée en septembre 2004

Titre du projet: Fanzine culturel

Quartiers: Hôpitaux-Facultés et Centre

Objectif: Fanzine culturel

Cette association culturelle estudiantine de Montpellier projette de lancer un nouveau visuel pour un fanzine culturel pour tous les jeunes montpelliérains.

Montant proposé : 500 €

Association La Compagnie Théâtre du Sud

Association montpelliéraine créée le 12 octobre 2011

Titre du projet: Paroles de Ris (rire en ancien français)

Quartiers: Mosson, Près d'Arènes, Croix d'Argent

Objectif :

L'association promeut des valeurs culturelles et éducatives par le biais du théâtre. Elle souhaite mettre en place des ateliers de théâtre d'alphabétisation pour des jeunes montpelliérains.

Montant proposé : 1 000 €

Association WINDIZ, L'ASSOCIATION

Association créée le 12 mai 2011

Titre du projet: Le FOS DOMM

Quartier: Hôpitaux-Facultés

Objectif :

L'association souhaite aider, informer et rassembler les jeunes arrivants à Montpellier. Dans ce cadre elle initiera une journée d'accueil et éditera un guide d'accueil et d'information pour leur faire découvrir la ville.

Montant proposé : 1 000 €

Association du Salon des Métiers et des Professionnels de l'Ecologie

Association créée en octobre 2010

Titre du projet: Salon des métiers et des professionnels de l'écologie

Quartier: Hôpitaux-Facultés

Objectif :

Afin de favoriser les échanges entre professionnels et le grand public pour le sensibiliser à l'Ecologie, l'association a pour objet d'organiser la cinquième édition du « Salon des métiers et des professionnels de l'Ecologie ».

Montant proposé : 500 €

Code	Associations	FM	Montant
3082	Association : L'avis culturel	M	500
5554	Association : La Compagnie Théâtre du Sud	M	1 000
	Association : WINDIZ, L'ASSOCIATION	M	1 000
5417	Association : Association du Salon des Métiers et des Professionnels de l'Ecologie	M	500
<u>TOTAL GENERAL :</u>			<u>3 000</u>

LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924

« En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **3 000 euros**;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. »

Le Conseil adopte.

Pour extrait  Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 13/11/2012

Nom et code de la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place George Frêche
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e)....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention deXXXX € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal duXXXXXXXXXconformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Bourse Initiatives Jeunes 2012 Participation de la Ville

Michel PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier, avec la mise en place de la Bourse Initiatives Jeunes par son Service Jeunesse, témoigne de l'intérêt qu'elle porte aux initiatives de sa jeunesse.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière qui vise à soutenir toutes les actions et les initiatives permettant l'intégration et l'implication de la jeunesse. Elle est destinée aux jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et le vivre ensemble à Montpellier. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels ou associatifs.

Le dossier doit comporter une présentation du projet et son budget. Outre l'intérêt du projet pour qu'une action soit éligible, le candidat doit faire appel à d'autres financeurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement interne joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de novembre, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2012 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **3 950€**, et de la répartir de la manière suivante :

Alix FORT, travailleur handicapé

Production culturelle

Portes ouvertes

Réaliser une étude photographique de l'esthétisme de l'univers du flamenco, captation visuelle du corps dans sa gestuelle et ses expressions propres à cette danse inscrite au patrimoine mondial par l'UNESCO en 2010.

Exposition de photos à l'Espace Montpellier Jeunesse et à la maison pour tous Albertine SARRAZIN.

Montant accordé: 750 €

Julien PONTIER, en recherche d'emploi

Production culturelle

Résonnance dans un bocal

Après une formation de deux ans au JAM, Julien souhaite se lancer sur la scène nationale en enregistrant son premier album dans un studio montpelliérain «IN THE BOX».

Diffusion et concert à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant accordé: 1200 €

Mathieu SABOURIN, consultant en politiques européennes

Vivre ensemble à Montpellier

L'Europe des petits pas

Montrer à travers une marche de 8000 km un autre visage de l'Europe dans sa diversité territoriale et culturelle et promouvoir la pratique de la randonnée.

Projection-débat à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant accordé: 1000 €

Aude GUIRAO, étudiante en Master 2

Production culturelle

CONGA

Réaliser un film sur l'histoire de Fernando Conga, exilé dans notre région après la guerre civile espagnole.

Diffusion à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant accordé: 1000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **3 950€**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2012,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique solidarité

Christiane FOURTEAU rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. La Ville développe depuis de nombreuses années un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le champ de la solidarité.

Ces structures mettent en place différentes actions afin de restaurer et de développer le lien social dans les quartiers. Elles interviennent par ailleurs auprès d'un public en difficultés psychologiques et sociales en leur proposant différentes activités et temps de rencontres.

Dans le cadre de la politique de solidarité menée par la Ville de Montpellier et afin de permettre aux structures ci-dessous de développer l'ensemble de leurs activités, il est proposé :

- d'attribuer une subvention complémentaire aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
369	Institut de Victimologie du Languedoc Roussillon	Fonctionnement	1 000 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	Fonctionnement	3 000 €

- d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
1451	Association Relais Enfants Parents Languedoc	Fonctionnement	2 000 €
1878	Comité de Montpellier d'Entraide Membres de la Légion d'Honneur	Fonctionnement	300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21497, pour un montant de 6 300 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012 |

PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION
DES EQUIPEMENTS AFFECTES A LA COMPETENCE EAU POTABLE

ENTRE

LA VILLE DE MONTPELLIER,

représentée par le Maire, autorisé à signer le présent procès verbal
en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du _____ ,

Ci après dénommée « la ville »
d'une part,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER,

représentée par son Président, autorisé à signer le présent procès verbal
en vertu d'une délibération de la Communauté d'agglomération en date du _____ ,

Ci après dénommée « la communauté d'agglomération »
d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

EXPOSE

Par arrêté préfectoral n° 2009-1-1532 du 23 juin 2009, la communauté d'agglomération exerce la compétence eau potable pour le compte de la ville.

Le régime applicable dans le cadre de ce transfert est organisé par les articles L 5211-5-III et L. 1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Il entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de la compétence eau potable. Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire.

Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

ARTICLE 1 OBJET ET CONSISTANCE DU BIEN

Dans le cadre l'arrêté préfectoral n° 2009-1-1532 du 23 juin 2009, la ville de Montpellier met à disposition de la communauté d'agglomération **les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence eau potable.**

L'ensemble des éléments constitutifs de cet équipement sont détaillés en annexe 1. Sont précisé notamment :

- L'identification et la délimitation physique des biens immeubles utilisés (annexe 1.1 et 1.2)
- La consistance (inventaire) des biens immeubles utilisés précisant leur état (annexe 2 et 3)
- Les biens meubles utilisés affectés à l'exercice de la compétence eau potable (annexe 4)
- La valeur comptable de ces biens meubles et immeubles (annexe 5)
- L'Etat des emprunts transférés (annexe 6)
- Les contrats relatifs à l'exercice de la compétence eau potable, le transfert des marchés et subventions (annexe 7)

ARTICLE 2 : DROITS ET OBLIGATIONS

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

La collectivité bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des emprunts affectés, et des marchés que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services. La collectivité propriétaire constate la substitution et la notifie à ses cocontractants.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est également substituée à la collectivité antérieurement compétente dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l'égard de tiers de l'octroi de concessions ou d'autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l'attribution de ceux-ci en dotation.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

La remise de ces biens a lieu à titre gratuit conformément à l'article L 1321-2 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 4 : DUREE, MODALITES DE RESILIATION

La présente mise à disposition a une durée illimitée.

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition en application des articles L. 1321-1 et L. 1321-2 du code général des collectivités territoriales, la collectivité propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

Fait à Montpellier le

Fait à Montpellier le

Lu et approuvé

Lu et approuvé

LE MAIRE

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION

ANNEXE 1 PLANS DE SITUATION ET PLANS PARCELLAIRES DES BIENS
IMMEUBLES

1.1 SOURCE DU LEZ

1.2 INSTALLATIONS EAU POTABLE

ANNEXE 2 LISTING DES EQUIPEMENTS ET ETAT ACTUEL

ANNEXE 3 INVENTAIRE DETAILLE DES EQUIPEMENTS

**ANNEXE 4 LES BIENS MEUBLES UTILISES AFFECTES A L'EXERCICE DE LA
COMPETENCE EAU POTABLE**

ANNEXE 5 VALEUR COMPTABLE DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

ANNEXE 6 L'ETAT DES EMPRUNTS TRANSFERES

ANNEXE 7 CONTRATS RELATIFS A L'EXERCICE DE LA COMPETENCE EAU
POTABLE

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Transfert de la compétence Eau Potable Procès verbal de mise à disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des biens mobiliers et immobiliers par la Commune de Montpellier Autorisation de signature

Philippe THINES rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009.

Conformément aux articles L.1321-1 et L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les modalités de mise à disposition des biens en cas de transfert de compétence, cette mise à disposition doit être constatée par un procès-verbal, établi contradictoirement entre les Communes concernées par le transfert et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Ce procès verbal doit préciser :

- l'identification et la délimitation physique des biens immeubles utilisés,
- leur consistance en précisant leur état et leur situation juridique,
- les biens meubles utilisés à l'exercice de la compétence eau potable,
- la valeur comptable des ces biens et leur amortissement,
- les contrats relatifs à l'exercice.

Elle a lieu à titre gratuit et pour une durée illimitée, entraînant des opérations d'ordre patrimonial pour les Communes. La Communauté d'Agglomération assure ainsi l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception du pouvoir d'aliénation.

Le procès-verbal correspondant a été établi en concertation avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les biens mis à disposition comprennent notamment une station de captage à la Source du Lez, deux usines de production d'eau potable, Arago et Portaly, 8 réservoirs, une usine de surpression, 5 usines

d'élévation ainsi que 639 km de réseau d'adduction d'eau potable. Ces équipements sont exploités dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public confié à VEOLIA Eau et arrivant à échéance le 31 décembre 2014, également transféré.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal de transfert de la compétence eau potable ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer ce procès-verbal et tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Délégation de Service Public Lot parkings Comédie/Antigone Délibération de principe

Philippe THINES rapporte :

Le parking souterrain Comédie, situé à Montpellier sous la place de la Comédie, est actuellement géré par la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) sur la base d'une délégation de service public approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 6 novembre 2006. Le contrat de délégation de service public de TaM pour l'exploitation du parking Comédie arrive à échéance le 31 décembre 2013. Ce parking sur 4 niveaux, offre au total 824 places dont 17 pour les personnes à mobilité réduite.

Le parking souterrain Antigone, situé sous la place du Nombre d'Or à Montpellier, est actuellement géré par TaM dans le cadre d'une délégation de service public approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2009. Le terme de ce contrat est fixé au 31 janvier 2014.

Le parking comprend 252 places sur 2 niveaux, dont 6 places pour les personnes à mobilité réduite.

Il apparaît alors opportun de regrouper les deux parcs de stationnement au sein d'une même délégation de service public. Cette délégation unique pour ces deux parkings présente des avantages financiers pour la Ville et des avantages en termes d'exploitation pour le futur délégataire.

Il convient donc dès à présent d'entamer une nouvelle procédure prévue par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales pour la désignation, à partir du 1er janvier 2014 pour le parking Comédie et à partir du 1^{er} février 2014 pour le parking Antigone, d'un nouveau délégataire dans le cadre d'un nouveau contrat de délégation de ce service public. Le Conseil Municipal, aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe de cette délégation ci-après définie dans ses grandes lignes et précisé dans le rapport de présentation joint en annexe.

Concernant le choix qui s'offrait à la Ville entre la gestion en régie ou la gestion déléguée, il a été décidé de recourir à la gestion déléguée pour les raisons suivantes:

- les responsabilités respectives en terme de définition de la politique générale de stationnement, du ressort de l'autorité organisatrice, et de gestion, qui relèvent de l'exploitant, sont plus nettement distinguées dans le cas d'une gestion déléguée que dans celui d'une gestion en régie ;
- la gestion d'un parc de stationnement requiert un professionnalisme de plus en plus poussé, notamment sur le plan technique et du point de vue du respect des normes techniques, de l'analyse et de la prise en compte des besoins de la clientèle, de l'optimisation de la maintenance du parc. L'ensemble de ces savoir-faire est généralement mieux maîtrisé au sein d'entreprises spécialisées, gestionnaires d'autres ouvrages ;
- le recours à une entreprise spécialisée dans la gestion des parcs de stationnement permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par la formation, l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;
- sur le plan financier, la gestion du service expose la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation, mettant en jeu des montants importants, en particulier en termes de maintenance des matériels. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise de ces coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention ;

L'exploitation des parkings Comédie à partir du 1^{er} janvier 2014, et Antigone à compter du 1^{er} février 2014, sera effectuée par voie d'affermage pour une durée de 8 à 10 ans, le délégataire assumera donc la gestion des ouvrages pour le compte de la Ville :

- d'une façon générale, il aura seul les responsabilités des relations avec les usagers ;
- il assurera l'entretien courant des parcs ;
- il se rémunérera directement auprès des usagers ;
- il versera une redevance à la Ville.

Le principe de renouvellement des délégations et ses caractéristiques principales ont été soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique Paritaire.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la poursuite de l'exploitation des parcs de stationnement Comédie et Antigone au sein d'une même délégation de service public ;
- d'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- de décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L 1411-1 et suivants du C.G.C.T. qui conduira à la désignation de l'exploitant des parkings Comédie et Antigone ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANBROUX

Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Mise en oeuvre du plan de gestion Lez / Mosson et affluents Approbation des travaux 2013 Demandes de subventions

Philippe THINES rapporte :

La Ville de Montpellier entretient régulièrement le Lez et les principaux cours d'eaux dans leurs parties publiques. L'entretien des parties privées incombe aux propriétaires riverains et de ce fait est souvent insuffisant voire inexistant. Ce manque d'entretien sur une partie significative des cours d'eau du bassin versant Lez-Mosson entraîne l'accumulation de la végétation. Ce phénomène de formation d'embâcles pourrait aggraver les inondations, lors des prochaines crues importantes, avec des impacts sur les biens et les personnes dans les secteurs urbanisés.

Afin de garantir la cohérence des travaux à l'échelle de l'ensemble du bassin versant, un Plan de gestion a été réalisé en 2006 par un bureau d'études spécialisé dans le cadre du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens.

Il a permis, notamment, de définir sur les principaux cours d'eau des communes un programme d'intervention avec des travaux de restauration et d'entretien de la ripisylve qu'il conviendrait d'effectuer. Ces travaux ont été repris dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) du bassin du Lez coordonné par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE).

Selon les articles L. 215-1 et suivants du Code de l'Environnement, le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. Toutefois, la maîtrise d'ouvrage des travaux définis dans le Plan de gestion peut être portée, à la place des riverains, par les communes concernées ou leurs groupements compétents dans le cadre d'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général (DIG). Elle est prévue par l'article L.211-7 du Code de l'Environnement et les articles L.151-36 à L.151-40 du Code Rural.

La Déclaration d'Intérêt Général se fait sur la base d'un dossier qui est soumis à enquête publique, et qui donne lieu à un arrêté préfectoral déclarant l'intérêt général des travaux pour une durée de cinq ans.

Suite à la délibération du conseil municipal du 6 février 2012, la procédure de déclaration d'intérêt général a été réalisée (arrêté préfectoral de déclaration d'intérêt général et d'autorisation au titre de la loi sur l'Eau du 1^{er} juin 2012), la maîtrise d'ouvrage des travaux peut ainsi être assurée par la commune.

La mise en oeuvre du Plan de gestion sur la commune de Montpellier en 2013 se traduira par la réalisation de travaux de restauration de la ripisylve sur les cours d'eaux du Lez, du Verdanson, du Font d'Aurelles, de la Lironde du Mejean, de la Lironde, du Rieutord et du Rieucoulon pour une estimation de 167 224 €HT soit

200 000 €TTC. Sur les berges du Lez des actions de plantation sont prévues pour une estimation de 66 890 €HT soit 80 000 €TTC. Le montant total de travaux s'élève ainsi à 234 114 €HT soit 280 000 €TTC.

En cohérence avec les aides financières inscrites au PAPI du bassin du Lez, ces opérations sont subventionnées par le FEDER, l'Agence de l'Eau aux taux suivants :

- 50% sur le montant TTC pour le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) - action 2.1.4 du Document de mise en oeuvre du 03.04.2009
- 30% sur le montant TTC pour l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse,

soit un total de 80% d'aide sur le montant TTC pour cette opération, les 20% restant étant à la charge de la commune, maître d'ouvrage.

La maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par la Ville de Montpellier. Le SYBLE assurera la coordination et le suivi des travaux en appui de la commune.

Pour les interventions situées en domaine privé, l'accès aux berges se fera en concertation avec les riverains par l'intermédiaire de « conventions de droit de passage ». Aucune contribution financière ne sera demandée aux riverains.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le Plan de gestion Lez/Mosson et affluents et le programme de travaux prévu sur la commune de Montpellier,
- d'approuver la réalisation des travaux de restauration forestière de la ripisylve et les actions de plantation prévues en 2013 sur les cours d'eaux de la commune de Montpellier,
- de solliciter les aides financières les plus larges possibles auprès des différents partenaires concernés : le Fond Européen de Développement Régional (FEDER) et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse,
- d'autoriser Madame le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012



GEV-CORREX

Convention de correction et d'exploitation de certaines données du Fichier national des accidents corporels au titre de la gestion et de l'exploitation de voiries N° GEV-CORREX-2012 / 5 - ONISR

Entre

L'État, Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration
– Place Beauvau 75800 Paris Cedex 08 - représenté par le Préfet, Délégué à la sécurité et à la circulation routières, d'une part

désigné ci-après comme le Fournisseur,

et

**La Ville de Montpellier
1 place Georges Frêche
34000 MONTPELLIER**

représenté par

Madame le Maire, Hélène MANDROUX

d'autre part,

désigné ci-après comme le Licencié,

ci-après dénommés individuellement la "PARTIE" et ensemble les "PARTIES",

il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Définitions

- Le « FICHIER » désigne Le Fichier national des accidents corporels qui comporte les données relatives aux accidents corporels de la circulation, fichier constitué et administré, conformément aux dispositions de l'article 2 bis du décret n°75-360 du 15 mai 1975 modifié relatif au Comité interministériel de la sécurité routière, par l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR) – désigné ci-après comme « l'ONISR » - placé auprès du délégué à la sécurité et à la circulation routières en vertu du même article ;
- Le « PORTAIL ACCIDENTS » désigne l'application de type Web permettant l'accès au FICHIER, son alimentation en données ainsi que la consolidation, la correction et la publication des données qu'il contient, moyennant une habilitation appropriée ;
- Les « DONNEES » désignent une partie ou l'ensemble des données, métadonnées, fichiers, bases de données et toutes autres informations issues du FICHIER ou relatives au FICHIER mises à disposition du Licencié par le Fournisseur dans le cadre de la présente convention, ainsi que leurs mises à jour le cas échéant, telles que décrites à l'article 2 qui suit, à l'exclusion de tout logiciel. Le cas échéant l'article 2 distingue les DONNEES A CORRIGER et les DONNEES A EXPLOITER ;
- Les « DONNEES A CARACTERE PERSONNEL » désignent, quelle qu'en soit l'origine et la forme, toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut

être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres » au sens de l'article 2 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

- Le « SERVICE » désigne, au sein de l'organisation de travail du Licencié, l'équipe ou l'unité fonctionnelle qui est appelée à disposer des DONNEES et à les traiter, telle qu'identifiée à l'article 2 qui suit ;

- Le « CORRESPONDANT POUR LES DROITS D'ACCES AU PORTAIL » désigne l'agent du Licencié commis par ce dernier en tant qu'interlocuteur unique du Fournisseur quant à l'affectation des droits d'accès au PORTAIL ACCIDENTS au sein du SERVICE, tel qu'identifié nommément ou ès qualité à l'article 2 qui suit ;

- Le « RESEAU » désigne le réseau de voiries urbaines ou de rase campagne dont le Licencié est gestionnaire et exploitant ;

- Le « PERIMETRE » désigne le périmètre géographique ou administratif englobant le RESEAU dans les limites duquel Le Licencié assure la CORRECTION des données d'accidents du FICHIER avant leur PUBLICATION, tel que désigné à l'article 2 qui suit ;

- La « CORRECTION » de certaines données du FICHIER désigne leur vérification et le rétablissement de leur exhaustivité et de leur exactitude le cas échéant, en vue de leur PUBLICATION ;

- La « PUBLICATION » de certaines données du FICHIER désigne la fonctionnalité du PORTAIL ACCIDENTS permettant leur validation électronique, par paquets, pour prise en considération dans la base statistique officielle, après leur CORRECTION. Cette validation les rend accessibles à l'ensemble des utilisateurs habilités du PORTAIL ACCIDENTS ;

- Le « CORRESPONDANT POUR LES DROITS D'ACCES AU PORTAIL » désigne l'agent du Licencié à qui celui-ci confie le soin de gérer les droits d'accès au PORTAIL ACCIDENTS au sein du SERVICE, tel qu'identifié nommément ou ès qualité à l'article 2. Cette définition n'a d'objet qu'en cas de validation de l'option de l'alinéa référencé (c) de l'article 4.1 qui suit.

Article 2 - Objet de la convention de correction et d'exploitation

La présente convention de correction et d'exploitation a pour objet de définir les modalités de mise à la disposition du Licencié des DONNEES par le Fournisseur ainsi que de CORRECTION et d'exploitation des DONNEES par le Licencié.

2.1 – Délimitation des DONNEES A CORRIGER

Les DONNEES A CORRIGER sont constituées par l'ensemble de données issues du FICHIER délimité par les restrictions cumulatives ci-dessous :

- les données relatives aux années 2002 et suivantes dans la limite de la durée de la présente convention, sous réserve et à mesure de leur disponibilité dans un format adapté à cette mise à disposition, dès avant leur PUBLICATION et ultérieurement ;

- uniquement les données relatives aux accidents intervenus à l'intérieur du PERIMETRE, qu'ils soient ou non intervenus sur le RESEAU, l'un et l'autre étant désignés comme suit :

Réseau de voirie urbaine de la ville de Montpellier

Périmètre : limites de la commune de Montpellier

L'ensemble de données ainsi défini, y compris les métadonnées, fichiers, bases de données et toutes autres informations issues du FICHIER ou relatives au FICHIER qui s'avèrent nécessaires à leur exploitation, constitue les DONNEES A CORRIGER au sens de l'article 1.

2.2 – Délimitation des DONNEES A EXPLOITER

Les DONNEES A EXPLOITER sont constituées par l'ensemble de données issues du FICHIER, délimité par les restrictions cumulatives ci-dessous, à l'exclusion de toutes restrictions géographiques (par zones, par réseaux ou par itinéraires) :

- uniquement les données considérées comme définitives après leur publication à travers le PORTAIL ACCIDENTS et leur officialisation par l'ONISR,
- uniquement les données relatives aux années suivantes, dans la limite de la durée de la présente convention, sous réserve et à mesure de leur disponibilité dans un format adapté à cette mise à disposition :

2007 à 2015

- uniquement les données satisfaisant en outre les restrictions particulières suivantes :

Périmètre : limites de la commune de Montpellier

L'ensemble de données ainsi défini, y compris les métadonnées, fichiers, bases de données et toutes autres informations issues du FICHIER ou relatives au FICHIER qui s'avèrent nécessaires à leur exploitation, constitue les DONNEES A EXPLOITER au sens de l'article 1.

2.3 – Finalité de la CORRECTION des DONNEES

La CORRECTION par le Licencié des DONNEES A CORRIGER ainsi délimitées répond à une finalité d'amélioration de la qualité du FICHIER au bénéfice de tous ses utilisateurs, comme détaillé ci-dessous :

- Le Licencié veille et contribue à la qualité du FICHIER en ce qui concerne les accidents intervenus dans le PERIMETRE ;
- il assure ainsi, au bénéfice de l'ensemble des utilisateurs du FICHIER et autres parties prenantes des politiques de sécurité routière, la CORRECTION des données relatives aux accidents corporels de la circulation intervenus dans le PERIMETRE.

2.4 – Finalité de l'EXPLOITATION des DONNEES

L'exploitation par le Licencié des DONNEES A EXPLOITER ainsi délimitées répond à une finalité de réduction de l'insécurité routière prévalant sur le réseau de voirie dont il est en charge en qualité de gestionnaire et d'exploitant, comme détaillé ci-dessous :

- Le Licencié, en sa qualité de gestionnaire et exploitant de voirie, exploite les DONNEES afin d'en tirer des analyses, évaluations, comparatifs ou diagnostics de sécurité routière informés et toutes études assimilables, susceptibles d'inspirer et d'orienter les politiques et actions de sécurité routière qu'il met en œuvre ou auxquelles il est associé, dans l'intérêt des usagers du réseau dont il a la charge.

2.5 – Cadre de CORRECTION et d'exploitation des DONNEES

La CORRECTION et l'exploitation par le Licencié des DONNEES délimitées plus haut sous 2.1 sont mises en œuvre dans le cadre unique suivant :

- Le SERVICE appelé à disposer des DONNEES et à les traiter, au sens de l'article 1, est le suivant :

Service Régulation Trafic – Déplacement Opérationnel

- Le CORRESPONDANT POUR LES DROITS D'ACCES AU PORTAIL est :

Chargé de la Sécurité des Déplacements de la ville de Montpellier
Chargée de la Sécurité des Déplacements
Subdivision Déplacement Opérationnel
Service Régulation Trafic-Déplacement Opérationnel
Direction du Génie Urbain

- Le RESPONSABLE LOCAL DE LA PUBLICATION DES DONNEES est :

Responsable de l'Observatoire Départemental de la Sécurité Routière de l'Hérault

2.6 – Limites générales des droits concédés

Toute exploitation ou utilisation des DONNEES A CORRIGER ou des DONNEES A EXPLOITER étrangère aux finalités décrites ci-dessus ou échappant à ce cadre de mise en œuvre est réputée non couverte par la présente convention de correction et d'exploitation.

Les PARTIES reconnaissent au fournisseur son statut de producteur de la base d'où sont issues les DONNEES.

Les droits concédés ne sont pas exclusifs au Licencié.

Il ne peut les céder à un tiers à aucun titre, sauf à y inclure un prestataire ou un partenaire dans le cadre et selon les conditions prévues au 4^{ème} alinéa du paragraphe 4.2.3 de l'article 4.

Les droits concédés par la présente Convention ne portent sur l'utilisation d'aucun logiciel.

Article 3 - Documents contractuels

Les documents contractuels, dénommés ensemble comme la « Convention », sont formés par la présente convention, ses annexes le cas échéant et leurs avenants éventuels à l'exclusion de tout autre document.

Article 4 - Obligations des PARTIES

4.1 - Obligations du Fournisseur

Le Fournisseur met à la disposition du Licencié les DONNEES décrites à l'article 2.

Des trois alinéas (a), (b) et (c) qui suivent, seul s'applique celui qui est coché, les deux autres étant nuls et nonavenus :

- (a). Le Fournisseur opère cette mise à disposition par remise physique au Licencié d'une copie des DONNEES, en usant de supports informatiques appropriés.
- (b). Le Fournisseur opère cette mise à disposition par télétransmission au Licencié d'une copie des DONNEES, en usant de moyens de transmission électronique appropriés.
- ☒ (c). Le Fournisseur opère cette mise à disposition en ouvrant au Licencié des droits d'accès aux DONNEES à travers le PORTAIL ACCIDENTS en tant que ces droits lui sont nécessaires et pour la durée nécessaire. Ces droits d'accès sont ouverts au nom des seuls agents du SERVICE qui sont nommément habilités à cet effet par le CORRESPONDANT POUR LES DROITS D'ACCES AU PORTAIL. Ces droits sont prolongés, transférés ou clos par le Fournisseur à la demande du CORRESPONDANT POUR LES DROITS D'ACCES AU PORTAIL, qui communique à cet effet au Fournisseur les identifiants des agents habilités. En la matière le CORRESPONDANT POUR LES DROITS D'ACCES AU PORTAIL est réputé agir au nom et pour compte du Licencié et ses actions engagent la responsabilité contractuelle de ce dernier.

Les DONNEES sont fournies à titre informatif et n'ont aucune valeur ou portée réglementaire.

Le Fournisseur ne peut être tenu pour responsable de l'usage qui sera fait des DONNEES par le Licencié, ni des dommages directs et/ou indirects qui pourraient résulter de cette utilisation de ces DONNEES ou de la méconnaissance des modalités de constitution du FICHIER ou de ses caractéristiques.

Le Fournisseur ne peut être tenu pour responsable des erreurs de localisation, d'identification ou d'actualisation ou des imprécisions des DONNEES.

4.2 - Obligations du Licencié

4.2.1. En matière de CORRECTION des DONNEES

Le Licencié procède à la CORRECTION des DONNEES A CORRIGER en se conformant à la Charte de travail pour le Portail Accidents établie par l'ONISR et à ses mises à jour successives. Il recourt pour ce faire aux normes, critères, outils et méthodes préconisés par l'ONISR et respecte les consignes, délais ou dates limites de PUBLICATION établis par l'ONISR,

Il opère ce travail de CORRECTION sous le contrôle du RESPONSABLE LOCAL DE LA PUBLICATION DES DONNEES. Celui-ci valide son travail de CORRECTION en procédant le moment venu à la PUBLICATION des données corrigées par le Licencié. Il rend compte de son travail de CORRECTION à l'ONISR par l'entremise du RESPONSABLE LOCAL DE LA PUBLICATION DES DONNEES.

Il lui appartient de pourvoir à la formation et au cadre de travail de ses agents en charge des travaux de CORRECTION et de soumettre leurs travaux au contrôle interne de qualité approprié. Les prestations assurées par le Licencié ou pour son compte au titre de la

CORRECTION des DONNEES, en exécution de cette Convention, sont assumées par lui dans un esprit de partenariat avec l'ONISR en dehors de toute rémunération et sans autre contreparties que l'exécution des obligations du Fournisseur telles que fixées plus haut par la même Convention.

Sans préjudice d'éventuelles défaillances du Fournisseur ou de tiers dans la mise à disposition du Licencié des DONNEES A CORRIGER ou d'anomalies de fonctionnement du PORTAIL ACCIDENTS, le Licencié est tenu pour responsable de la qualité et de la continuité de ces prestations.

En cas d'incapacité temporaire ou définitive du Licencié à assumer ses obligations au titre de la CORRECTION des DONNEES, celui-ci en avertit le Fournisseur au moins un an avant l'interruption effective du service, en demandant soit la résiliation de la Convention soit sa suspension temporaire. Cette résiliation ou cette suspension sont de droit dans ce cas et s'entendent pour l'intégralité des obligations des PARTIES, sous réserve des dispositions de l'article 6 en cas de résiliation.

Sans préjudice d'éventuelles défaillances du Fournisseur ou de tiers dans la mise à disposition du Licencié des DONNEES A CORRIGER ou d'anomalies de fonctionnement du PORTAIL ACCIDENTS, le Licencié est tenu pour responsable de la qualité et de la continuité de ces prestations.

En cas d'incapacité temporaire ou définitive du Licencié à assumer ses obligations au titre de la CORRECTION des DONNEES, celui-ci en avertit le Fournisseur au moins un an avant l'interruption effective du service, en demandant soit la résiliation de la Convention soit sa suspension temporaire. Cette résiliation ou cette suspension sont de droit dans ce cas et s'entendent pour l'intégralité des obligations des PARTIES, sous réserve des dispositions de l'article 6 en cas de résiliation.

4.2.2. En matière d'exploitation des DONNEES

En dehors du cadre strict de la CORRECTION des données, le Licencié n'est pas autorisé à adapter ou modifier de façon substantielle les DONNEES, ni à adapter ou modifier des caractéristiques essentielles des DONNEES sauf autorisation expresse préalable du Fournisseur. Le Licencié est, en revanche, autorisé, sous réserve que ces actes soient nécessaires à la réalisation de la ou des finalité(s) décrite(s) à l'article 2, notamment à apporter des adaptations ou des modifications mineures aux DONNEES dans le respect des règles de l'art et de la déontologie prévalant en matière de statistique publique.

Le Licencié s'engage à n'insérer ou mentionner dans les articles, rapports et autres documents élaborés rendant compte des enseignements et conclusions tirés de l'exploitation qu'il fait des DONNEES que des résultats ou données agrégés ne permettant aucune identification, directe ou indirecte, des personnes physiques impliquées dans les accidents enregistrés dans le FICHIER.

Le Licencié s'engage à ne pas dénaturer, altérer ou fausser les DONNEES. Il s'engage à les exploiter et à les interpréter de façon pertinente et conforme aux règles de l'art en matière d'accidentologie et de statistique. Il s'engage à cesser d'exploiter les DONNEES s'il se rend compte qu'elles n'ont plus l'actualité suffisante pour l'exploitation prévue.

Il appartient au Licencié de s'assurer:

- de l'adéquation des DONNEES à ses besoins propres,
- qu'il dispose de la compétence suffisante pour exploiter et interpréter les DONNEES.

L'exploitation, des DONNEES par le Licencié s'effectue sous ses seuls contrôle, direction et responsabilité. Il s'engage à renoncer à tout recours contre le Fournisseur :

- concernant la précision, l'intégrité ou l'actualité des DONNEES,
- pour tout défaut de compatibilité avec ses propres systèmes informatiques,
- pour tout défaut de convenance des DONNEES ou de leur format à ses besoins propres.

Le Licencié informera le Fournisseur des difficultés éventuelles qu'il rencontrera ainsi que des erreurs ou anomalies qu'il pourrait éventuellement relever dans les fichiers fournis.

Le Licencié s'engage à mentionner les sources des DONNEES à chaque utilisation ou mention substantielle de ces DONNEES en recourant à la mention suivante : « Source : Fichier national des accidents corporels de la circulation – ONISR » avec ajout du ou des millésime(s).

4.2.3. En matière commune

Le Licencié s'engage à respecter les droits du Fournisseur en tant que producteur des DONNEES et, par conséquent, les conditions et modalités de CORRECTION et d'exploitation des DONNEES, telles qu'elles sont définies dans la Convention.

Le cas échéant, la délimitation des DONNEES résultant de la Convention prévaut sur le périmètre effectif de leur mise à la disposition du Licencié et sur l'ouverture à son profit de droits d'accès au PORTAIL ACCIDENTS. Si l'ensemble des données effectivement mises à la disposition du Licencié outrepassait cette délimitation en raison des contraintes informatiques limitant les possibilités d'extraction ou les options d'accès au PORTAIL ACCIDENTS, ou pour toute autre raison, le Licencié s'engage à ne pas manier les données hors délimitation.

Sans préjudice de l'alinéa suivant, le Licencié s'engage à limiter l'accès effectif aux DONNEES aux seuls agents du SERVICE dont l'intervention directe sur les DONNEES est indispensable en vue de la réalisation de la ou des finalité(s) décrite(s) à l'article 2. Cela inclut notamment, le cas échéant, les agents habilités détenteurs des droits d'accès au PORTAIL ACCIDENTS prévus au paragraphe 4.1 ci-dessus. Tous les agents du Licencié, en ce qu'ils manipulent, corrigent, exploitent, interprètent ou transmettent les DONNEES, sont réputés agir au nom et pour compte du Licencié et leurs actions engagent la responsabilité contractuelle de ce dernier.

Le Licencié peut cependant étendre l'accès effectif aux DONNEES à un ou plusieurs tiers intervenant en position de prestataire ou de partenaire du Licencié en vue de la réalisation de la ou des finalité(s) décrite(s) à l'article 2. Le Licencié s'engage à soumettre alors son prestataire ou partenaire aux obligations qu'il supporte lui-même au titre de la présente convention quant aux conditions et modalités de CORRECTION ou d'exploitation des DONNEES, par voie contractuelle ou par tout moyen juridique approprié. En tout état de cause, en ce qu'ils manipulent, CORRIGENT, exploitent, interprètent ou transmettent les DONNEES, les agents du prestataire ou du partenaire en question sont réputés agir au nom et pour compte du Licencié et leurs actions engagent la responsabilité contractuelle de ce dernier.

Sans préjudice du précédent alinéa, le Licencié s'interdit toute reproduction des DONNEES totale ou partielle, sous quelle que forme que ce soit, en vue de les fournir à un tiers quel qu'il soit.

Le Licencié s'engage à respecter les aspects confidentiels des DONNEES et en particulier à ne pas établir de lien avec des DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .

Article 5 - Durée

La Convention est établie pour la durée suivante à compter de sa signature :

3 ans

La fin de la Convention emporte l'arrêt de la possibilité d'utiliser les droits concédés au Licencié. Le Licencié s'engage à communiquer au Fournisseur, le cas échéant, un récapitulatif des accès informatiques à clore par ses soins le moment venu et à ne plus y accéder en tout état de cause.

Le Licencié s'engage également à détruire les fichiers fournis par le Fournisseur au titre de la Convention ainsi que l'ensemble des données intégrées dans son système d'information et issues des DONNEES, sans en garder aucune copie. Ne sont pas concernés ici les articles, rapports et autres documents élaborés rendant compte des enseignements et conclusions tirés de l'exploitation des DONNEES.

Article 6 - Résiliation

Le Fournisseur pourra à tout moment et sans justification résilier la présente Convention, et demander que le Licencié procède sans délai aux mêmes destructions prévues par l'article 5 au terme de la Convention. Le Licencié s'engage à y procéder également dans ce cas.

Article 7 - Attribution de compétences

Tout désaccord persistant entre les PARTIES sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'a pu faire l'objet d'un règlement amiable est porté devant le tribunal administratif.

Cette convention

☐

avec annexes

☒

sans annexes

est établie en 3 (trois) exemplaires originaux.

Pour la Délégation à la sécurité et à la circulation routières,

Paris, le

Pour la Ville de Montpellier,

Montpellier, le

Monsieur Frédéric PECHENARD,
Délégué à la sécurité et à la circulation
routières

Madame Hélène MANDROUX,
Maire de la Ville de Montpellier

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Convention de correction et d'exploitation des données du Fichier National des accidents corporels de la circulation

Philippe THINES rapporte :

La stratégie de la sécurité des déplacements s'inscrit dans une démarche méthodologique engagée par la Ville de Montpellier. Pour cela, un outil d'aide à la décision en matière de sécurité des déplacements a été développé. Cet outil de travail est alimenté par les données géolocalisées des accidents corporels de la circulation, et permet de cibler les zones d'accumulation des accidents.

Ces données sont renseignées par la Police Nationale qui complète, à partir des procès-verbaux, une base de données détaillant le lieu et les caractéristiques de chaque accident. Ensuite, cette base de données est recueillie par l'Observatoire Départemental de la Sécurité Routière de l'Hérault (ODSR), qui s'assure de la fiabilité des données avant de les mettre à disposition des acteurs de la sécurité routière.

Cette méthode de travail (collecte, correction et exploitation des données accident) nécessite un étroit partenariat avec les forces de l'ordre et l'ODSR encadré par la délégation à la Sécurité et à la Circulation Routière. Cet organisme élabore et met en œuvre, au plan national, la politique de lutte contre l'insécurité routière.

L'échange de cette base de données « accident » est indispensable pour pérenniser ce nouvel outil d'aide à la décision. A cet effet, la convention de correction et d'exploitation des données issues du Fichier National des accidents corporels de la circulation doit être renouvelée, pour une durée de trois ans, entre la Ville de Montpellier et la Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routière.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de convention avec la Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routière ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Tarn-et-Garonne)

Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Maintenance et modification des équipements d'éclairage public

Philippe THINES rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite disposer d'un marché à bons de commande pour les travaux de maintenance et de modification du réseau d'éclairage public, réparti en quatre lots géographiques :

- lot n° 1 : quartiers Port Marianne et Près d'Arènes ;
- lot n° 2 : quartier Montpellier Centre ;
- lot n° 3 : quartiers Croix d'Argent et Cévennes ;
- lot n° 4 : quartiers Hôpitaux-Facultés et Mosson.

Une consultation selon une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33 3° al., 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics a donc été lancée.

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché, reconductible trois fois par période d'un an. La période initiale d'un an démarrera à compter du 1^{er} janvier 2013.

Par lot, le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris entre 170 000 € HT et 680 000 € HT.

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

- au niveau des candidatures :
 - garanties techniques et financières
 - références professionnelles (qualifications et références de l'entreprise).
- au niveau des offres :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre mémoire technique (60 %)
- prix des prestations (40 %)

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au budget primitif 2013

La commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 23 octobre 2012 a retenu les offres économiquement les plus avantageuses proposées :

- Par la société CEGELEC pour le lot n°1
- Par la société CITEOS pour le lot n°2
- Par la société SPIE pour le lot n°3
- Par la société SPIE pour le lot n°4

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Dénominations de voies

Philippe THINES rapporte :

Dans le cadre du programme de dénomination des voies de la commune de Montpellier, il vous est proposé les dénominations suivantes :

QUARTIER MOSSON

- MOSSON

L'allée reliant la Maison Pour Tous Léo LAGRANGE à l'avenue de Barcelone n'est pas dénommée, **nous proposons :**

**Allée Henri CORRE
(1942-2012)**

Responsable associatif montpellierain

Henri CORRE, né le 3 mars 1942 à Montpellier, est décédé le 9 août 2012. Ancien fonctionnaire des PTT, père de quatre enfants, il fut un grand acteur de la vie associative montpelliéraine.

Henri Corre a vécu à la Paillade dès 1977 et défendait avec conviction l'image de son quartier.

Président de l'association des habitants et des travailleurs de la Paillade (l'AAHTP) depuis 1994, c'est tout naturellement qu'il a endossé en 2002 le rôle de président du Conseil Consultatif de Quartier pour « se mettre au service de son quartier ».

La médaille de la ville lui a été remise par le Maire Hélène Mandroux, en présence de Monsieur Serge Fleurence, premier adjoint, pour services rendus à la collectivité et un engagement sans faille auprès des habitants de la Mosson.

~

QUARTIER HOPITAUX FACULTES

- AIGUELONGUE

Au-dessus du groupe scolaire Aiguelongue, la voie reliant la rue des Tourterelles à la place Harriet TUBMAN n'est pas dénommée, **nous proposons**:

**Rue Bernard FRESNEY
(1943-1995)
Elu et responsable associatif montpelliérain**

Bernard FRESNEY, né en 1943, est décédé le 5 juin 1995. Monsieur FRESNEY était très impliqué dans la vie de son quartier, son logement était une Maison Pour Tous avant l'heure, il servait d'atelier de confection pour les chars du carnaval et de salle de réunion. Sa porte était toujours ouverte aux habitants du quartier. Il fut président du club de foot d'Aiguelongue de 1975 à 1987 puis vice-président du stade de Lunaret. Il fut aussi président du comité de quartier Aiguelongue de 1975 à 1995. Elu au District de Montpellier de 1989 à 1995, il était en charge de l'environnement.

~

Dans le même quartier, au-dessus du groupe scolaire Aiguelongue, l'allée qui conduit à l'école maternelle Luis de CAMOENS, elle n'est pas dénommée, **nous proposons** :

**Allée Adolphe ANGLADA
(1911-2008)
Résistant et responsable associatif montpelliérain**

Adolphe ANGLADA, né le 17 octobre 1911, est décédé le 23 février 2008. Chevalier de l'ordre national du Mérite et de la Santé publique, Adolphe Anglada est une figure de la Résistance à Montpellier. Manipulateur radio à l'hôpital, ce lieutenant FFI participait à l'admission clandestine de maquisards blessés, hospitalisés sous de faux noms. Son nom de code était "Toubib". Adhérant au parti radical depuis 1934, il fonda la fédération héraultaise du parti radical de gauche en 1972 et il créa le mouvement des radicaux de gauche. En 1935, il adhère au syndicat unique des hospices et occupe les fonctions de secrétaire régional adjoint. Il a été le co-fondateur de la mutuelle du personnel hospitalier et crée en 1948 l'association nationale du personnel paramédical et d'électroradiologie. Il crée le comité de quartier Nord en 1957 qu'il présidera 9 ans. Passionné par sa ville, il rassemblera une photothèque de plus de 5000 documents.

~

Au détour des berges du Lez, au droit de la rue de la Draye, un espace public remarquable n'est pas dénommé, **nous proposons** :

**Allée Nicole MOSCHETTI-STAMM
(1944-2012)
Géographe et élue montpelliéraine**

Géographe de profession et mère de trois enfants, elle avait participé à la création du groupe des Verts à Montpellier en 1984. Conseillère municipale Verts dès 1989, c'est avec Georges Frêche en 2001, puis aux côtés d'Hélène Mandroux en 2004 qu'elle va mener bataille pour que les questions environnementales soient l'un des principaux axes de la politique de la Ville ; elle y parviendra avec succès puisqu'en 2011, Montpellier décrochera le titre de capitale européenne de la biodiversité.

- **PLAN DES QUATRE SEIGNEURS**

Cet ancien chemin (entre le rond-point Germaine RICHIER et la rue Arthur YOUNG) est aujourd'hui réduit à une impasse parallèle à la route de Mendes. Si les documents du cadastre ont conservé l'ancien nom d'usage, il n'y a pas aujourd'hui d'acte officiel dénommant cette rue. Cette rue non cadastrée fait partie du domaine public. **Nous proposons de la dénommer :**

Impasse de MONTMAUR

- **HOPITAUX FACULTES**

La rue Pierre ANTONINI a été dénommée par une délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2010. Sa biographie ne faisait pas alors référence à son action auprès de la Ligue des Droits de l'Homme, **nous proposons de renommer la rue :**

**Rue Pierre ANTONINI
(1921-2008)**

Enseignant, syndicaliste, conseiller général et président de la LDH

Pierre Antonini, né le 30 janvier 1921 à Paris, est décédé le 23 septembre 2008.

Professeur au lycée Joffre pendant toute sa carrière, il exerça parallèlement une activité syndicale et politique. Il est élu au Conseil Général en 1976 et en deviendra le vice Président. Il est également un responsable local de la ligue des droits de l'homme et de l'union rationaliste et enfin délégué départemental de l'éducation nationale dans les années 80.

QUARTIER CEVENNES

- **ALCO**

Une impasse a été créée à l'occasion de la création du rond-point des Portes de l'Hérault. Elle relie la résidence Le Bois d'Alco à la rue Antony KRUGER, cette impasse n'est pas dénommée, **nous proposons :**

Impasse du Bois d'ALCO

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERTMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Gardiennage de sites Sécurité et accompagnement évènementiel Surveillance d'expositions Autorisation à signer les Marchés

Régine SOUCHE rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché de services permettant de désigner des prestataires chargés du gardiennage de sites, de la sécurité et accompagnement évènementiel ainsi que de la surveillance d'expositions.

Pour réaliser ces prestations, il a été publié le 18 juin 2012, un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3° alinéa et 57 à 59 du code des Marchés Publics, et comportant trois lots.

Les prestations feront l'objet de marchés à bons de commande sans minimum, ni maximum, passés en application de l'article 77 du code des Marchés Publics.

Ces marchés conclus pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourront être reconduits par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'Appel d'offres, en date du 02 octobre 2012, a décidé d'attribuer les marchés aux sociétés désignées ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Lots	Entreprises	Moyenne des besoins sur 1 an en Euros H.T.	Montants retenus sur bordereau de prix estimatifs en Euros H.T.
1 – Gardiennage de sites	SURVEILLANCE MONTPELLIERAINE SECURITE 34080 Montpellier	250 000,00	106 881,85
2 – Sécurité et	AGENCE 34	100 000,00	100 938,50

accompagnement évènementiel	SECURITE 34970 Lattes		
3 – Surveillance d'expositions	AGENCE 34 SECURITE 34970 Lattes	350 000,00	132 837,00

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 02 octobre 2012.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Héliane MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Pavillon Populaire, exposition Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique Demande de subvention

Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier présentera du 16 novembre 2012 au 24 février 2013, au Pavillon Populaire, l'exposition photographique *Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique*. Cette exposition permettra de mieux faire connaître au public l'extraordinaire vitalité de la photographie documentaire suisse, aussi bien « classique » que contemporaine. Chaque exposition est vue en moyenne par 25 000 visiteurs, un catalogue spécifique est édité pour chaque exposition, la couverture médiatique nationale et internationale est assurée par une attachée de presse.

A ce titre et en raison de la promotion faite à la Suisse via cette exposition, la Ville de Montpellier est susceptible de bénéficier d'une contribution financière de la Fondation Suisse pour la Culture Pro Helvetia.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt de demande de subvention auprès de la Fondation Suisse pour la Culture Pro Helvetia ;
- De dire que le montant de la subvention sera imputée en recettes et en dépenses sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



**CONVENTION DE PARTENARIAT
CO-PRODUCTION DE CONFÉRENCES FILMÉES**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, Groupement d'Intérêt Scientifique,
située 17, rue Abbé-de-l'Épée 34090 Montpellier,

représentée par son directeur Monsieur Paul PANDOLFI,

dénommée «**MSH-M** »,

et agissant pour le compte du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France, Établissement public de coopération scientifique dont le siège est situé 163, rue Auguste Broussonnet, 34090 Montpellier, à partir du 1^{er} janvier 2013 en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 26 mars 2012,

N° de SIRET 130 007 305 00019,

représenté par Monsieur Philippe AUGÉ, en sa qualité de Président,

dénommé «**PRES Sud de France** »,

d'une part,

ET

la Ville de Montpellier

représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès-qualité* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 12 novembre 2012,

désignée par les termes «**La Ville de Montpellier** »

d'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier en collaboration avec la librairie Sauramps a mis en place depuis 2009-2010 une importante manifestation culturelle : l'Agora des Savoirs qui rencontre un succès qui ne se dément pas auprès du public montpellierain. Cette manifestation entend promouvoir et diffuser la connaissance auprès d'un large public en organisant des conférences les mercredis au Centre Rabelais. Dans ce cadre, la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, représentée au sein du Comité Scientifique et Technique mis en place aux fins

d'apporter ses conseils à l'organisation de l'Agora des Savoirs, propose de réaliser sous la forme d'une co-production la diffusion de l'ensemble des 24 conférences sous forme de conférences filmées accessibles aussi bien depuis le site « msh-m.tv » conçu et hébergé par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier que directement visionnables depuis le site de la Ville. La Direction de la Communication de la Ville de Montpellier prenant en charge de son côté la diffusion de ces mêmes conférences en direct sous Dailymotion. Ce partenariat et la diffusion en direct permet d'étendre la visibilité des conférences auprès du public qui ne pourrait y assister ou qui souhaiterait les revoir.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet

La MSH-M procédera à la captation et à l'enregistrement audio et vidéo des conférences organisées par la Ville de Montpellier dans le cadre de l'Agora des Savoirs.

Article 2 – Moyens humains et matériels

La captation est effectuée par du personnel choisi par les soins de la MSH-M et placé sous sa responsabilité.

Toute facilité leur sera faite pour leur permettre de venir, installer et ranger leur matériel, et effectuer la captation.

La MSH-M met à la disposition de cette opération son matériel de captation et d'enregistrement vidéo et d'enregistrement audio (une caméra). La captation audio est à la charge de la Ville de Montpellier.

Article 3 – Déroulement des captations et présentation des vidéos-conférences

Les captations se dérouleront au Centre Rabelais à Montpellier les mercredis de 20h30 à 22h selon le calendrier de l'Agora des Savoirs pour la saison 2012 - 2013 (Voir annexe 1).

Le montage vidéo final devra commencer au moment de la présentation du conférencier par l'intervenant local et se terminer à la fin de la discussion avec celui-ci.

Les vidéos comportent :

- Une introduction animée et sonore avec le logo
- Un écran muet avec les références internes
 - Un générique muet de plusieurs écrans contenant les informations suivantes :
 - Nom, prénom, université du conférencier
 - Titre et sous-titre de la conférence
 - Cadre institutionnel
 - Date et lieu

- Le film de la conférence
- Un générique muet de fin

L'ensemble de la vidéo contient un watermark : logo msh-m / msh-m.tv en couleur et en transparence dans un coin ainsi que le logo de la Ville dans un autre coin.

Article 4 – Diffusion, hébergement et consultation

Les vidéos seront accessibles pendant une durée de 12 mois sur le site Web « msh-m.tv » dans une rubrique consacrée. Le logo « Agora des Savoirs » y sera présent. Elles seront également directement visionnables sur le site de la Ville et sur celui du PRES Sud de France, le cas échéant. Le site web « msh-m.tv » y sera cité.

La MSH-M diffuse ses vidéos sous la licence Creative Commons « Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 2.0 France » Voir les détails de cette licence :<
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/>

Article 5 - Documents légaux et archivages

Des documents légaux (autorisation de captation et de diffusion) permettant à la MSH-M de filmer et de diffuser le contenu de la conférence (personnes et documents) sont disponibles sur le site web de la MSH-M : <http://www.msh-m.fr/editions/production-audiovisuelle/msh-m-tv/article/informations-legales>

Ces documents ont un caractère obligatoire.

Ces documents doivent être remplis par l'ensemble des personnes filmées et conservés par la Ville de Montpellier.

Ils permettent à la MSH-M de référencer chaque conférence sur le site (descriptifs, résumé, mots-clés, etc.).

Par ailleurs, les conférenciers s'assurent de détenir l'ensemble des droits d'utilisation de leurs discours et des documents utilisés pendant leur intervention.

La MSH-M conserve une version non montée et une version montée de chaque conférence.

Pour obtenir une copie, la Ville devra fournir à la MSH-M les supports informatiques utilisables (disque durs externes de grandes capacités).

Article 6 – Règlements

Dans le cadre de ce partenariat comprenant la captation, le montage et la diffusion de ces conférences, la Ville de Montpellier s'engage à verser à la MSH-M la somme de 18 943,34 euros nets (dix-huit mille neuf cent quarante-trois euros et 34 centimes).

Cette somme sera versée en trois fois sur présentation de factures selon l'échéancier suivant :

- 1^{er} versement en février 2013 pour un montant de 6 343, 34 euros
- 2^{ème} versement en avril 2013 pour un montant de 6 300, 00 euros
- 3^{ème} versement en juillet 2013 pour un montant de 6 300, 00 euros

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention sera effectué par virement administratif au nom de l'agent comptable dans les livres de :

Nom de la banque : Trésor public

Adresse : Trésorerie générale de Montpellier

Numéro de compte : 10071 34000 00001004057 54

N° BIC : BDFEFRPPXXX

La MSH-M adressera ces factures à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges-Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.*

Article 7 – Attribution de compétence

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Article 8 – Dispositions particulières

Les annexes font partie intégrante de la convention et doivent être scrupuleusement respectées.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Montpellier, le

Le Pôle de Recherche et d'Enseignement
Supérieur Sud de France *

Le Président

Monsieur Philippe Augé

La Ville de Montpellier*
Pour Madame Le Maire

L'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

La Maison des Sciences de l'Homme
de Montpellier*

Le directeur

Monsieur Paul PANDOLFI

visa

** Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »
Parapher chaque page*

Agora des Savoirs 2012 - 2013 CONVENTION DE PARTENARIAT CO-PRODUCTION D'UN PROGRAMME RADIOPHONIQUE

Entre :

Croqu'Oreilles - Divergence FM juridiquement constituée en association loi de 1901 dont le siège est situé au 24, bd Pasteur 34000 Montpellier, représentée par son Président, M. Florent ROBIN ;

Et

la Ville de Montpellier, représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès-qualité* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 12 novembre 2012 ;

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Croqu'Oreilles - Divergence FM, radio de catégorie A, émettant sur l'agglomération de Montpellier en modulation de fréquence sur 93.9 et sur Internet en streaming, coproduit avec la Ville de Montpellier un programme radiophonique ayant pour sujet : ***l'Agora des savoirs.***

Cette co-production radiophonique consiste en la captation, le montage, la post production et la retransmission en directe et en intégralité de 24 conférences qui se déroulent au Centre Rabelais à partir de 20h30 les mercredis, selon le calendrier joint en annexe. La conférence inaugurale donnée par monsieur Jean Claude AMEISEN aura lieu exceptionnellement le mardi 6 novembre.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'objet de la présente convention est de définir les modalités du partenariat entre Divergence FM et la Ville de Montpellier.

Article 2 : Engagements de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier coproduit une série d'émissions radiophoniques dans le cadre de *l'Agora des savoirs* qui consiste en la retransmission en direct sur les ondes de Divergence FM et en streaming sur le site de la radio des 24 conférences prévues pour la saison 2012 - 2013. La séance inaugurale ayant lieu le mardi 6 novembre 2012 et la séance de clôture le mercredi 29 mai 2013.

Pour les directs, il est nécessaire d'une part, de disposer, sur le lieu de la conférence, d'une connexion internet 150Kbp/s de bande passante montante et d'autre part, de respecter scrupuleusement les horaires des conférences.

Article 3 – Règlement

La Ville de Montpellier s'engage à financer cette coproduction à hauteur de 50 % du budget global soit : **16 720 €** (Seize mille sept cent vingt euros euros).

Cette somme sera versée en trois fois sur présentation de factures selon l'échéancier suivant :

- 1^{er} versement en janvier 2013 pour un montant de 5 580 €
- 2^{ème} versement en avril 2013 pour un montant de 5 570 €
- 3^{ème} versement en juillet 2013 pour un montant de 5 570 €

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention sera effectué par virement administratif sur le compte :

- N°: 510 200 166 29
- Domiciliation : Crédit Coopératif de Montpellier
- Ouvert à : Agence Victor Hugo
- Adresse : 8, Bd Victor Hugo 34009 Montpellier

Croqu'Oreilles - Divergence.FM adressera ses factures à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34264 Montpellier cedex 2.*

Article 4 : Engagements de Croqu'Oreilles - Divergence FM

Divergence FM s'engage à réaliser 24 captations de conférences et à diffuser l'enregistrement post-produit de ces 24 conférences.

Croqu'Oreilles - Divergence FM publie, avant chaque conférence, un article de présentation sur son site web.

Croqu'Oreilles - Divergence FM met à disposition de la Ville de Montpellier, un fichier audio en format MP3 après chaque émission.

Croqu'Oreilles - Divergence FM réalise 24 bandes annonces présentant les conférences choisies et annonçant leur diffusion à l'antenne.

Croqu'Oreilles - Divergence FM conçoit un générique.

Croqu'Oreilles - Divergence FM s'engage à prendre à sa charge cette coproduction à hauteur de 50 % du budget global soit : **16 720 € TTC.**

Article 5 : Assurances

L'association déclare avoir assuré contre tous les risques le matériel qu'elle utilisera.

La Ville de Montpellier déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'accueil de l'association et du public le jour des enregistrements et des retransmissions.

Article 6 : Durée

Cette convention prend effet à la date de sa signature et se termine une fois les engagements des deux parties réalisés.

Article 7 : Litiges éventuels

En cas de difficulté dans l'exécution des obligations figurant au présent contrat, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le tribunal de Montpellier.

Fait en deux exemplaires originaux,

à Montpellier, le

L'association*

Le Président

Florent ROBIN

La Ville de Montpellier*
Pour Madame Le Maire

L'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

** Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »*

Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier

17 rue Abbé de l'Épée

34090 Montpellier

www.msh-m.fr

à Mairie de Montpellier

Direction de la Culture et du Patrimoine

1, place Georges Frêche

34267 Montpellier

DEVIS AGORA DES SAVOIRS 2012-2013

OBJET : Captation, montage et diffusion sur internet et en direct des 24 conférences Agora des savoirs 2012-2013, les mercredis soirs au Centre Rabelais à Montpellier.

Déplacement d'un caméraman-monteur-réalisateur de la MSH-M pour :

1. Captation du conférencier : tournage et enregistrement numérique du discours du conférencier
2. Insertion de l'image des présentations des conférenciers diffusée à partir de l'ordinateur mis à disposition par la MSH-M au Centre Rabelais pour la durée des Agoras
3. Montage : insertion des génériques à partir des informations communiquées préalablement par la Ville.
4. Diffusion en différé sur le site internet de la MSH-M (msh-m.tv)

Montant total : 18 943,34 € (dix-huit mille neuf cent quarante-trois euros et trente-quatre centimes).

Paul Pandolfi
Directeur de la MSH-M





ASSOCIATION CROQU'OREILLES — DIVERGENCE FM
24 BD PASTEUR 34000 MONTPELLIER
TEL : 09 51 17 34 04 / FAX : 09 56 17 34 04
N° SIRET : 379 204 944 00027

Montpellier, le vendredi 5 octobre 2012

Monsieur Philippe SAUREL
Mairie de Montpellier

1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

A l'attention de Monsieur Philippe SAUREL, adjoint au Maire, délégué à la Culture, au patrimoine historique propriété de la Ville, aux archives municipales, à la diffusion et mise en valeur des savoirs, agora des savoirs.

Objet : Proposition de coproduction radiophonique pour *l'Agora des savoirs* 2012/ 2013.

Monsieur,

Je vous adresse une proposition de coproduction entre la Ville de Montpellier et Divergence FM pour la mise en onde des conférences de *l'Agora des savoirs* 2012/2013.

Dés le **7 novembre 2012**, Divergence FM mobilise son équipe pour retransmettre en direct les **24 conférences** de cette quatrième saison de *l'Agora des savoirs*, avec un créneau antenne de 20h30 à 22h, (les mercredis selon le programme édité par la ville) jusqu'au 29 mai **2012** inclus.

Le coût global de la production radiophonique se compose comme suit :

Bandes annonces : 24 x 335 € =	8 040 €
Retransmissions : 24 x 850 € =	20 400 €
Diffusion réseau radio A =	5 000 €
Soit un total de :	33 440 €

Nous vous proposons de participer, à hauteur de 50% du coût de la production radiophonique,
soit : 16 720,00 €
Restent à la charge de Divergence FM, 50 % du coût de la production radiophonique,
soit : 16 720,00 €

Toute l'équipe de Divergence FM vous remercie pour votre engagement sur cette coproduction radiophonique. Nous réalisons ensemble avec ce programme, une mission de diffusion des savoirs vers le plus grand nombre.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos meilleures salutations.

Christian COSTE
Directeur
DIVERGENCE FM

PS : Vous trouverez ci-après les détails chiffrés, poste par poste, de cette opération.

73



DÉTAIL POSTE PAR POSTE :
RETRANSMISSIONS DES CONFÉRENCES ET BANDES ANNONCES.

COÛT DE LA PRODUCTION RADIOPHONIQUE
"L'agora des savoirs" – Retransmission en direct de 20h30 à 22h.

Prestation	Nombre	Durée en heure	Taux unitaire	Total
Personnel				
Coordination	1	1	70,00 €	70,00 €
Animation – présentation	1	90'	50,00 €	75,00 €
Configuration stream audio et sécurisation du réseau local	1	1	50,00 €	50,00 €
Régie son	1	3,00	70,00 €	210,00 €
Déplacements	0	0,00	0,288 €	- €
Régie finale - streaming	1	3,00	35,00 €	105,00 €
Matériel (location)				
enregistrement et archivage serveur dédié	1	forfait	50,00 €	50,00 €
Micros	0	forfait	10,00 €	10,00 €
Rédaction article web	1	1	35,00 €	35,00 €
Transfert Podcast audio	1	1	35,00 €	35,00 €
Régie finale et diffusion Hertzienne	1	forfait	200,00 €	200,00 €
Frais administratifs et de télécommunication				
Téléphone, secrétariat	forfait			10,00 €
Total				850,00 €

COÛT DE LA PRODUCTION RADIOPHONIQUE
« L'agora des savoirs » – Message d'Intérêt Général / Bande annonce– 30 à 60"

Prestation	Nombre	Durée en heure	Taux unitaire	Total
Personnel				
Rédaction et production bande annonce	1	1,00	45,00 €	45,00 €
Matériel				
Studio de production (bande annonce)	1	1,0	150,00 €	150,00 €
Diffusion				
3 passages/j durant 7 jours (soit 21 diffusions)	forfait		130,00 €	130,00 €
Frais administratifs et de télécommunication				
Téléphone, secrétariat	forfait			10,00 €
TOTAL				335,00 €

COÛT DE LA PRODUCTION RADIOPHONIQUE – Diffusion radios associatives LR et régions limitrophes
« L'agora des savoirs » – Diffusion radios A

Prestation	Nombre	Durée en heure	Taux unitaire	Total
Personnel				
Saison 1;2;3 et 4 en diffusion sur les radios A	Forfait		5 000,00 €	5 000,00 €
Appel à diffusion région LR / coordination / assistance technique				
TOTAL				5 000,00 €

Agora des Savoirs

Séance d'inauguration

CONVENTION AVEC LE CONFÉRENCIER

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

Monsieur :

Demeurant :

ci-après dénommé « **LE CONFÉRENCIER** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès* qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2012,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Monsieur donnera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs conçu par la Ville de Montpellier en partenariat avec la librairie Sauramps, la conférence d'inauguration grand public, le à 20h30 et ayant pour sujet : "".

ARTICLE 2 - AUTORISATION DU DROIT DE REPRODUIRE ET DE REPRÉSENTATION

Cette conférence fera l'objet d'une part, d'une captation et d'une diffusion en différées sous forme d'une conférence filmée sur le site de la Ville et sur le site web « msh-m.tv »; la conférence sera également diffusée en direct sur Dailymotion à l'initiative de la Ville et fera l'objet d'autre part, d'une diffusion en direct sur l'antenne de Divergence FM., radio montpelliéraine.

LE CONFÉRENCIER déclare détenir sur les contenus de la conférence précitée les droits nécessaires pour ce faire, et cède à L'ORGANISATEUR, les droits de propriété intellectuelle relatifs, de nature patrimoniale, les droits de reproduire et de diffuser. En conséquence il déclare donner l'autorisation de capter et de diffuser l'intégralité de sa conférence aussi bien sous la forme de vidéos conférences que d'émissions radiophoniques sur les sites indiqués précédemment et sur les fréquences des radios associatives impliquées dans la diffusion des savoirs scientifiques.

LE CONFÉRENCIER certifie que lesdits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

ARTICLE 3 – MONTANT ET MODE DE RÈGLEMENT

Le montant de la cession des droits d'auteur et /ou de la prestation pour la conférence, fixées par délibération d'inauguration, fixées par délibération, s'élève à 1 000 € (Mille euros) TTC versés au CONFÉRENCIER.

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR compte tenu d'une enveloppe globale maximum fixée par délibération.

Si LE CONFÉRENCIER est inscrit aux AGESEA il sera tenu compte de la déduction du précompte AGESEA. En cas de dispense du compte AGESEA le conférencier joindra l'attestation de dispense du précompte. Il produira une facture de note d'auteur.

Si LE CONFÉRENCIER n'est pas soumis aux AGESEA il produira une note de prestation.

L'ORGANISATEUR reste tenu de déclarer à l'AGESEA les rémunérations versées au CONFÉRENCIER et de verser la contribution prévue à l'article L 382-4 du code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'une contribution de 1% de la rémunération à l'AGESEA, 21 bis rue de Bruxelles 75009 Paris.

ARTICLE 4 - RÉGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte :
N°:

Domiciliation :

Agence :

Adresse :

La facture de Note d'auteur sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du patrimoine, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2.*

ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE CONFÉRENCIER

Monsieur

L'ORGANISATEUR*

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué
Philippe SAUREL

* La signature sera précédée de la mention « Lu et approuvé »

Agora des Savoirs

Séance de clôture

CONVENTION AVEC LE CONFÉRENCIER

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

Monsieur :

Demeurant :

ci-après dénommé « **LE CONFÉRENCIER** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2012,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Monsieur donnera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs conçu par la Ville de Montpellier en partenariat avec la librairie Sauramps, la conférence de clôture grand public, le mercredi , à 20h30 et ayant pour sujet : " ".

ARTICLE 2 - AUTORISATION DU DROIT DE REPRODUIRE ET DE REPRÉSENTATION

Cette conférence fera l'objet d'une part, d'une captation et d'une diffusion en différées sous forme d'une conférence filmée sur le site de la Ville et sur le site web « msh-m.tv »; la conférence sera également diffusée en direct sur Dailymotion à l'initiative de la Ville et fera l'objet d'autre part, d'une diffusion en direct sur l'antenne de Divergence FM., radio montpelliéraine.

LE CONFÉRENCIER déclare détenir sur les contenus de la conférence précitée les droits nécessaires pour ce faire, et cède à L'ORGANISATEUR, les droits de propriété intellectuelle relatifs, de nature patrimoniale, les droits de reproduire et de diffuser. En conséquence il déclare donner l'autorisation de capter et de diffuser l'intégralité de sa conférence aussi bien sous la forme de vidéos conférences que d'émissions radiophoniques sur les sites indiqués précédemment et sur les fréquences des radios associatives impliquées dans la diffusion des savoirs scientifiques.

LE CONFÉRENCIER certifie que lesdits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

ARTICLE 3 – MONTANT ET MODE DE RÈGLEMENT

Le montant de la cession des droits d'auteur et /ou de la prestation pour la conférence de clôture, fixées par délibération, s'élève à 1 000 € (Mille euros) TTC versés au CONFÉRENCIER.

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR compte tenu d'une enveloppe globale maximum fixée par délibération.

Si LE CONFÉRENCIER est inscrit aux AGESEA il sera tenu compte de la déduction du précompte AGESEA. En cas de dispense du compte AGESEA le conférencier joindra l'attestation de dispense du précompte. Il produira une facture de note d'auteur.

Si LE CONFÉRENCIER n'est pas soumis aux AGESEA il produira une note de prestation.

L'ORGANISATEUR reste tenu de déclarer à l'AGESEA les rémunérations versées au CONFÉRENCIER et de verser la contribution prévue à l'article L 382-4 du code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'une contribution de 1% de la rémunération à l'AGESEA, 21 bis rue de Bruxelles 75009 Paris.

ARTICLE 4 - RÈGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte :
N°:

Domiciliation :

Agence :

Adresse :

La facture de Note d'auteur sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du patrimoine, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2.*

ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE CONFÉRENCIER

Monsieur

L'ORGANISATEUR*

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué
Philippe SAUREL

* La signature sera précédée de la mention « Lu et approuvé »

Agora des Savoirs

CONVENTION AVEC LES CONFÉRENCIERS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

Monsieur :

Demeurant :

ci-après dénommé « **LE CONFÉRENCIER** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant en qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2012,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Monsieur _____ donnera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs conçu par la Ville de Montpellier en partenariat avec la librairie Sauramps, une conférence grand public, le mercredi _____, à 20h30 et ayant pour sujet : " _____ ".

ARTICLE 2 - AUTORISATION DU DROIT DE REPRODUIRE ET DE REPRÉSENTATION

Cette conférence fera l'objet d'une part, d'une captation et d'une diffusion en différé sous forme d'une conférence filmée sur le site de la Ville et sur le site web « msh-m.tv »; la conférence sera également diffusée en direct sur Dailymotion à l'initiative de la Ville et fera l'objet d'autre part, d'une diffusion en direct sur l'antenne de Divergence FM., radio montpelliéraine.

LE CONFÉRENCIER déclare détenir sur les contenus de la conférence précitée les droits nécessaires pour ce faire, et cède à L'ORGANISATEUR, les droits de propriété intellectuelle relatifs, de nature patrimoniale, les droits de reproduire et de diffuser. En conséquence il déclare donner l'autorisation de capter et de diffuser l'intégralité de sa conférence aussi bien sous la forme de vidéos conférences que d'émissions radiophoniques sur les sites indiqués précédemment et sur les fréquences des radios associatives impliquées dans la diffusion des savoirs scientifiques.

LE CONFÉRENCIER certifie que lesdits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

ARTICLE 3 – MONTANT ET MODE DE RÈGLEMENT

Le montant de la cession des droits d'auteur et /ou de la prestation pour la conférence, fixées par délibération, s'élève à 500 € TTC (Cinq cents euros) versés au CONFÉRENCIER.

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR compte tenu d'une enveloppe globale maximum fixée par délibération.

Si LE CONFÉRENCIER est inscrit aux AGESEA il sera tenu compte de la déduction du précompte AGESEA. En cas de dispense du compte AGESEA le conférencier joindra l'attestation de dispense du précompte. Il produira une facture de note d'auteur.

Si LE CONFÉRENCIER n'est pas soumis aux AGESEA il produira une note de prestation.

L'ORGANISATEUR reste tenu de déclarer à l'AGESEA les rémunérations versées au CONFÉRENCIER et de verser la contribution prévue à l'article L 382-4 du code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'une contribution de 1% de la rémunération à l'AGESEA, 21 bis rue de Bruxelles 75009 Paris.

ARTICLE 4 - RÉGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte :
N°:

Domiciliation :

Agence :

Adresse :

La facture de Note d'auteur sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du patrimoine, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2.*

ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE CONFÉRENCIER

Monsieur

L'ORGANISATEUR*

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué
Philippe SAUREL

* La signature sera précédée de la mention « Lu et approuvé »

CONVENTION AVEC LES CONFÉRENCIÈRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉES:

Madame :

Demeurant :

ci-après dénommée « **LA CONFÉRENCIÈRE** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant en qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2012,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Madame _____ donnera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs conçu par la Ville de Montpellier en partenariat avec la librairie Sauramps, une conférence grand public, le mercredi _____, à 20h30 et ayant pour sujet : _____.

ARTICLE 2 - AUTORISATION DU DROIT DE REPRODUIRE ET DE REPRÉSENTATION

Cette conférence fera l'objet d'une part, d'une captation et d'une diffusion en différé sous forme d'une conférence filmée sur le site de la Ville et sur le site web « msh-m.tv »; la conférence sera également diffusée en direct sur Dailymotion à l'initiative de la Ville et fera l'objet d'autre part, d'une diffusion en direct sur l'antenne de Divergence FM., radio montpelliéraine.

LA CONFÉRENCIÈRE déclare détenir sur les contenus de la conférence précitée les droits nécessaires pour ce faire, et cède à L'ORGANISATEUR, les droits de propriété intellectuelle relatifs, de nature patrimoniale, les droits de reproduire et de diffuser. En conséquence elle déclare donner l'autorisation de capter et de diffuser l'intégralité de sa conférence aussi bien sous la forme de vidéos conférences en direct et en différé que d'émissions radiophoniques en direct sur les sites indiqués précédemment et sur les fréquences des radios associatives impliquées dans la diffusion des savoirs scientifiques.

LA CONFÉRENCIÈRE certifie que les dits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

ARTICLE 3 – MONTANT ET MODE DE RÈGLEMENT

Le montant de la cession des droits d'auteur et /ou de la prestation pour la conférence, fixées par délibération, s'élève à 500 € TTC (Cinq cents euros) versés à la CONFÉRENCIÈRE.

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR compte tenu d'une enveloppe globale maximum fixée par délibération.

Si LA CONFÉRENCIÈRE est inscrit aux AGESEA il sera tenu compte de la déduction du précompte AGESEA. En cas de dispense du compte AGESEA le conférencier joindra l'attestation de dispense du précompte. Elle produira une facture de note d'auteur.

Si LA CONFÉRENCIÈRE n'est pas soumise aux AGESEA elle produira une facture de note de prestation.

L'ORGANISATEUR reste tenu de déclarer à l'AGESEA les rémunérations versées à LA CONFÉRENCIÈRE et de verser la contribution prévue à l'article L 382-4 du code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'une contribution de 1% de la rémunération à l'AGESEA, 21 bis rue de Bruxelles 75009 Paris.

ARTICLE 4 - RÉGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte :
N°:

Domiciliation :

Agence :

Adresse :

La facture de Note d'auteur sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2*

ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LA CONFÉRENCIÈRE

Madame,

L'ORGANISATEUR*

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué
Philippe SAUREL

* La signature sera précédée de la mention « Lu et approuvé »



Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier

Autorisation d'enregistrement et de diffusion

Je soussigné(e) M(me).....
né(e) leà
domicilié(e) (adresse professionnelle ou personnelle) à :

.....
.....
.....

1°) autorise, à titre gratuit et non exclusif, **la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier** à enregistrer (ou à procéder à la captation) en audio/vidéo, mon image, ma voix, ma présentation, ainsi que ma prestation réalisée :

- ▶ à.....
- ▶ le
- ▶ dans le cadre de (événement)

2°) autorise l'utilisation de ces données, sous leur forme enregistrée aussi bien que sous leur forme transcrite :

- a) à des fins de recherche scientifique ;
- b) à des fins d'enseignement universitaire ou autre ;
- c) pour une diffusion large dans la communauté des chercheurs (par exemple sur iTunesU) ;
- d) pour une diffusion sur un site internet dédié à la recherche sous licence Creative Commons : « Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification »
 - <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/>

Il est entendu qu'aucune image ou passage potentiellement compromettant ne sera diffusé à condition qu'il soit signalé.

En cas d'acceptation de la présente autorisation, ce document sera à signer et à renvoyer par courrier à l'adresse ci-dessous.

Fait àle

En deux (2) exemplaires originaux (1 pour le signataire, 1 pour la MSH-M).

Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé ».

À remplir par chaque conférencier/conférencière et à renvoyer signé à l'adresse :
Maison des sciences de l'Homme de Montpellier
17 rue Abbé de l'Épée
34090 Montpellier

Agora des savoirs, saison 4, 2012-2013

Usages des savoirs et des sciences

Mardi 6 novembre 2012

Leçon inaugurale : *Jean-Claude Ameisen* : La volonté que la liberté de l'autre soit.

14 novembre 2012 : *Christian Laval* : Le destin de la connaissance à l'époque du néolibéralisme

21 novembre 2012 : *Yves Lacoste* : La Géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre

28 novembre 2012 : **PORTRAIT DE SAVANT** Georges Cuvier (1769-1832), fondateur de science et créateur de mythes, par *Claudine Cohen*

05 décembre 2012 : *Pierre-Henri Gouyon* et *Michel Benasayag*: Fabriquer le vivant ? Ce que nous apprennent les sciences de la vie pour penser les défis de notre époque

12 décembre 2012 : *Thomas Benatouil* : À quoi sert la connaissance de la nature ?

19 décembre 2012 : *Cyril Hugonie* * : Le boson de Higgs, chronique d'une découverte

09 janvier 2013 : *Denis Puy* * : Le concept d'univers à l'aube du XXI^e siècle

16 janvier 2013 : *Jean-Yves Dormagen* * : La science politique peut-elle être une science expérimentale ?

23 janvier 2013 : **PORTRAIT DE SAVANT** Henri Poincaré, je doute dont je construis ; par *Damien Gayet*

30 janvier 2013 : *Emmanuel Todd* : Origine et avenir des systèmes familiaux

06 février 2013 : *Christian Grataloup* : Usage et mésusage des découpages du Monde ([en partenariat avec le Café géo de Montpellier](#))

13 février 2013 : *Raphaël Mathevet* * : La solidarité écologique, ce lien qui nous oblige

20 février 2013 : *Jean-Marc Lévy-Leblond* : Sur le Pont des Arts ! Arts et sciences pour de brèves rencontres

13 mars 2013 : *Yves Citton* : Gestes esthétiques, gestes de savoir ?

20 mars 2013 : *Michela Marzano* : « Ceci est mon corps, livré pour vous ». Usages et mésusages du corps

27 mars 2013 : **PORTRAIT DE SAVANT** Ambroise Paré, par *Roger Dachez*

03 avril 2013 : *Jean-Baptiste Fressoz* : L'Apocalypse Joyeuse. Une histoire du risque technologique

10 avril 2013 : *Anne-Marie Martinez* * : Approches génétiques dans la recherche sur le cancer : de la mouche à l'homme

17 avril 2013 : *Jean-Pierre Brun* : Les parfums dans la Méditerranée antique. Les fouilles archéologiques de parfumeries à Délos (Grèce), Pompéi et Paestum (Italie) (en partenariat avec les *Mercredis de l'Antiquité*)

08 mai 2013 : *Henri Duday* : Usage de l'anthropologie physique en archéologie funéraire (en partenariat avec le 37^e colloque international de l'AFEAF)

15 mai 2013 : *Michel Raymond* * : Ce que nous apprend sur l'homme la sélection naturelle

22 mai 2013 : **PORTRAIT DE SAVANT** Dimitri Mendeleiev et la classification périodique des éléments, par *Danielle Fauque*

Mercredi 29 mai 2013

Conférence de clôture : *Bruno Latour* : *Gaia Global Circus*

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Agora des Savoirs 4ème saison Cycle de conférences 2012 - 2013

Partenariats avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et avec l'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM

Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du 05 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé le principe de l'Agora des savoirs. Cette manifestation a pour ambition de promouvoir et de favoriser la diffusion des connaissances sous la forme de conférences ouvertes à tous et de valoriser le monde de la recherche et de l'enseignement universitaires.

Le programme de cette quatrième saison 2012 - 2013 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le Comité scientifique composé d'enseignants représentant les trois universités de Montpellier, de chercheurs rattachés aux différents laboratoires de la Ville. Ces conférences se dérouleront au Centre Rabelais les mercredis à partir de 20h 30 du 06 novembre 2012, exceptionnellement un mardi ce jour-là, jusqu'au 29 mai 2013.

Le thème exploré cette année portera sur : « *Usages des savoirs et des sciences* » et fera l'objet de vingt-quatre conférences dont quatre portraits de savants. Une conférence se déroulera avec deux conférenciers. Six conférences seront données par des universitaires montpelliérains. Une conférence est faite en partenariat avec le Café-Géo de Montpellier, une autre avec les Mercredis de l'Antiquité, une troisième avec le 37^e colloque international de l'Association Française Pour l'Étude de l'Âge du Fer et une quatrième avec La Fondation Sciences Citoyennes.

Une séance inaugurale intitulée « *La volonté que la liberté de l'autre soit* » a été donnée le mardi 06 novembre par Jean Claude AMEISEN. Une conférence de clôture intitulée *Gaia Global Circus* sera prononcée par Bruno LATOUR, le mercredi 29 mai 2013. Les quatre portraits de savants porteront sur : Georges Cuvier, Henri Poincaré, Ambroise Paré, Dimitri Mendeleiev.

Après la conférence un repas est pris avec le conférencier invité, le responsable de la programmation de l'Agora des Savoirs et des invités représentatifs du monde universitaire montpelliérain ou tout autre personne qualifiée au regard du sujet abordé.

La Ville prendra en charge les frais de déplacements, d'hébergement et de restauration à concurrence d'une enveloppe maximum de 17 000 € pour l'ensemble de la saison. Le montant de la prestation par conférencier est fixé à 500 € pour 23 d'entre-eux et à 1 000 € pour les 2 conférenciers invités à donner les conférences d'inauguration et de clôture.

Il convient donc d'établir pour chacun des intervenants une convention. Les 25 conférenciers sont les suivants : Jean Claude AMEISEN, Christian LAVAL, Yves LACOSTE, Claudine COHEN, Pierre-Henri GOUYON, Miguel BENASAYAG, Thomas BENATOUÏL, Cyril HUGONIE, Denis PUY, Jean-Yves DORMAGEN, Damien GAYET, Emmanuel TODD, Christian GRATALOUP, Raphaël MATHEVET, Jean-Marc LÉVY-LEBLOND, Yves CITTON, Michela MARZANO, Roger DACHEZ, Jean Baptiste FRESSOZ, Anne-Marie MARTINEZ, Jean-Pierre BRUN, Henri DUDAY, Michel RAYMOND, Danielle FAUQUE, Bruno LATOUR.

Afin de permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'ensemble des conférences il est prévu de diffuser les 24 conférences, d'une part sous la forme de vidéos conférences diffusées en différé, d'autre part sous la forme d'un programme radiophonique en direct et d'une diffusion en direct sur le site de la Ville www.montpellier.fr. À cet effet un partenariat de co-production est envisagé avec :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France (PRES Sud de France), qui procédera à la captation des 24 conférences filmées qui se dérouleront au Centre Rabelais. Elles seront visibles sur le site de la Ville comme sur le site web « msh-m.tv ». Par ailleurs, la Direction de la Communication diffusera en direct les 24 conférences sur Dailymotion. Le devis est joint en annexe.
- L'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM, juridiquement constituée en association loi de 1901, radio montpelliéraine, qui procédera quant à elle, à la diffusion en direct des 24 conférences sur ses ondes. Le devis est également joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 13 500 € (Treize mille cinq cents euros) TTC ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 17 000 € pour l'ensemble de la saison ;
- D'approuver les partenariats avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 18 943,34 € (Dix huit mille neuf cent quarante trois euros et 34 cts) TTC, et avec Croqu'Oreilles-Divergence FM pour un montant de 16 720 € (Seize mille sept cent vingt euros) TTC ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Mme Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

AGORA DES SAVOIRS QUATRIÈME SAISON

CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL AVEC LA LIBRAIRIE SAURAMPS

ENTRE

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 84 6 - Fax : 04 67 34 88 90

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *es-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date, du 12 novembre 2012, ci-après désignée par le terme « L'ORGANISATEUR ».

ET

La Librairie **SAURAMPS et Cie SAS**
Le Triangle – Allée Jules Milhau
34000 MONTPELLIER
Téléphone : 04 67 06 78 78

Représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Jean-Marie SEVESTRE

PRÉAMBULE

Le succès que connaît l'Agora des Savoirs depuis ces trois dernières saisons démontre, de manière indiscutable, le grand intérêt que porte le public montpelliérain à la connaissance en général. Poursuivant dans sa volonté politique culturelle de diffusion des sciences et des humanités, la Ville de Montpellier et le comité scientifique de la manifestation ont élaboré le programme de la 4^{ème} saison de l'Agora des savoirs qui comprend 24 conférences sur le thème : **Usage des savoirs et des sciences**. Monsieur Jean-Claude AMEISEN, médecin et chercheur en biologie, donnera la conférence d'inauguration le mardi 6 novembre 2012, et monsieur Bruno LATOUR la conférence de clôture le mercredi 29 mai 2013.

Depuis les débuts le livre est au cœur de cette manifestation grâce au partenariat passé avec la librairie Sauramps, qui apporte son concours et ses compétences indéniables dans la promotion des ouvrages spécialisés dans les domaines de l'essai, des publications universitaires, des humanités et des sciences humaines. Est ainsi mis à la disposition du public montpelliérain le meilleur de la production éditoriale dans le domaine des savoirs et des sciences.

Cette convention définit les apports des deux partenaires pour faire du livre un des éléments indispensable de la diffusion des connaissances auprès du public montpelliérain.

Ainsi il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La Ville de Montpellier et la librairie Sauramps entendent associer leurs efforts sur la base d'un partenariat mutualisé en vue de promouvoir les conférences de la 4^{ème} saison de l'Agora des Savoirs 2012 – 2013.

Article 2 – L'Agora des Savoirs, quatrième saison, 2012 – 2013

Le programme de la saison 2012 – 2013 dont le thème est le suivant : **Usage des savoirs et des sciences** comprend 24 conférences dont 4 portraits de savants. Elles se déroulent les mercredis au Centre Rabelais à partir de 20h30 sauf la conférence inaugurale qui a lieu le mardi 6 novembre.

Article 3 – Engagement de la librairie Sauramps

La librairie Sauramps s'engage, pour sa part, à :

- assurer la communication des conférences dans ses établissements grâce à la mise à disposition du programme à l'entrée et/ou aux accueils de la librairie Sauramps Triangle, à Sauramps Odyssée ainsi qu'à Sauramps Musée, et cela pendant toute la durée de la manifestation ;
- assurer un affichage aux accueils des trois magasins ;
- annoncer le cycle sur le programme mensuel des Rencontres Sauramps ainsi que sur le site web de Sauramps ; assurer la visibilité de la Ville de Montpellier lors de ces annonces ;
- permettre l'accès des vidéos des conférences sur son site web lesquelles seront fournies par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier. Le logo de la Ville ainsi que celui de la Maison des Sciences de l'Homme, de Parole de Chercheurs et de Divergence FM, partenaires de la diffusion des conférences, devront figurer sur le site aux pages concernées. Les pages consacrées à l'Agora des savoirs et à ses conférences devront s'ouvrir par : « La Ville de Montpellier présente... » Possibilité est donnée de valoriser le partenariat en ajoutant « en partenariat avec la Librairie Sauramps ;
- tenir un stand dans le hall d'entrée du Centre Rabelais, les soirs de conférences. Y présenter un choix d'ouvrages du conférencier, et/ou de livres références sur le thème abordé.

Article 4 – Engagement de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'engage, pour sa part, à :

- assurer la présence du logo Sauramps sur tous les supports de communication de l'Agora des Savoirs : programmes, affiches, banderoles, kakémonos, site de la Ville, page Facebook. Le partenariat continuera en outre à être valorisé lors de la conférence de presse de lancement et lors de la soirée inaugurale ; le logo de la librairie apparaîtra sur les mails envoyés annonçant chacune des soirées ;
- mettre en place un lien renvoyant de la page « Agora des savoirs » du site Montpellier.fr à la page « Agora des savoirs » du site Sauramps.com ;
- demander à son partenaire la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier que soient envoyés les liens permettant la mise en ligne des conférences sur le site Sauramps.com ;
- acheter à la librairie Sauramps les ouvrages nécessaires à la préparation de chacune des conférences : que ce soit pour les mettre à disposition du journaliste de DirectMatin Montpellier+ chargé d'effectuer l'interview du scientifique, ou à celle de l'enseignant-

- chercheur assurant la médiation, ou pour usage interne à la Ville en vue de la constitution d'une bibliothèque scientifique et documentaire ;
- permettre la présence du stand de la librairie, dans le hall d'entrée du Centre Rabelais;

Article 5 – Durée du partenariat

La présente convention couvre le déroulement des 24 conférences, dont les conférences inaugurale et de clôture de la 4^{ème} saison de l'Agora des savoirs entre le 06 novembre 2012 et le 29 mai 2013.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la librairie Sauramps

Madame Le Maire

Monsieur Jean-Marie SEVESTRE
Président Directeur Général

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Agora des Savoirs quatrième saison Convention de partenariat avec la librairie Sauramps

Philippe SAUREL rapporte :

Le succès de l'Agora des savoirs, qui ne s'est jamais démenti au cours de ses trois premières saisons, démontre, de manière indiscutable, le grand intérêt que porte le public montpelliérain à la culture scientifique et aux humanités.

Le mardi 6 novembre 2012, date de la séance inaugurale prononcée par Jean-Claude AMEISEN, médecin et chercheur en biologie, la ville de Montpellier a ainsi lancé la 4^{ème} saison de cette manifestation. Sa programmation, composée de 24 conférences, jusqu'au 29 mai 2013, porte sur le thème suivant : **Usages des savoirs et des sciences.**

Dès la première édition, la Ville de Montpellier a tenu à placer au cœur de ce dispositif le livre – et en particulier l'essai scientifique –, en tant que medium essentiel de partage des connaissances, objet de savoir et de plaisir.

Partenaire dès l'origine du projet, la librairie Sauramps est ainsi présente, chaque mercredi soir, dans le hall du Centre Rabelais pour présenter un choix d'ouvrages du conférencier ainsi que ceux qui concernent le thème traité par son intervention. Se voit ainsi valoriser le rôle du libraire spécialisé en tant que médiateur indispensable capable de proposer une bibliographie adéquate. Cela permet surtout au public de pouvoir prolonger par la lecture, s'il le souhaite, son apprentissage et sa découverte d'un thème scientifique. Le choix de la librairie Sauramps s'explique par le rôle qu'elle joue toute l'année et depuis de très nombreuses années dans la valorisation et la mise en lumière du type d'ouvrages précisés ci-dessus (essais, livres universitaires, humanités et sciences humaines...) : sa légitimité dans le domaine du débat d'idées, de la vulgarisation scientifique et de la spécialisation universitaire, en fait un partenaire essentiel de l'Agora des savoirs.

À cette fin la Ville de Montpellier met à disposition de la librairie Sauramps, chaque mercredi soir, un espace dans le hall d'entrée du Centre Rabelais pour y présenter les ouvrages des conférenciers. La librairie Sauramps accompagne quant à elle la manifestation en consacrant un espace à la promotion des livres des conférenciers au sein de son magasin du Triangle, tout le long de la saison. Elle diffuse le programme aux accueils de ses magasins Sauramps Triangle et Sauramps Odyssée. Elle met en ligne sur son site internet la programmation de

chaque saison, en échange de quoi la Ville lui offre l'opportunité de mettre également en ligne les vidéos des conférences déjà passées. Elle annonce enfin sur son programme papier de rencontres et de manifestations mensuelles les conférences du mois, en indiquant leur titre, le nom du conférencier, la date, l'heure et le lieu.

En complément des partenariats que la Ville de Montpellier a passé avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, la radio Divergence FM et le quotidien gratuit DirectMatin Montpellier +, la convention de partenariat que nous proposons de passer avec la librairie Sauramps complète le dispositif de diffusion et de promotion du programme de l'Agora des Savoirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 13/11/2012

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

La Panacée, Art et Culture contemporaine Demande de subvention auprès de l'Union Européenne pour le projet C.A.P.E. Europe

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis 10 ans, le collectif flamand Crew et son directeur artistique Eric Joris, développe des créations artistiques avec des technologies immersives en collaboration avec des scientifiques et des ingénieurs. Ces créations s'articulent autour de la conception de dispositif permettant au spectateur de se retrouver au cœur d'un film à 360 degrés associant images préenregistrées et images en direct. Une expérience à la frontière de la réalité et de la fiction qui questionne les modalités de perception et de construction de la réalité et qui peut permettre au spectateur de faire un troublant voyage dans l'espace et le temps.

Avec le projet C.a.p.e Europe, le collectif Crew propose de faire de nouvelles créations artistiques avec ce dispositif immersif mais aussi de partager ces technologies de pointe avec d'autres artistes. L'enjeu et l'ambition de ce projet est de créer un nouveau médium d'expression pour des artistes de différentes disciplines.

Ce projet mobilisant environ 2 millions d'euros sur une durée de 4 ans (2013-2016) se structure autour d'un réseau de 10 partenaires prestigieux dans le domaine des arts visuels, du cinéma, de la danse et du théâtre. On compte ainsi parmi ces partenaires des structures telles que le Vooruit (Gand), le Tanzquartier (Vienne), l'Institut National de l'Audiovisuel (Varsovie), l'Ecole d'art d'Utrecht, le Battersea Art Centre (Londres)...

Ce premier cercle est relayé par un ensemble de partenaires associés tels que Mons 2015, le Musée d'art contemporain de Zagreb...

La Panacée participe au premier cercle des partenaires. L'établissement de la Ville de Montpellier s'engage dans ce programme européen :

- à produire deux créations : l'une d'Eric Joris autour de la ville de Rio (collectif Crew), l'autre d'un artiste invité (de préférence un cinéaste)
- à diffuser ses deux créations
- à organiser un workshop de recherche artistique d'une durée d'une semaine avec des étudiants notamment de la résidence universitaire.

L'ensemble de cette activité se déroulera sur l'année 2015.

Le coût total de l'opération est de 178 772 euros, dont 63 868 seront pris en charge directement par le collectif Crew.

La Panacée prendra en charge 114 904 euros, somme de laquelle sera déduite la participation financière demandée à l'Union Européenne, à savoir 42% (soit 48 259,68 euros).

Le financement réel mis en œuvre par la Panacée devrait donc s'élever à 66 644,32 euros ; d'autres soutiens financiers seront recherchés autour de ce projet (Région et Etat - Ministère de la Culture notamment).

Les enjeux de ce projet sont de plusieurs ordres : positionner La Panacée dans un réseau européen dynamique et prestigieux ; contribuer au développement d'un nouveau medium artistique à la frontière de plusieurs disciplines artistiques ; proposer au spectateur une expérience artistique totalement inédite ; générer une dynamique de réflexion autour des technologies immersives.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la participation de La Panacée au projet C.a.p.e Europe sur les bases budgétaires décrites ci-dessus ;
- D'autoriser le dépôt de la demande de subvention auprès du programme Culture de l'Union Européenne
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MENDROUX

Publiée le : 13/11/2012



CONVENTION d'AIDE à la DIFFUSION THEATRALE

entre

La COMMUNAUTE d' AGGLOMERATION de MONTPELLIER

dont le siège est situé : 50 Place Zeus – CS 39556 - 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 représentée par son Premier Vice - Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE en vertu d'une décision n° D2012-464 du

Et

La Ville de MONTPELLIER – THEATRE JEAN VILAR

représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX,
domiciliée Hôtel de Ville, 1, place Francis Ponge, 34000 Montpellier
Ci-après dénommée « le Diffuseur »

Et

La Compagnie GROGNON FRERES

Association représentée par son Président, Monsieur Stéphane DERUAZ
domiciliée 42, rue Adam de Craponne, 34000 MONTPELLIER
Ci-après dénommée « la Compagnie »

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à ses compétences et aux orientations de sa politique culturelle, accorde dans le cadre du Fonds d'aide à la diffusion théâtrale des aides spécifiques aux compagnies théâtrales de l'agglomération de Montpellier,

CONSIDERANT le budget artistique lié à l'accueil de la Compagnie *Grognon Frères* par le Théâtre Jean Vilar pour trois représentations du spectacle *Eh bien dansons maintenant* du 17 au 19 octobre 2012.

CONSIDERANT que le spectacle a qualité à bénéficier d'une aide spécifique de la Communauté d'Agglomération,

CONSIDERANT qu'il importe, à cet effet, que les relations entre la Communauté d'Agglomération et le Diffuseur fassent l'objet d'une convention définissant les soutiens financiers et les obligations de chacune des parties,

Il a été convenu et accepté ce qui suit :

ARTICLE 1

La Communauté d'Agglomération de Montpellier décide de participer à l'achat du spectacle *Eh bien dansons maintenant* pour un montant ferme et définitif de 4 000 € TTC.



Le Diffuseur assurera l'ensemble des charges du budget artistique non couvert par la contribution de la Communauté d'Agglomération et conservera en contrepartie le produit des recettes d'entrée.

ARTICLE 2

Le Diffuseur est seul responsable des conditions d'accueil du spectacle, tant en ce qui concerne les aspects techniques que la responsabilité civile et financière.

ARTICLE 3

La Communauté d'Agglomération de Montpellier apportera sa contribution au Diffuseur directement sur son compte.

ARTICLE 4

Le versement interviendra au terme des représentations prévues et après communication du bilan de la manifestation par le Diffuseur

ARTICLE 5

Le Diffuseur s'engage à mentionner, sur tous les supports et moyens d'information diffusés relatifs au spectacle, l'aide et le logo de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il s'engage également à transmettre à la Communauté d'Agglomération le document de présentation de sa saison et du spectacle concerné.

ARTICLE 7

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non respect d'une des clauses qu'elle comporte.

Fait à Montpellier, le

La Présidente déléguée de la
Commission Culture,
Enseignements Artistiques

Le Diffuseur

Le Président de la
Compagnie

Nicole BIGAS

Philippe SAUREL
Adjoint au Maire de Montpellier

Stéphane DERUAZ





Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Théâtre Jean Vilar Convention d'aide à la diffusion théâtrale avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Philippe SAUREL rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à ses compétences et aux orientations de sa politique culturelle, accorde des aides spécifiques aux théâtres de l'Agglomération de Montpellier, dans le cadre d'un fonds d'aide à la diffusion théâtrale ;

Le spectacle *Eh bien dansons maintenant*, présenté au théâtre Jean Vilar du 17 au 19 octobre 2012, a qualité à bénéficier de cette aide de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Une convention d'aide à la diffusion théâtrale doit ainsi être conclue entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, afin que cette dernière puisse participer à l'achat du spectacle *Eh bien dansons maintenant*, pour un montant ferme et définitif de 4 000.00 € TTC.

Conformément à cette convention, la Ville de Montpellier assurera l'ensemble des charges du budget artistique non couvert par cette contribution et conservera le produit des recettes d'entrées.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la signature de la convention d'aide à la diffusion théâtrale avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, jointe en annexe ;
- D'imputer la recette correspondante sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérald)

Publiée le : 13/11/2012

CONVENTION

2012/2013

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Le CROUS de Montpellier
2, rue Monteil – 34033 Montpellier cedex 1
Téléphone : 04 67 41 50 09

Représenté par Monsieur Philippe PROST, Directeur du CROUS de Montpellier, ci-après dénommé "**Le CROUS**"

Et,

La Ville de MONTPELLIER, LE THEATRE JEAN VILAR
1 place Georges FRECHE
34267 Montpellier cedex 2
N° SIRET : 213 401 72 20 1787

Représenté par Monsieur Philippe SAUREL, adjoint au Maire délégué à la Culture

LE PASS CULTURE

Le dispositif mis en place par le CROUS de Montpellier repose sur trois points clés : l'adhésion, l'accès à une billetterie à tarif préférentiel, les kiosques (vente, conseil, médiation).

Objectifs :

- **favoriser** la fréquentation des structures culturelles par un public étudiant, dernier maillon de la chaîne éducative avant l'entrée dans la vie active.
- **sensibiliser** aux arts ces mêmes étudiants par des actions spécifiques en faveur de ce public (visites de lieux culturels, rencontres, lectures / démonstrations...).

La carte Pass'Culture

Elle est destinée à tous les étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et qui sont affiliés au régime de sécurité sociale étudiante. Ces étudiants ne peuvent être âgés de plus de 30 ans. Le Pass'Culture leur permet d'accéder à tous les spectacles et manifestations culturelles programmés par les structures partenaires à des tarifs préférentiels.

Coût de la carte Pass'Culture 2012/2013 (valable du 10/09/2012 au 08/09/2013) : 9 euros

Les Kiosques Fixes

Ce sont des points de vente, d'information et de médiation. Ils favorisent la transmission de l'information et la médiation culturelle. Ils assurent un service de proximité et une permanence hebdomadaire régulière (hors vacances universitaires)

- Un kiosque fixe situé au CROUS, 2 rue Monteil à Montpellier (Tram 1 arrêt Boutonnet), ouvert du lundi au vendredi de 10h à 16h
- Un kiosque fixe situé au cœur de l'université Paul Valéry Montpellier III (devant la B.U., tram 1 arrêt Saint Eloi), ouvert du lundi au vendredi de 11h à 17h
- Un kiosque fixe situé à l'université Montpellier I Richter (hall de la MDE, tram 3 arrêt Rives du Lez), ouvert mardi, mercredi et vendredi de 11h30 à 14h30

- Un kiosque fixe situé à l'université Montpellier I Faculté de droit (dans la cafétéria, tram 1 et 4 arrêt Louis Blanc), ouvert le lundi de 12h à 17h
- Un kiosque situé à l'université Montpellier II (bât 5, en face de la cafétéria le Flahaut, tram 1 arrêt Universités Sciences et Lettres), ouvert du mardi au vendredi de 11h30 à 14h30
- Un kiosque situé sur le campus de Sup Agro (dans la cafétéria), ouvert le jeudi de 11h30 à 14h30.

FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - ORGANISATION :

Les dispositifs Pass'Culture et kiosques cultures sont placés sous la responsabilité de Monsieur Franck BERGER, Délégué Culturel au CROUS de Montpellier.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU CROUS :

► Réserver au minimum une demi page au THEATRE JEAN VILAR dans le « **Bien Fait Pour Vous** », parution du CROUS tirée à 18000 exemplaires.

► Proposer à la vente des places de spectacles des structures culturelles partenaires en fonction des quotas mis à disposition par ces dernières au sein des kiosques à des tarifs préférentiels : de 5 à 10 euros la place.

► Il ne peut être vendu au sein des kiosques **qu'une place** par représentation et par Pass. Cette place est nominative et incessible.

► Les places au tarif Pass'Culture sont en vente **exclusivement** au sein des kiosques

► L'état des préventes est arrêté et établi par le service culturel **le jour même du spectacle avant 17h** et le vendredi pour les représentations du week-end, les places étant mises en vente 30 jours avant la date de représentation. En cas d'épuisement des places mises à disposition, le service culturel peut négocier auprès de la structure "une rallonge" suivant les possibilités de jauge.

► Remise du fichier étudiant au THEATRE JEAN VILAR (nom, prénom, adresse, mail...) uniquement à la demande de la structure, et ce après accord préalable des étudiants ayant acheté des places.

► Edition par le CROUS en début de saison (septembre) d'une contremarque commune à toutes les structures culturelles qui servira à la vente des places au sein des kiosques. A chaque achat d'une place, il sera imprimé sur ladite contremarque les données indispensables pour le spectacle choisi à savoir : la structure culturelle programmatrice, le titre du spectacle, le lieu de représentation, la date, l'heure, le nom de l'acheteur, le numéro de son Pass'Culture et les commentaires spécifiques si besoin.

ARTICLE 3 –OBLIGATIONS DU THEATRE JEAN VILAR :

► LE THEATRE JEAN VILAR s'engage lors de la parution de ses plaquettes (ou tout autre document annexe à destination du grand public) à mentionner de façon explicite le dispositif Pass'Culture. Lorsque la structure dispose d'un lieu, **elle doit poser de façon visible l'autocollant Pass'Culture** symbole du partenariat entre nos deux structures.

► LE THEATRE JEAN VILAR s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la communication de sa programmation (programmes de saison, affiches, dossiers pédagogiques, tracts, revue de presse...).

► LE THEATRE JEAN VILAR s'engage à faciliter l'accès de la salle aux médiateurs culturels (répétitions, rencontres, générales...), en assurant la mise à disposition d'un minimum de deux invitations / représentations. Ces étudiants, quant à eux, s'engagent à être des relais efficaces en relation permanente avec la structure.

► LE THEATRE JEAN VILAR s'engage à transmettre au service culturel du Crous (maud.determ@crous-montpellier.fr) les ordres de mises en vente de chaque spectacle proposé au tarif Pass'Culture. Les bordereaux doivent être envoyés au plus tard à J-35 par rapport à la date de la première représentation.

► LE THEATRE JEAN VILAR s'engage à vérifier systématiquement que l'étudiant est bien détenteur du Pass'Culture. Seule la présentation du Pass'Culture (ou de sa carte d'étudiant ou d'une pièce d'identité) ainsi que la détention d'une contremarque valable permet à l'étudiant l'accès à la représentation.

Cette clause est obligatoire afin d'éviter les abus et que des personnes non détentrices du Pass'Culture puissent bénéficier du dispositif.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS COMMUNES :

► Le soir même du spectacle les tarifs pratiqués sont ceux du THEATRE JEAN VILAR. Les tarifs préférentiels du Pass'Culture ne s'appliquent qu'au sein des kiosques fixes et itinérant. Les contremarques sont disponibles à la vente auprès des kiosques à J-30 par rapport à la date de la première représentation.

ARTICLE 5 – FINANCEMENT :

► Compensation financière maximale pour les structures culturelles par place vendue :

Votre tarif prévente public étudiant TTC (tarif réduit, adhérent, carte spécifique, abonnement...)	Prix de vente unitaire de la place au Tarif Pass'Culture	Montant unitaire reversé au producteur TTC
de 6 € à 10 €	5 €	de 6 € à 9,5 €
de 11 € à 13 €	5 €	9,50 €
de 14 € à 15 €	5 €	10 €
16 €	6 €	11 €
de 17 € à 18 €	7 €	12 €
19 €	8 €	13 €
20 €	9 €	14 €
21 € et plus	10 €	15 €

ARTICLE 6 – PAIEMENT :

Un titre de recettes sera adressé au service culturel du CROUS pour paiement par LE THEATRE JEAN VILAR et fera état des places vendues au tarif Pass'Culture selon le tableau de compensation ci-dessus.

Le paiement s'effectuera par virement bancaire dans les trois semaines à compter de la date de réception de la facture.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION :

La présente convention est établie pour l'année universitaire 2012/2013.

ARTICLE 8 – COMPETENCES JURIDIQUES :

En cas de litige, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Montpellier, le

Pour le CROUS
Le Directeur

Pour LE THEATRE JEAN VILAR
L'adjoint au Maire délégué à la Culture

Philippe PROST

Philippe SAUREL

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Théâtre Jean Vilar Dispositif Pass Culture Convention avec le CROUS de Montpellier

Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du 25 juin 2012, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier ainsi que l'octroi d'une subvention de 20 000 € pour la mise en oeuvre de ce projet.

Le dispositif Pass Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans au maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Directement rattaché à la Ville depuis le 1^{er} janvier 2011, le théâtre Jean Vilar s'inscrit naturellement dans le dispositif Pass Culture.

Sur présentation de la carte Pass Culture et contre remise d'une contremarque, les étudiants pourront ainsi bénéficier de places au théâtre Jean Vilar au prix préférentiel de 5 à 10 € au lieu de 6 à 21 €, le CROUS prenant à sa charge un montant complémentaire de 1 à 5 € par place.

A la fin de chaque mois ou de chaque trimestre, la Ville adressera au CROUS un titre de recettes correspondant au nombre de places vendues au tarif Pass Culture (montant auquel sera ajouté la compensation financière du CROUS), selon le tableau de compensation indiqué dans la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS de Montpellier, jointe en annexe, pour la participation du théâtre Jean Vilar au dispositif Pass Culture ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 13/11/2012

CONVENTION Pour l'organisation de « Collège au cinéma » 2012-2013

Entre les soussignés :

Association Les Chiens Andaloux
5 rue de Verdun
BP 51062
34007 Montpellier Cedex 1

Représenté par Antoine Pereniguez, Président

Et

Le cinéma : Nestor Burma / Ville de Montpellier
Adresse : 1 place Francis Ponge
34064 Montpellier cedex 2

Représenté par Monsieur Philippe SAUREL
Adjoint au Maire délégué à la Culture

Le représentant de l'association Les Chiens Andaloux, en tant que coordinateur départemental s'engage à,

- organiser la réservation, la circulation des films sur le département,
- commander la documentation pour les enseignants et les élèves et à organiser sa diffusion dans les villes,
- informer par écrit les partenaires des réunions à l'initiative de la coordination Cinéma,
- conseiller et accompagner tous les coordonnateurs locaux dans leurs démarches
- favoriser la communication entre l'ensemble des acteurs du dispositif dans le département
- favoriser la mise en réseau des pratiques et des connaissances de chaque partenaire
- rédiger un bilan départemental récapitulatif de l'opération à destination des partenaires et organisateurs,
- participer aux réunions au CNC et aux stages nationaux,
- organiser et participer à des temps de formation en direction des coordinateurs cinéma,
- participer aux stages en direction des enseignants en partenariat avec l'académie,
- veiller à ce que la politique et les objectifs de cette opération, mise en place par le C.N.C. et l'Education Nationale soient respectés.

Le représentant du cinéma, en tant que lieu de projection s'engage à,

- assurer un accueil privilégié des classes et à veiller au bon déroulement de la séance
- mettre à la disposition des enseignants et de leurs élèves une salle et projeter le film choisi en respectant le format (fenêtre et objectif)
- ne pas surcharger les salles de cinéma (nb max 120 élèves par séance)
- assurer si possible, une présentation du film avant chaque démarrage de séance,
- respecter la tarification Collège au cinéma fixée à 2,50 €; le principe de gratuité est acquis pour les enseignants et accompagnateurs,

- organiser une réunion d'information sur le dispositif à destination des enseignants à la rentrée
- informer les collèges, par courrier, du titre des films, des dates de passage, des horaires de programmation
- communiquer à la coordination départementale la fiche bilan des entrées par film dans les jours qui suivent le passage du film
- diffuser la documentation pédagogique auprès des enseignants et des élèves,
- prendre contact avec l'organisateur de la salle suivante pour mettre en place l'envoi du film,
- respecter la règle de transport des copies entre les salles : La salle qui termine le film doit assurer le transport de la copie à la salle qui suit.
- utiliser les ciné box pour la circulation des films au sein du département,
- remplir pour chaque film un bordereau de l'état des copies. Toute copie en mauvais état devra être signalée à la coordination, au CNC et au distributeur,
- adresser aux distributeurs les chèques de règlement dans les 10 jours qui suivent la réception des factures,
- participer aux réunions organisées par la coordination départementale,
- prendre toute initiative favorisant la reconnaissance du dispositif « Collège au cinéma »,
- contacter la presse pour tout événement relatif à Collège au cinéma
- mentionner sur tout document de programmation le label « Collège au cinéma »,
- communiquer le bilan quantitatif et qualitatif de votre action à la coordination départementale,

Compétence juridique :

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement de voies amiables (conciliation, arbitrage,...).

Fait à en 2 exemplaires, le

2011,

Pour l'association Les Chiens Andalous

Le Président, M. Antoine PERENIGUEZ

Pour la Ville de Montpellier,
cinéma Nestor Burma

M. Philippe SAUREL, adjoint au Maire

Signature et cachet

Signature et cachet

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Cinéma Nestor Burma Convention entre la Ville et l'association Les Chiens Andaloux, dispositif Collège au cinéma

Philippe SAUREL rapporte :

Le dispositif Collège au Cinéma, implanté depuis 2000-2001 dans le département de l'Hérault, propose aux élèves, de la classe de sixième à celle de troisième, de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur intention dans les salles de cinéma et de se constituer ainsi, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels, les bases d'une culture cinématographique.

La participation à cette action repose sur le volontariat des chefs d'établissement et des enseignants qui souhaitent y faire participer leurs classes. Les activités de Collège au cinéma sont inscrites dans le temps et le calendrier scolaire au rythme minimum d'une projection par trimestre.

L'enjeu est de former le goût et de susciter la curiosité de l'élève spectateur par la découverte d'œuvres cinématographiques en salle, dans leur format d'origine, notamment en version originale, d'offrir, dans le cadre du partenariat entre les ministères concernés et les collectivités territoriales, des prolongements pédagogiques et des formations, de veiller à l'accès sur l'ensemble du territoire du plus grand nombre d'élèves à la culture cinématographique, de participer au développement d'une pratique culturelle de qualité en favorisant le développement de liens réguliers entre les jeunes et les salles de cinéma et d'offrir aux enseignants une activité complémentaire leur permettant de développer ou d'approfondir des objectifs de référence inscrits dans les programmes.

Le CNC est chargé de la coordination nationale du dispositif. Les échelons déconcentrés des ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale (Conseillers cinéma en DRAC et Inspections d'académie), les Conseils généraux, les établissements cinématographiques et les enseignants volontaires constituent le réseau Collège au cinéma. Les Conseils généraux accompagnent la mise en œuvre de l'opération sur le terrain. Ils financent les 2 interventions de professionnels en classe ainsi que le transport des collégiens vers les salles de cinéma, dans un

souci d'aménagement du territoire. L'inspection d'académie est chargée des relations avec les établissements scolaires (inscription des élèves, statistiques) et finance également les stages de formation.

L'association « Les Chiens Andaloux » est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le **Centre de Ressources Education Culture Numérique**, coordinateur Education Nationale, implanté à l'école Georges Simenon, dans le quartier Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de **faire travailler ensemble les salles de cinéma, les collèges et les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR ainsi que le conseil Général** qui a inscrit le dispositif dans le programme d'éducation artistique et culturelle du Conseil Général de l'Hérault, « Les chemins de la culture », une des trois grandes priorités d'interventions de la politique culturelle départementale en partenariat avec l'Etat (Education Nationale et DRAC LR). Il concerne près de 1900 élèves sur le département de l'Hérault, dont environ 550 élèves sur la ville de Montpellier.

Le cinéma Nestor Burma a rejoint le dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 et a ainsi accueilli 144 élèves (5 classes au total) et souhaite renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2012-2013 souscrivant aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette seconde édition 4 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 194 élèves (7 classes au total). Ces classes pourront donc assister, au Cinéma municipal Nestor Burma, à 3 films, présentés par la chargée du jeune public.

Dès sa mise en place en 2000, les partenaires ont souhaité, en plus des séances de cinéma, proposer un programme d'accompagnement des films et de découverte des métiers du cinéma. Les enseignants et leurs élèves bénéficient, en plus des 3 séances de cinéma, de 2 heures d'atelier d'Analyse filmique sur un des films au programme ainsi que de 2 heures de Rencontre avec un professionnel du cinéma.

La convention prévoit un tarif de 2.50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'image.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention jointe en annexe
- D'approuver le tarif de 2.50€ par enfant pour la participation à ces séances
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 13/11/2012

Lycéens au cinéma

Acceptation du cahier des charges

En région
Languedoc
Roussillon

2 0 1 2
2 0 1 3

F i c h e
exploitants

Aude
Gard
Hérault
Lozère
Pyrénées Orientales

EXPLOITANT, nom, adresse, tél, fax :

.....
.....
.....

e-mail

Nom du responsable

Par la présente, je confirme avoir pris connaissance du cahier des charges national du dispositif "Lycéens au cinéma" et je m'engage à respecter et appliquer les dispositions concernant les salles de cinéma partenaires.

Fait à, le

Signature et cachet de la société :

Fiche à renvoyer par fax ou courrier à :

Languedoc-Roussillon Cinéma

Valentine Pignet

6 rue Embouque d'Or

34000 Montpellier

T : 04 67 64 92 55

F : 04 67 64 92 55

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Cinéma Nestor Burma Dispositif Lycéens au cinéma

Philippe SAUREL rapporte :

Le dispositif **Lycéens au cinéma** est implanté dans la région depuis 2005-2006.

Le dispositif a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image animée et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film.

La coordination régionale a été confiée au Festival Cinéma d'Ales et l'opération est accompagnée par des coordinations départementales. Dans le département de l'Hérault, le coordinateur est l'association Languedoc Roussillon Cinéma.

Ce dispositif à vocation nationale est mis en œuvre dans le cadre des conventions de développement cinématographique et audiovisuel conclues entre l'Etat (CNC, DRAC) et les Régions. Il est donc co-financé par le Ministère de la Culture et les Conseils Régionaux.

Ce dispositif a la particularité de **faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires et les enseignants.**

Le cinéma Nestor Burma a rejoint le dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 et a ainsi accueilli 265 élèves (9 classes au total) et souhaite renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2012-2013 souscrivant aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibre de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette seconde édition, 3 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 260 élèves (9 classes au total). Ces classes pourront donc assister, au Cinéma municipal Nestor Burma, à 3 films, présentés par la chargée du jeune public.

La convention prévoit un tarif de 2.50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'image.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le cahier des charges joint en annexe
- D'approuver le tarif de 2.50€ par élève pour la participation à ces séances
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

CONVENTION DE PARTENARIAT

2012-2013

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Le CROUS de Montpellier

2, rue Monteil – 34033 Montpellier cedex 1

Téléphone : 04 67 41 50 09

Représenté par Monsieur Philippe PROST, Directeur du CROUS de Montpellier, ci-après dénommé "Le CROUS"

Et,

La Ville de Montpellier, cinéma municipal Nestor Burma

Représenté par Monsieur Philippe SAUREL, adjoint au Maire délégué à la Culture

1 place Georges FRECHE

34267 Montpellier cedex 2

Ci-après dénommé « Nestor Burma »

PREAMBULE

Le dispositif mis en place par la Convention repose sur trois points clés :

Le Pass'Culture. Il est destiné à tous les étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Sous forme d'adhésion, le Pass'Culture leur permet d'accéder à tarifs privilégiés à tous les films, spectacles et/ou manifestations culturelles programmés par les établissements culturels partenaires (salles de cinéma, théâtres, salles de concerts, opéras, festivals...).

Les Kiosques Pass'Culture : ce sont des points de vente qui permettent la vente des places de spectacle, de concert, de cinéma

- Un kiosque fixe situé au CROUS, 2 rue Monteil à Montpellier (Tram 1 arrêt Boutonnet), ouvert du lundi au vendredi de 10h à 16h
- Un kiosque fixe situé au cœur de l'université Paul Valéry Montpellier III (devant la B.U., tram 1 arrêt Saint Eloi), ouvert du lundi au vendredi de 11h à 17h
- Un kiosque fixe situé à l'université Montpellier I Richter (hall de la MDE, tram 3 arrêt Rives du Lez), ouvert mardi, mercredi et vendredi de 11h30 à 14h30
- Un kiosque fixe situé à l'université Montpellier I Faculté de droit (dans la cafétéria, tram 1 et 4 arrêt Louis Blanc), ouvert le lundi de 12h à 17h
- Un kiosque situé à l'université Montpellier II (bât 5, en face de la cafétéria le Flahaut, tram 1 arrêt Universités Sciences et Lettres), ouvert du mardi au vendredi de 11h30 à 14h30
- Un kiosque situé sur le campus de Sup Agro (dans la cafétéria), ouvert le jeudi de 11h30 à 14h30.

Le site web : <http://passculture.crous-montpellier.fr/> : véritable vitrine pour les partenaires du dispositif, il permet également la réservation des places de spectacles en ligne.

RAPPEL DES DISPOSITIFS PASS' CULTURE et KIOSQUES PASS' CULTURE

Le Pass'Culture

Il est vendu à tous les étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur délivrant le statut d'étudiant et avec une limite d'âge fixée à 30 ans.

Tarif Pass'Culture 2012-2013 (valable du 10 septembre 2012 au 8 septembre 2013) : 9 €.

Objectifs :

Favoriser la fréquentation des structures culturelles par un public étudiant, dernier maillon de la chaîne éducative avant l'entrée dans la vie active.

Sensibiliser aux arts ces mêmes étudiants par des actions spécifiques en faveur de ce public (ateliers de pratiques artistiques, rencontres, lectures/démonstrations...).

Les Kiosques Pass'Culture

Espaces de médiation entre le monde étudiant et le monde artistique. Au nombre de 6, ils favorisent la transmission de l'information et la médiation culturelle. Ils assurent un service de proximité et une permanence hebdomadaire régulière (hors vacances universitaires). Ces kiosques sont animés par des médiateurs culturels, au nombre de 7, ayant le statut d'étudiant.

Objectifs :

Favoriser la transmission de l'information autour des programmations portées par les structures culturelles partenaires mais également des services culturels des universités, du CROUS et des associations étudiantes à vocation culturelle.

Permettre aux étudiants l'achat de places de cinéma et de places de spectacles à tarifs réduits (jusqu'à 80% de réduction) suivant un système de quotas qui reste à définir avec chacune des structures culturelles.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - ORGANISATION :

Les dispositifs Pass'Culture et kiosques cultures sont placés :

Pour Nestor Burma, sous la responsabilité de Madame Valérie ASTESANO, Directrice de la Culture et du Patrimoine, Ville de Montpellier et Philippe SAUREL, adjoint au Maire délégué à la Culture.

Pour le CROUS, sous la responsabilité de Monsieur Franck BERGER, Délégué Culturel.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU CROUS :

► Prix unique des places pour le cinéma au sein des kiosques fixes et itinérant : 3.70 €.

► Les places de cinéma au tarif Pass'culture sont en vente exclusivement au sein des kiosques Pass'Culture

► Le CROUS, afin de faciliter l'identification des places relevant du dispositif Pass'culture, édite en début d'année universitaire (septembre) des tickets spécifiques cinéma Pass'culture (valable du 10 septembre 2012 au 8 septembre 2013) qui servent ensuite de contremarque aux guichets des cinémas partenaires, dont Nestor Burma.

► Le CROUS s'engage à signifier son partenariat avec Nestor Burma sur l'ensemble des supports de communication édités dans le cadre du dispositif Pass'Culture (guide Bien Fait Pour Vous, site web, flyers...)

Le CROUS s'engage également à promouvoir Nestor Burma en assurant la diffusion des programmes hebdomadaires fournis par le cinéma ainsi que l'affichage de sa programmation dans les kiosques Pass'Culture.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE NESTOR BURMA:

► Nestor Burma s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la communication de sa programmation (programme, affiches de film, dossiers pédagogiques, tracts, revue de presse...).

► Nestor Burma s'engage à faciliter l'accès des salles aux 7 médiateurs des kiosques Pass'Culture par l'intermédiaire d'invitations fournies au service culturel (à hauteur de 2 invitations par mois par médiateurs). Ces étudiants, quant à eux, s'engagent à être des relais efficaces de Nestor Burma

► Nestor Burma s'engage à vérifier systématiquement que l'étudiant est bien détenteur du Pass'Culture. Seule la présentation du sticker 2012/2013 et d'un ticket contremarque permet à Nestor Burma d'attribuer une place au tarif Pass'Culture à l'étudiant. Le défaut de présentation du Pass'Culture implique que l'étudiant paie sa place aux tarifs en vigueur de Nestor Burma. Cette clause est obligatoire afin d'éviter les abus et que des personnes non détentrices du Pass'Culture puissent bénéficier du dispositif.

► Nestor Burma s'engage à faire apparaître la tarification Pass'Culture sur ses supports de communication (programmes papier et site web) et à coller l'autocollant (« Partenaire du Pass'Culture ») à l'entrée de son établissement.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS COMMUNES :

► La simple présentation du Pass'Culture ne permet pas de bénéficier du tarif Pass'culture, l'étudiant devant être détenteur d'un ticket cinéma Pass'Culture édité par le CROUS pour pouvoir prétendre au tarif. Sans présentation du Pass'Culture accompagné du ticket cinéma Pass'culture, les tarifs appliqués sont ceux de Nestor Burma.

► Les horaires des différents kiosques Pass'Culture sont précisés dans le préambule. Ils sont systématiquement ouverts lors des pauses méridiennes afin d'assurer un service adapté à la demande des étudiants

ARTICLE 5 – FINANCEMENT :

► La compensation financière versée par le CROUS de Montpellier au bénéfice de Nestor Burma par place vendue est de 0.80 € (quatre vingt centimes d'euros).

ARTICLE 6 – PAIEMENT :

Un titre de recettes sera adressé au service culturel du CROUS pour paiement par la Ville de Montpellier et fera état des places vendues au tarif Pass'culture soit 4.50 € T.T.C. par place, et ce, à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre.

Ce versement s'effectuera par virement bancaire dans les trois semaines maximum à compter de la date de réception de la facture.

Le service comptabilité du crous s'engage à transmettre les références du virement une fois celui-ci effectué après réception de chaque facture.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION :

La présente convention est établie pour l'année universitaire 2012 / 2013.

ARTICLE 8 – COMPETENCES JURIDIQUES :

En cas de litige, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Montpellier, le

Pour le CROUS
Le Directeur

Pour Nestor Burma,
L'adjoint au Maire délégué à la Culture

Monsieur Philippe PROST

Monsieur Philippe SAUREL

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass' Culture

Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du 25 juin 2012, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier ainsi que l'octroi d'une subvention de 20 000 € pour la mise en oeuvre du projet Pass' Culture.

Le dispositif Pass Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans au maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Ouvert en février 2011, le cinéma municipal Nestor Burma, dans le quartier Celleneuve, s'inscrit naturellement dans le dispositif Pass Culture, auquel il a adhéré dès la rentrée universitaire 2011

Sur présentation de la carte Pass Culture et d'une contremarque cinéma Pass Culture, les étudiants pourront ainsi continuer à bénéficier de places au cinéma Nestor Burma au prix préférentiel de 3.70 €, le CROUS prenant à sa charge un montant de 0.80 € par place.

A la fin de chaque mois ou de chaque trimestre, la Ville adressera au CROUS un titre de recettes correspondant au nombre de places vendues au tarif Pass Culture, soit 4.50 €.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS de Montpellier, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass Culture, pour l'année universitaire 2012-2013
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

M. Yann TROUSSELET, 46 rue du Faubourg Figuerolles (propriétaire occupant)	4.000,00 €
Mme Karine LAGARDE, 28 rue Dom Vaissette (propriétaire occupant)	1.133,00 €
Synd cop 55 rue F bg Figuerolles – compte spécifique travaux FONCIA (parties communes)	3.903,00 €
Synd copro du 4 rue du Refuge, M. GROSMIRE syndic bénévole (parties communes)	1.410,30 €
- Mme Marie-José BERTRAND compte copropriété, 5 rue Bouschet de Bernard (parties communes)	243,63 €
- Syndic copro 6 bd Renouvier, chez cabinet Hugon Redon	1.014,12 €
- Cop 1 rue Bornier sous couvert GPI (parties communes)	4.000,00 €
- ABL SARL, 2 rue Dom Vaissette (parties communes)	2.272,67 €
Total :	17.976,72 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 17.976,72 € correspondant aux 8 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola)

Plan de sauvegarde du Petit Bard

Règlement d'intervention Ville de Montpellier Avenant n°3

Le règlement d'intervention de la Ville de Montpellier relatif au Plan de sauvegarde du Petit Bard approuvé par le Conseil municipal du 3 avril 2009 et modifié par délibération du conseil municipal n°2005/509 du 9 novembre 2009, puis par délibération du conseil municipal n°2011/649 du 16 décembre 2011, est modifié comme suit :

Préambule

Le préambule est modifié comme suit :

« Par arrêté préfectoral n° 07-1-1677 en date du 22 août 2007, le plan de sauvegarde du Petit Bard a été approuvé. Sur cette base, une convention financière a été signée le 27 décembre 2007 pour déterminer les participations financières des partenaires pour l'amélioration de l'habitat privé : Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH), Département de l'Hérault, Montpellier Agglomération et Ville de Montpellier.

Par arrêté préfectoral n°09-1-1101 en date du 23 avril 2009, l'avenant n°1 au plan de sauvegarde du Petit Bard a été approuvé. Celui-ci a permis l'intégration de la copropriété n°4 (bâtiment D non démoli), dans le dispositif de réhabilitation privée.

Sur cette base, un avenant à la convention financière a été signé par les partenaires le 9 décembre 2009 après approbation par le Conseil municipal en date du 9 novembre 2009.

En date du 16 décembre 2011, le Préfet a pris un arrêté n°2012/01/047 portant approbation de l'avenant n°2 au Plan de sauvegarde du Petit Bard à Montpellier. Celui-ci a permis :

- l'intégration de la partie non démolie de la copropriété n°2 (bâtiment G3 à G7) dans le dispositif de réhabilitation privée,*
- le retrait des bâtiments D6 et D16 du dispositif de réhabilitation privée de la copropriété n°4 pour des raisons techniques et de sécurisation de la démolition partielle du bâtiment D,*
- et la prorogation du Plan de sauvegarde jusqu'au 31 décembre 2013.*

Sur cette base, un avenant n°2 à la convention financière a été signé par les partenaires le 8 juin 2012 après approbation par le Conseil municipal en date du 16 décembre 2012.

Au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place et de financer, sur son budget, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de certains travaux dans l'habitat autour de certaines thématiques prioritaires.

Le règlement ci-après définit les modalités de ce fonds. »

Paragraphe IV- Constitution des demandes d'engagement des aides

Le paragraphe est modifié comme suit :

« Toute demande fait l'objet d'un dossier instruit par l'équipe chargée de la conduite du plan de sauvegarde.

Ce dossier comprend :

- un formulaire de demande d'aide rempli et signé par le propriétaire ou le syndic, précisant le programme de réhabilitation envisagé et les engagements souscrits inhérents à l'aide demandée,*
- une copie du dossier déposé auprès du délégataire ANAH : formulaire de demande, engagement de conventionnement, plan de financement prévisionnel, avis préalable ou décision du délégataire ANAH, plans, photos, devis, attestations de propriété et de vacance, avis d'imposition pour les propriétaires occupants, ...*
- une copie des autorisations d'urbanisme demandées,*
- une fiche de calcul de l'aide communale prévisionnelle,*
- un avis motivé de l'équipe opérationnelle sur la recevabilité et l'intérêt du projet,*
- toute autre pièce permettant de justifier la demande (exemple : compte rendu d'assemblée générale de la copropriété ayant voté les travaux, état de division de l'immeuble,...). »*

● **Paragraphe V – Constitution des demandes de paiement - Acomptes**

Le paragraphe est modifié comme suit :

« Les demandes de paiement de l'aide communale seront transmises à la Mairie par l'intermédiaire de l'équipe chargée de l'animation du plan de sauvegarde qui est chargée du contrôle de l'exécution des travaux réalisés et de leur conformité au projet subventionné.

Ces demandes comprendront notamment :

- *une copie des factures des travaux réalisés transmises au délégataire ANAH,*
- *une note précisant les éventuelles modifications intervenues entre devis et factures,*
- *un plan de financement définitif précisant l'ensemble des aides obtenues,*
- *une fiche de calcul définitif de la subvention à payer,*
- *une photocopie du contrat de location,*
- *pour les logements à loyers maîtrisés, une copie de la convention à loyer social signée entre le propriétaire et l'ANAH,*
- *pour les logements à loyers maîtrisés, une photocopie de l'avis d'imposition du ménage locataire,*
- *pour les propriétaires occupants, une attestation sur l'honneur d'occupation personnelle du logement,*
- *un relevé d'identité bancaire.*

En parties communes, des acomptes pourront être sollicités auprès de la Ville en fonction de l'avancement des travaux, dans la limite de trois versements.

Les acomptes versés ne pourront ni être inférieurs à 25%, ni être supérieurs à 70% du montant prévisionnel de la subvention octroyée.

Le solde sera sollicité à l'issue des travaux.

Après vérification du dossier par les services municipaux, le versement de l'acompte ou du solde de l'aide interviendra sous forme de virement bancaire sur le compte du demandeur.

En cas de réduction du programme de travaux, le montant de l'aide à payer sera recalculé à la baisse. Si des acomptes ont été versés, le montant de l'aide sera régularisé dans le calcul du solde.

En cas d'augmentation du programme de travaux, le montant de l'aide à payer sera plafonné sur celui notifié avant l'engagement des travaux.

En cas de non réalisation du programme retenu ou de non respect des engagements souscrits, le versement de l'aide pourra être suspendu et un courrier sera adressé au propriétaire rappelant les conditions à satisfaire pour le paiement de l'aide. En cas de refus d'obtempérer dans un délai de deux mois, la Ville pourra décider de l'annulation de l'aide. »

Paragraphe VI – Contrôle et remboursement des aides

Seul le numéro du paragraphe est modifié.

Paragraphe VII – Durée d'application

Le numéro du paragraphe est modifié et le paragraphe est modifié comme suit :

« Le fonds communal d'aide à l'amélioration de l'habitat est mis en place pour la durée fixée par le plan de sauvegarde et la convention financière du plan de sauvegarde.

Les demandes d'aide présentées par les propriétaires devront être déposées auprès de la Ville avant la date d'expiration de l'opération soit le 31 décembre 2013, ou à défaut, avant cette date si l'ensemble de l'enveloppe financière est consommé.

Après expiration de ce délai, les propriétaires qui auront reçu notification d'une aide disposeront d'un délai de deux ans, éventuellement prorogé d'un an supplémentaire, pour réaliser les travaux et demander le versement de l'aide. »

Paragraphe VIII – Suivi de l'avancement et réorientation de l'action

Seul le numéro du paragraphe est modifié.

Paragraphe IX – Modifications du présent règlement

Seul le numéro du paragraphe est modifié.

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Quartier des Cévennes Opération programmée d'amélioration de l'habitat Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions parties privatives

Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndicat de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndicat pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leur ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Monsieur KARAM	Monsieur SKOUTI	Madame DORMOY	Monsieur ROMANO
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative	Partie Privative
Nature des travaux	Electricité, chauffage, sols, murs	Electricité et double vitrage	Electricité, chauffage, plomberie,	Electricité
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment J	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment I	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment J
Dépense subventionnable	8941,00€	3851,59€	10000,00€	3179,44€
Subvention Ville	894,00€	385,00€	1000,00€	159,00€

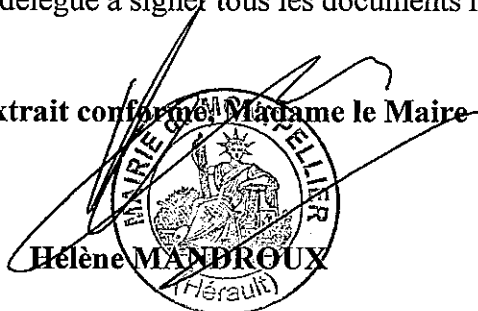
Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 894,00€ à Monsieur KARAM, une subvention de 385,00€ à Monsieur SKOUTI, une subvention de 1000,00€ à Madame DORMOY, une subvention de 159,00 € à Monsieur ROMANO ;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville (Nature 2313/numéro de ligne 16 039) ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire,


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 13/11/2012

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
19 NOV. 2012
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

QUARTIER CEVENNES (Petit Bard - Pergola) Projet de Rénovation Urbaine Plan de sauvegarde du Petit Bard

Avenant n°3 au règlement d'intervention de la Ville de Montpellier Approbation

Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé les termes du Plan de sauvegarde du Petit Bard ainsi que sa convention financière, qui définit les engagements financiers de chacun des partenaires pour l'amélioration de l'habitat privé au Petit Bard.

Cette convention mobilise les financements de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et par délégation la Communauté d'agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault, la Communauté d'agglomération sur ses fonds propres et la Ville de Montpellier.

Il convient de rappeler que la réhabilitation des copropriétés dégradées constitue, avec les opérations de démolitions-reconstructions, les deux piliers du projet de rénovation urbaine du Petit Bard.

Afin de pouvoir engager les aides communales, un règlement d'intervention fixant le cadre administratif et financier d'intervention de la Ville a été approuvé par délibération en date du 30 mars 2009.

Ce règlement permet notamment de déterminer le périmètre d'intervention (les copropriétés dont le programme de réhabilitation est prévu au Plan de sauvegarde et sa convention financière), les bénéficiaires (syndics pour les parties communes des copropriétés, propriétaires pour les parties privatives), le montant des aides communales, les pièces à fournir pour les demandes d'aide puis les demandes de paiement.

Ce règlement d'intervention a été modifié à deux reprises. Le premier avenant approuvé par délibération en date du 9 novembre 2009 a permis d'adapter les interventions de la Ville dans le cadre du plan de relance de l'ANAH qui permettait l'obtention d'une enveloppe complémentaire de près d'1,6 M€ pour couvrir l'intégration de la copropriété n°4 ainsi que le portage de 52 logements et leur réhabilitation par la SERM.

Le second avenant au règlement d'intervention approuvé par délibération en date du 16 décembre 2011 a permis d'adapter les interventions de la Ville à la réforme du régime des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat

entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011, aux évolutions du projet de rénovation urbaine du Petit Bard (intégration des bâtiments G3 à G7, suppression des bâtiments D7 et D15 destinés à être démolis) et à la prorogation du Plan de Sauvegarde jusqu'au 31 décembre 2013.

A ce jour, sur les 355 logements du programme de réhabilitation du Plan de sauvegarde, 230 logements ont été réhabilités en parties communes (copropriétés C1, C2, C3, E et I) et 50 en parties privatives. Or, l'ingénierie financière sur laquelle repose tout l'équilibre du dispositif de réhabilitation – à savoir, d'une part, le préfinancement du montant des travaux par la SACICAP FDI évitant aux propriétaires privés d'avancer la part des travaux subventionnés par l'ANAH, la Ville, l'Agglomération et le Département et, d'autre part, les « prêts Mission sociale » à taux zéro ouvrant droit aux allocations logement accordés par la SACICAP FDI aux propriétaires occupants impécunieux pour leur permettre de payer leur reste à charge travaux – est remise en cause par les difficultés que traversent aujourd'hui le Crédit Immobilier de France (CIF Méditerranée) et FDI SACICAP.

Face à ces incertitudes, une nouvelle ingénierie doit être envisagée pour mener le programme de réhabilitation à son terme. Le versement d'acomptes par l'ANAH et les collectivités en fonction de l'avancement des travaux constitue un moyen efficace pour poursuivre les réhabilitations sans mettre en péril l'équilibre financier fragile des copropriétés. Sont concernées en particulier les copropriétés D (80 logements) et G (45 logements).

Le règlement d'intervention de la Ville prévoit à ce jour le versement des subventions municipales au terme des travaux et en une seule fois. Il apparaît désormais souhaitable de faire évoluer ce règlement via un avenant n°3 afin de permettre le versement d'acomptes aux syndicats de copropriété pour les travaux réalisés en parties communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 au règlement d'intervention de la Ville, joint à la présente délibération, relatif au Plan de sauvegarde et à sa convention financière,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer cet avenant ainsi que tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012



PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola)

Plan de sauvegarde du Petit Bard

Règlement d'intervention Ville de Montpellier Avenant n°3

Le règlement d'intervention de la Ville de Montpellier relatif au Plan de sauvegarde du Petit Bard approuvé par le Conseil municipal du 3 avril 2009 et modifié par délibération du conseil municipal n°2005/509 du 9 novembre 2009, puis par délibération du conseil municipal n°2011/649 du 16 décembre 2011, est modifié comme suit :

Préambule

Le préambule est modifié comme suit :

« Par arrêté préfectoral n° 07-1-1677 en date du 22 août 2007, le plan de sauvegarde du Petit Bard a été approuvé. Sur cette base, une convention financière a été signée le 27 décembre 2007 pour déterminer les participations financières des partenaires pour l'amélioration de l'habitat privé : Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH), Département de l'Hérault, Montpellier Agglomération et Ville de Montpellier.

Par arrêté préfectoral n°09-1-1101 en date du 23 avril 2009, l'avenant n°1 au plan de sauvegarde du Petit Bard a été approuvé. Celui-ci a permis l'intégration de la copropriété n°4 (bâtiment D non démoli), dans le dispositif de réhabilitation privée.

Sur cette base, un avenant à la convention financière a été signé par les partenaires le 9 décembre 2009 après approbation par le Conseil municipal en date du 9 novembre 2009.

En date du 16 décembre 2011, le Préfet a pris un arrêté n°2012/01/047 portant approbation de l'avenant n°2 au Plan de sauvegarde du Petit Bard à Montpellier. Celui-ci a permis :

- *l'intégration de la partie non démolie de la copropriété n°2 (bâtiment G3 à G7) dans le dispositif de réhabilitation privée,*
- *le retrait des bâtiments D6 et D16 du dispositif de réhabilitation privée de la copropriété n°4 pour des raisons techniques et de sécurisation de la démolition partielle du bâtiment D,*
- *et la prorogation du Plan de sauvegarde jusqu'au 31 décembre 2013.*

Sur cette base, un avenant n°2 à la convention financière a été signé par les partenaires le 8 juin 2012 après approbation par le Conseil municipal en date du 16 décembre 2012.

Au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place et de financer, sur son budget, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de certains travaux dans l'habitat autour de certaines thématiques prioritaires.

Le règlement ci-après définit les modalités de ce fonds. »

Paragraphe IV- Constitution des demandes d'engagement des aides

Le paragraphe est modifié comme suit :

« Toute demande fait l'objet d'un dossier instruit par l'équipe chargée de la conduite du plan de sauvegarde.

Ce dossier comprend :

- *un formulaire de demande d'aide rempli et signé par le propriétaire ou le syndic, précisant le programme de réhabilitation envisagé et les engagements souscrits inhérents à l'aide demandée,*
- *une copie du dossier déposé auprès du délégataire ANAH : formulaire de demande, engagement de conventionnement, plan de financement prévisionnel, avis préalable ou décision du délégataire ANAH, plans, photos, devis, attestations de propriété et de vacance, avis d'imposition pour les propriétaires occupants, ...*
- *une copie des autorisations d'urbanisme demandées,*
- *une fiche de calcul de l'aide communale prévisionnelle,*
- *un avis motivé de l'équipe opérationnelle sur la recevabilité et l'intérêt du projet,*
- *toute autre pièce permettant de justifier la demande (exemple : compte rendu d'assemblée générale de la copropriété ayant voté les travaux, état de division de l'immeuble,...). »*

Paragraphe V – Constitution des demandes de paiement - Acomptes

Le paragraphe est modifié comme suit :

« Les demandes de paiement de l'aide communale seront transmises à la Mairie par l'intermédiaire de l'équipe chargée de l'animation du plan de sauvegarde qui est chargée du contrôle de l'exécution des travaux réalisés et de leur conformité au projet subventionné.

Ces demandes comprendront notamment :

- *une copie des factures des travaux réalisés transmises au délégataire ANAH,*
- *une note précisant les éventuelles modifications intervenues entre devis et factures,*
- *un plan de financement définitif précisant l'ensemble des aides obtenues,*
- *une fiche de calcul définitif de la subvention à payer,*
- *une photocopie du contrat de location,*
- *pour les logements à loyers maîtrisés, une copie de la convention à loyer social signée entre le propriétaire et l'ANAH,*
- *pour les logements à loyers maîtrisés, une photocopie de l'avis d'imposition du ménage locataire,*
- *pour les propriétaires occupants, une attestation sur l'honneur d'occupation personnelle du logement,*
- *un relevé d'identité bancaire.*

En parties communes, des acomptes pourront être sollicités auprès de la Ville en fonction de l'avancement des travaux, dans la limite de trois versements.

Les acomptes versés ne pourront ni être inférieurs à 25%, ni être supérieurs à 70% du montant prévisionnel de la subvention octroyée.

Le solde sera sollicité à l'issue des travaux.

Après vérification du dossier par les services municipaux, le versement de l'acompte ou du solde de l'aide interviendra sous forme de virement bancaire sur le compte du demandeur.

En cas de réduction du programme de travaux, le montant de l'aide à payer sera recalculé à la baisse. Si des acomptes ont été versés, le montant de l'aide sera régularisé dans le calcul du solde.

En cas d'augmentation du programme de travaux, le montant de l'aide à payer sera plafonné sur celui notifié avant l'engagement des travaux.

En cas de non réalisation du programme retenu ou de non respect des engagements souscrits, le versement de l'aide pourra être suspendu et un courrier sera adressé au propriétaire rappelant les conditions à satisfaire pour le paiement de l'aide. En cas de refus d'obtempérer dans un délai de deux mois, la Ville pourra décider de l'annulation de l'aide. »

Paragraphe VI – Contrôle et remboursement des aides

Seul le numéro du paragraphe est modifié.

Paragraphe VII – Durée d'application

Le numéro du paragraphe est modifié et le paragraphe est modifié comme suit :

« Le fonds communal d'aide à l'amélioration de l'habitat est mis en place pour la durée fixée par le plan de sauvegarde et la convention financière du plan de sauvegarde.

Les demandes d'aide présentées par les propriétaires devront être déposées auprès de la Ville avant la date d'expiration de l'opération soit le 31 décembre 2013, ou à défaut, avant cette date si l'ensemble de l'enveloppe financière est consommé.

Après expiration de ce délai, les propriétaires qui auront reçu notification d'une aide disposeront d'un délai de deux ans, éventuellement prorogé d'un an supplémentaire, pour réaliser les travaux et demander le versement de l'aide. »

Paragraphe VIII – Suivi de l'avancement et réorientation de l'action

Seul le numéro du paragraphe est modifié.

Paragraphe IX – Modifications du présent règlement

Seul le numéro du paragraphe est modifié.

AVENANT N°9

A LA CONVENTION PLURI-ANNUELLE DU PROJET DE RENOVATION URBAINE DE MONTPELLIER SUR LE QUARTIER DES CEVENNES (Petit Bard – Pergola)



SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES A L'AVENANT	3
ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION INITIALE.....	3
ARTICLE 3 : MODIFICATIONS SUCCESSIVES.....	4
ARTICLE 4 : OBJET DE L'AVENANT	4
ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION INITIALE.....	5
ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE.....	11
ARTICLE 7 : ANNEXES	11

Article 1 : Parties à l'avenant

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, établissement Public Industriel et Commercial de l'Etat, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 453 678 252 , dont le siège est à Paris (6e), 69 bis rue de Vaugirard, 75 006 Paris,
Ci- après dénommée l'ANRU ou l'Agence,

Représentée par le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet du département de l'Hérault, M.Thierry LATASTE,

ET :

La commune de Montpellier, représentée par son Maire, Mme Hélène MANDROUX,
Ci-après dénommée le porteur de projet,

ET :

Foncière Logement, représentée par son président, M. Bruno LUCAS,
Ci-après dénommée le maître d'ouvrage

ET :

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM),
représenté par son président, M. Louis POUGET,
Ci-après dénommé le maître d'ouvrage,

Les parties ont convenu de ce qui suit :

Article 2 : Identification de la convention initiale

Convention pluri-annuelle de la Ville de Montpellier sur le quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) signée à Montpellier le 25 novembre 2005.

Article 3 : Modifications successives

N° de l'avenant	Date signature avenant	Nature de l'avenant	Nature des modifications
1	09.11.2006	simplifié	Précise les maîtres d'ouvrage pour l'ensemble du programme de reconstruction et réhabilitation en promotion publique.
2	03.10.2007	simplifié	Transfère au nouveau concessionnaire des lignes opérationnelles.
3	04.10.2007	simplifié	Transfère au nouveau concessionnaire des lignes d'ingénierie.
4	05.11.2007	simplifié	Permet de bénéficier des possibilités maximales de fongibilité des financements de l'ANRU pour les opérations d'acquisitions démolitions partielles ou totales des cinq bâtiments de l'ensemble immobilier Petit Bard.
5	25.05. 2009	simplifié	Apporte des précisions sur les programmes de reconstructions.
6	25.05.2009	simplifié Plan de relance	Intègre les financements exceptionnels de l'ANRU au titre du Plan de relance de l'économie.
7	27.06.2011	national	Intègre les ajustements opérés sur le plan masse au stade opérationnel, proroge la durée de la CTRU, modifie la destination de la copropriété n°4 : passage de la réhabilitation publique à la réhabilitation privée, réaffecte les crédits sur les lignes : résidentialisation, création d'un équipement de cohésion sociale modulable, ingénierie, reconstruction sur site et hors site ..., réajuste le calendrier et procède à la fongibilité de certaines enveloppes au sein de familles d'opérations.
8	08.11.2011	simplifié	Met en conformité la convention initiale avec la convention type validée par le Conseil d'Administration de l'ANRU le 28 avril 2010, précise des maîtrises d'ouvrage et des opérations pour les reconstructions hors site « ex-bâtiment P », modifie l'opération de reconstruction hors site « Zac Parc Marianne Lot 16 », intègre les évolutions de programme de l'opération de reconstruction sur site du « bâtiment M îlot des Trolles » sous maîtrise d'ouvrage ACM.

Article 4 : Objet de l'avenant

- Prolongation de la durée de la convention de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola) jusqu'au 31 décembre 2013.
- Modification des contreparties cédées à Foncière Logement.
- Modification du nombre de logements de l'opération de reconstruction sur site « O » sous maîtrise d'ouvrage provisoire Ville.
- Création d'une opération de reconstruction sur site « N2 îlot des Trolles ».
- Modification du nombre de logements des opérations de reconstruction hors site « Zac des Grisettes 5B1 » et « Zac Ovalie 4D Ovalie ».

Article 5 : Modifications de la convention initiale

La convention mentionnée à l'article 2 du présent avenant et modifiée par les avenants successifs listés à l'article 3 du présent avenant est modifiée dans les conditions ci-après :

Article 5.1 : Les sous-articles de l'article 4 du titre III de la convention – « Les opérations approuvées par l'ANRU » – sont modifiés comme suit :

- Le sous-article 4.2 du titre III de la convention – « l'intervention de l'ANRU dans le champ du logement locatif social » – est modifié comme suit :

Le programme de reconstruction de deux opérations hors site est réajusté, sans modification du programme global de reconstructions hors site.

Par ailleurs, une nouvelle opération de reconstruction de 20 logements locatifs sociaux sur site est créée sur le lot N2 îlot des Trolles et attribuée provisoirement à la commune de Montpellier. Ces 20 logements sont défalqués de l'opération O sous maîtrise d'ouvrage provisoire de la commune de Montpellier.

En conséquence, l'annexe financière de la convention est modifiée comme suit :

Pour les reconstructions hors site (famille 2) :

Lignes initiales :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Reconstruction hors site - ZAC Ovalie lot 4D 25 (22 PLUS CD - 3 PLAI)	ACM	2 875 625 €	520 440 €	18%		2012	1
Reconstruction hors site - ZAC Grisettes lot 5B1 14 (3 PLUS CD - 11 PLAI)	ACM	1 610 222 €	428 730 €	27%		2012	1

Lignes modifiées :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Reconstruction hors site - Zac Ovalie Lot 4D 28 (25 PLUS CD - 3 PLAI)	ACM	3 220 700 €	569 618 €	18%		2012	1
Reconstruction hors site - Zac Grisettes Lot 5C 11 (11 PLAI)	ACM	1 265 147 €	379 552 €	30%		2012	2

Pour les reconstructions sur site (famille 2) :

Lignes initiales :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Reconstruction sur site – Bâtiment O – 91 (78 PLUS CD – 4 PLUS – 9 PLAI)	Commune de Montpellier	10 612 159 €	1 880 993 €	18%		2012	1

Lignes modifiées :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Reconstruction sur site – Bâtiment O – 71 (61 PLUS CD – 3 PLUS – 7 PLAI)	Commune de Montpellier	8 279 816 €	1 467 588 €	18%		2013	2
Reconstruction sur site Bâtiment N2 – 20 (17 PLUS CD – 1 PLUS – 2 PLAI)	Commune de Montpellier	2 332 342 €	413 405 €	18%		2013	1

Le tableau ci-dessous fait le bilan au niveau de la convention des produits et de leur localisation :

	taux% subv.	nombre total	Dont sur site	Dont hors site (ZUS)	Dont hors site (hors ZUS)
PLUS CD neuf		295	210	-	85
PLUS CD AA					
PLUS neuf		191	12	-	179
PLUS AA					
PLAI neuf		64	25	-	39
PLAI AA					
Résidences sociales					

Article 5.2 : L'article 5 du titre III de la convention – « Les contreparties cédées à Foncière Logement » – est modifié comme suit :

« Outil majeur de la diversification de l'offre logement dans les quartiers éligibles à l'intervention de l'ANRU, les contreparties cédées à Foncière logement et sur lesquelles elle réalise des logements locatifs libres constituent un élément indissociable du projet de rénovation urbaine: elles contribuent de fait à la nécessaire diversification sociale de ces quartiers.

Les logements construits répondront aux objectifs de Foncière logement qui se réserve le choix des opérateurs publics ou privés et des maîtres d'œuvre chargés de leur réalisation dans le respect d'un cahier des charges techniques déterminé en concertation avec les partenaires locaux du projet.

Les contreparties sont constituées de 2 terrains :

- Lot O2 en frange ouest du quartier du Petit Bard,
- Lot P2 dans le cœur de quartier.

La localisation de ces terrains est détaillée en annexe 1.

Au total, les contreparties cédées représentent : 22% des m² de la surface de plancher créée par le projet de rénovation urbaine sur le site du projet.

La non cession des contreparties à Foncière logement pourra conduire à la suspension des engagements de l'Agence (cf VI-16).

Les contreparties définies à l'article 5 sont décrites ci-après :

	Lot O2	Lot P2
Adresse	Avenue du Petit Bard	Rue des Epervières (future voie)
Situation en ZUS ? (oui/non)	Oui	Oui
Propriétaire(s) du terrain	SERM	SERM
Utilisation actuelle du terrain	Tour H (copropriété n°2)	Bâtiment D (copropriété n°8)
Surface du terrain (m ²)	La superficie exacte des lots rétrocédés sera connue à la fin du processus de démolition. Les surfaces indiquées ci-dessous sont estimées sur la base du plan de masse	
	1 660	995
Surface de plancher (m ²)	4 400	2 300
Date prévisionnelle de transfert de propriété (mois/année)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2015
Références cadastrales	Le découpage des lots n'interviendra qu'après les démolitions et le redécoupage foncier.	
Eléments prévisionnels relatif au type d'habitat (1) *Nombre de logements collectifs	78	

(1) Ces éléments sont donnés ici à titre indicatif. Des études plus précises permettront de définir le nombre des logements à réaliser et leur typologie.

Les cessions des contreparties, quel que soit leur propriétaire actuel, sont réalisées à titre gratuit et interviendront par le biais de cessions à l'euro symbolique. Les actes seront reçus par le notaire de Foncière logement.

Il est par ailleurs précisé que le transfert de propriété est effectué sous la condition suspensive et résolutoire que :

- le terrain cédé soit libre de toute construction en superstructures et en infrastructures, dépollué, constructible,
- le terrain cédé soit viabilisé, c'est-à-dire desservi par une ou plusieurs voies publiques existantes ou à créer par la collectivité ou son aménageur. Ces voies devront être équipées des réseaux EP/EU/EV/Télécom/EDF suffisamment dimensionnés pour assurer le bon fonctionnement du programme projeté sans qu'il soit nécessaire que Foncière logement réalise ou finance des renforcements de réseaux. Elles seront configurées de telle manière qu'elles permettent des accès (entrées et sorties) en quantité suffisante pour l'opération projetée et que seuls les travaux de branchement en limite de propriété restent à la charge de Foncière logement ;
- il n'y ait aucun réseau aérien ou enterré qui soit de nature à gêner la réalisation du projet de Foncière Logement,
- le permis de construire définitif soit obtenu, délai de recours des tiers et de retrait administratif purgés.

Les propriétaires des terrains, signataires de la présente convention, autorisent dès la signature de la présente convention pluriannuelle Foncière logement à faire réaliser les études géotechniques, hydrogéologiques, de pollution et toute autre étude qui lui sembleraient nécessaires, avant transfert de propriété. Dans le cas où les études des sols et des sous-sols feraient apparaître une pollution du site concerné, les frais de réalisation des travaux de dépollution seront à la charge exclusive du cédant.

De même, si le terrain est situé dans un périmètre de recherche d'archéologie préventive, Foncière logement se réserve le droit, pour le cas où l'économie du projet serait remise en cause, de demander une substitution du terrain.

Les participations financières à la réalisation des équipements publics (redevance de ZAC, PAE ...) ne seront pas prises en charge par Foncière logement ni par son mandataire pétitionnaire de la demande de permis de construire.

Dans le cas où l'une ou plusieurs des conditions suspensives s'avèreraient impossibles à lever, les cédants et Foncière logement pourront convenir de substituer ou de modifier les contreparties initialement prévues. Ces modifications seront portées à connaissance du directeur général de l'ANRU qui saisira le comité d'engagement pour avis et, si nécessaire, le conseil d'administration.

En matière de construction, il est précisé que Foncière logement fera réaliser des études de faisabilité qui permettront notamment de définir, en concertation avec la Ville, le programme à réaliser. Dans ce cadre, les documents suivants devront être transmis :

- un relevé planimétrique et topographique des terrains ainsi que des abords immédiats ; sur ce relevé devra figurer l'ensemble des informations nécessaires à la parfaite connaissance du site et de ses contraintes : servitudes, voiries existantes ou programmées, réseaux sous domaine public, sur site ou à proximité, implantation des constructions existantes, etc ...
- si nécessaire, une note relative aux modalités de remblaiement des excavations générées par les démolitions des ouvrages en infrastructure (sous-sols, fondations, cuves ...).

- le bornage du terrain préalablement à l'acte authentique.

Sur la base de cette étude, à la fois dans le respect du cahier des charges techniques déterminé en concertation avec les partenaires locaux du projet et dans le respect de la cohérence du projet de rénovation urbaine, les logements réalisés répondront aux objectifs de Foncière logement qui se réserve le choix des opérateurs publics ou privés et des maîtres d'œuvre chargés de leur réalisation.

Article 5.3 : L'article 6 du titre III de la convention « L'échéancier de réalisation du projet » est complété et modifié comme suit :

La convention mentionnée à l'article 2 du présent avenant, et modifiée par les avenants successifs listés à l'article 3 du présent avenant, est modifiée dans les conditions ci-après :

Constatant qu'un avenant national ne pourra être présenté en comité d'engagement avant l'échéance de la convention, il est convenu une prolongation de la convention de rénovation urbaine au **31 décembre 2013**

Le porteur de projet s'engage à présenter un projet d'avenant national en comité d'engagement avant la fin du 2^{ème} semestre 2013.

Au plus tard à la date anniversaire des 5 ans de la signature de la convention pluriannuelle de rénovation urbaine ou de la nouvelle date d'échéance prorogée par avenant, seront précisées par avenant:

- La date limite pour l'ensemble des demandes du premier acompte conformément au Règlement comptable et financier de l'agence,
- La date limite pour l'ensemble des demandes du solde conformément au règlement comptable et financier de l'agence.

Ces deux dates limites s'imposent à l'ensemble des opérations de la convention pluriannuelle. Elles sont indiquées à l'article 5.12 du présent avenant.

Article 5.4 : Signature locale de l'avenant

La signature de cet avenant revêt un caractère d'urgence en raison de la date d'expiration de la convention actuelle. Aussi le comité d'engagement de l'ANRU du 12 juillet 2012 donne son accord pour une signature, au niveau local, du délégué territorial de l'ANRU.

La décision prise sera portée à la connaissance de l'ensemble des signataires de la convention.

Article 5.5 : L'article 7 du titre III de la convention « Le plan de financement des opérations subventionnées par l'ANRU » est annulé et remplacé par l'article 7 – « Le plan de financement des opérations du programme » – est modifié comme suit :

« Le tableau B de l'annexe 2 est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimés, opération par opération, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, qui, au sens du règlement comptable et financier, réserve des crédits sur les ressources financières du programme national de rénovation urbaine. Ce tableau financier indique l'année et le semestre de démarrage de chacune des opérations contractualisées, et leur durée en semestre. »

S'agissant des opérations de démolition, d'opération d'aménagement d'ensemble, de requalification d'îlot d'habitat dégradé ou d'interventions sur les copropriétés dégradées, une présentation du bilan prévisionnel d'opération formalisé dans une fiche analytique prévisionnelle (FATp) est jointe en annexe au tableau financier prévisionnel. Le bilan d'exploitation est également annexé à la FATp pour les équipements à finalité économiques et locaux locatifs.

Les subventions de l'Agence résultent, opération par opération, de l'application du taux contractuel de subvention tel que défini dans le tableau prévisionnel B de l'annexe 2 appliqué au coût éligible, au sens du règlement général, de l'opération. Ces subventions sont **plafonnées opération financière par opération financière**, au sens du règlement comptable et financier, telles que définies dans le même tableau. Elles ne sont pas susceptibles d'actualisation.

Les subventions de l'Agence seront versées dans les conditions administratives et techniques définies par le règlement général et par le règlement comptable et financier applicables à la date de l'engagement financier de l'opération (Décision attributive de subvention)

L'engagement de l'Agence s'entend pour un montant global maximal non actualisable décliné par opérations financières de 31,95 M€, dont 1,04 M€ au titre du Plan de Relance, répartis selon la programmation prévisionnelle du tableau B de l'annexe 2.

Les participations financières des signataires de la présente convention y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

La mise en œuvre du programme nécessite une enveloppe de prêts « PRU » de la Caisse des dépôts et consignations estimée à 18,6 M€. Les décisions d'octroi des financements de la Caisse des dépôts et consignations sont prises sous réserve de la disponibilité des enveloppes de prêts PRU. Par ailleurs, les caractéristiques des prêts, y compris le taux d'intérêt, sont celles en vigueur au jour de l'émission de chaque contrat de prêt.

L'engagement de la Région Languedoc-Roussillon s'entend pour un montant de 1,94 M€ pour toutes les opérations financières décrites à l'article 4. (4.1 à 4.5 inclus), y compris pour le financement « décroisé » des opérations au titre de la convention de partenariat avec la région.

L'engagement du Département de l'Hérault s'entend pour un montant de 1,7 M€ pour toutes les opérations financières décrites à l'article 4. (4.1 à 4.5 inclus), y compris pour le financement « décroisé » des opérations au titre de la convention de partenariat avec le département.

Les opérations faisant l'objet d'un financement décroisé feront l'objet d'un suivi financier et opérationnel en application des articles 12 à 20.

Article 6 : Date d'effet et mesure d'ordre

Le présent avenant prend effet à compter de la date apposée ci-après par le dernier signataire.

Les clauses de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et applicables.

Article 7 : Annexes

Liste des annexes :

Annexe 1 : Localisation des terrains cédés à Foncière Logement

Annexe 2 : Tableau financier de l'avenant

Le code couleur du tableau financier est le suivant :

- ligne rouge : opération modifiée
- ligne verte : opération supprimée
- ligne bleue : opération nouvelle

Le présent avenant est établi en 5 exemplaires originaux,

Signé à Montpellier, le

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, représentée par le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet du département de l'Hérault, et délégué territorial de l'ANRU		La Ville de Montpellier, représentée par son Maire
M. Thierry LATASTE		Mme Hélène MANDROUX

La Foncière Logement, représentée par son Président		Le bailleur ACM Office public de l'habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, représenté par son Président
M. Bruno LUCAS		M. Louis POUGET

141



(1) Las montañas
(2) Climas muy
húmedos
La vida

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

19 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) Convention Territoriale de Rénovation Urbaine Avenant n°9 (avenant simplifié) Approbation

Christian BOUILLE rapporte :

La Ville de Montpellier mène en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des Dépôts et Consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard – Pergola) et du Centre.

Alors que la Convention Territoriale pluriannuelle de Rénovation Urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) signée le 25 novembre 2005 approchait de son terme, la Ville de Montpellier a fait valoir devant le Comité National d'Engagement de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), le 12 juillet dernier, l'importance des étapes déjà franchies et la nécessité de poursuivre la transformation en profondeur du quartier, qui permettra l'amélioration durable des conditions de vie de ses habitants.

A ce jour, ont été réalisés :

- le prolongement de la rue des Araucarias qui ouvre le quartier sur sa façade est,
- la médiathèque Shakespeare et la Maison pour Tous François Villon,
- des locaux associatifs et sportifs,
- la résidentialisation de la résidence la Pergola (481 logements) et la création d'une voirie traversante,
- la démolition complète du bâtiment A,
- la réhabilitation des parties communes des bâtiments C1, C2, C3 et E,
- la reconstruction de 43 logements sociaux sur site et 167 hors site,

Le projet se poursuit. La construction de 113 logements locatifs sociaux sur site a commencé avec des livraisons prévues fin 2013 et début 2014. La résidentialisation des copropriétés rénovées débutera en octobre prochain. Quant aux travaux d'aménagement des voiries et espaces publics, ils commenceront début 2013 sur l'îlot des Trolles (place publique, partie nord du parc, square des Trolles, mail des Aconits).

Lors du Comité d'Engagement, l'ANRU a renouvelé sa confiance à la Ville de Montpellier pour la poursuite du Projet de rénovation urbaine, avec une attention particulière sur le calendrier du relogement des ménages des

bâtiments voués à la démolition. A ce jour, 313 ménages sur les 531 concernés ont été relogés dans les différents quartiers de la ville et le travail se poursuit, sur la tour H et le bâtiment F prioritairement.

Le présent avenant n°9, soumis à l'approbation du Conseil municipal, vise les objectifs suivants :

- proroger la Convention territoriale jusqu'au 31 décembre 2013 soit 18 mois supplémentaires,
- modifier les contreparties cédées à Foncière Logement dans le respect des équilibres de peuplement (affectation du lot P2 en échange du lot N2 et actualisation des surfaces de plancher),
- ajuster la programmation des reconstructions sur site et hors site.

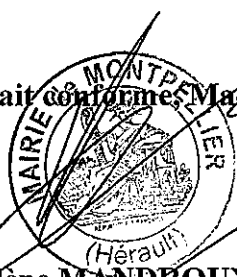
Le tableau financier a été modifié en conséquence, avec un maintien de l'ensemble des engagements partenariaux. Il figure en annexe de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), jointe à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°9 à la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) joint à la présente délibération,
- d'approuver l'annexe financière à la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), jointe à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant n°9, son annexe financière et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

AVENANT N°9

A LA CONVENTION PLURI-ANNUELLE DU PROJET DE RENOVATION URBAINE DE MONTPELLIER SUR LE QUARTIER DES CEVENNES (Petit Bard – Pergola)

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

19 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES A L'AVENANT	3
ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION INITIALE.....	3
ARTICLE 3 : MODIFICATIONS SUCCESSIVES.....	4
ARTICLE 4 : OBJET DE L'AVENANT	4
ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION INITIALE.....	5
ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE.....	11
ARTICLE 7 : ANNEXES	11

Article 1 : Parties à l'avenant

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, établissement Public Industriel et Commercial de l'Etat, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 453 678 252 , dont le siège est à Paris (6e), 69 bis rue de Vaugirard, 75 006 Paris,
Ci-après dénommée l'ANRU ou l'Agence,

Représentée par le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet du département de l'Hérault, M.Thierry LATASTE,

ET :

La commune de Montpellier, représentée par son Maire, Mme Hélène MANDROUX,
Ci-après dénommée le porteur de projet,

ET :

Foncière Logement, représentée par son président, M. Bruno LUCAS,
Ci-après dénommée le maître d'ouvrage

ET :

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM),
représenté par son président, M. Louis POUGET,
Ci-après dénommé le maître d'ouvrage,

Les parties ont convenu de ce qui suit :

Article 2 : Identification de la convention initiale

Convention pluri-annuelle de la Ville de Montpellier sur le quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) signée à Montpellier le 25 novembre 2005.

Article 3 : Modifications successives

N° de l'avenant	Date signature avenant	Nature de l'avenant	Nature des modifications
1	09.11.2006	simplifié	Précise les maîtres d'ouvrage pour l'ensemble du programme de reconstruction et réhabilitation en promotion publique.
2	03.10.2007	simplifié	Transfère au nouveau concessionnaire des lignes opérationnelles.
3	04.10.2007	simplifié	Transfère au nouveau concessionnaire des lignes d'ingénierie.
4	05.11.2007	simplifié	Permet de bénéficier des possibilités maximales de fongibilité des financements de l'ANRU pour les opérations d'acquisitions démolitions partielles ou totales des cinq bâtiments de l'ensemble immobilier Petit Bard.
5	25.05. 2009	simplifié	Apporte des précisions sur les programmes de reconstructions.
6	25.05.2009	simplifié Plan de relance	Intègre les financements exceptionnels de l'ANRU au titre du Plan de relance de l'économie.
7	27.06.2011	national	Intègre les ajustements opérés sur le plan masse au stade opérationnel, proroge la durée de la CTRU, modifie la destination de la copropriété n°4 : passage de la réhabilitation publique à la réhabilitation privée, réaffecte les crédits sur les lignes : résidentialisation, création d'un équipement de cohésion sociale modulable, ingénierie, reconstruction sur site et hors site ..., réajuste le calendrier et procède à la fongibilité de certaines enveloppes au sein de familles d'opérations.
8	08.11.2011	simplifié	Met en conformité la convention initiale avec la convention type validée par le Conseil d'Administration de l'ANRU le 28 avril 2010, précise des maîtrises d'ouvrage et des opérations pour les reconstructions hors site « ex-bâtiment P », modifie l'opération de reconstruction hors site « Zac Parc Marianne Lot 16 », intègre les évolutions de programme de l'opération de reconstruction sur site du « bâtiment M îlot des Trolles » sous maîtrise d'ouvrage ACM.

Article 4 : Objet de l'avenant

- Prolongation de la durée de la convention de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola) jusqu'au 31 décembre 2013.
- Modification des contreparties cédées à Foncière Logement.
- Modification du nombre de logements de l'opération de reconstruction sur site « O » sous maîtrise d'ouvrage provisoire Ville.
- Création d'une opération de reconstruction sur site « N2 îlot des Trolles ».
- Modification du nombre de logements des opérations de reconstruction hors site « Zac des Grisettes 5B1 » et « Zac Ovalie 4D Ovalie ».

Article 5 : Modifications de la convention initiale

La convention mentionnée à l'article 2 du présent avenant et modifiée par les avenants successifs listés à l'article 3 du présent avenant est modifiée dans les conditions ci- après :

Article 5.1 : Les sous-articles de l'article 4 du titre III de la convention – « Les opérations approuvées par l'ANRU » – sont modifiés comme suit :

- **Le sous-article 4.2 du titre III de la convention – «l'intervention de l'ANRU dans le champ du logement locatif social » – est modifié comme suit :**

Le programme de reconstruction de deux opérations hors site est réajusté, sans modification du programme global de reconstructions hors site.

Par ailleurs, une nouvelle opération de reconstruction de 20 logements locatifs sociaux sur site est créée sur le lot N2 îlot des Trolles et attribuée provisoirement à la commune de Montpellier. Ces 20 logements sont défalqués de l'opération O sous maîtrise d'ouvrage provisoire de la commune de Montpellier.

En conséquence, l'annexe financière de la convention est modifiée comme suit :

Pour les reconstructions hors site (famille 2) :

Lignes initiales :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Reconstruction hors site - ZAC Ovale lot 4D 25 (22 PLUS CD - 3 PLAI)	ACM	2 875 625 €	520 440 €	18%		2012	1
Reconstruction hors site - ZAC Grisettes lot 5B1 14 (3 PLUS CD - 11 PLAI)	ACM	1 610 222 €	428 730 €	27%		2012	1

Lignes modifiées :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Reconstruction hors site - Zac Ovale Lot 4D 28 (25 PLUS CD - 3 PLAI)	ACM	3 220 700 €	569 618 €	18%		2012	1
Reconstruction hors site - Zac Grisettes Lot 5C 11 (11 PLAI)	ACM	1 265 147 €	379 552 €	30%		2012	2

Pour les reconstructions sur site (famille 2) :

Lignes initiales :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Reconstruction sur site – Bâtiment O – 91 (78 PLUS CD – 4 PLUS – 9 PLAI)	Commune de Montpellier	10 612 159 €	1 880 993 €	18%		2012	1

Lignes modifiées :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Reconstruction sur site – Bâtiment O – 71 (61 PLUS CD – 3 PLUS – 7 PLAI)	Commune de Montpellier	8 279 816 €	1 467 588 €	18%		2013	2
Reconstruction sur site Bâtiment N2 – 20 (17 PLUS CD – 1 PLUS – 2 PLAI)	Commune de Montpellier	2 332 342 €	413 405 €	18%		2013	1

Le tableau ci-dessous fait le bilan au niveau de la convention des produits et de leur localisation :

	taux% subv.	nombre total	Dont sur site	Dont hors site (ZUS)	Dont hors site (hors ZUS)
PLUS CD neuf		295	210	-	85
PLUS CD AA					
PLUS neuf		191	12	-	179
PLUS AA					
PLAI neuf		64	25	-	39
PLAI AA					
Résidences sociales					

Article 5.2 : L'article 5 du titre III de la convention – « Les contreparties cédées à Foncière Logement » – est modifié comme suit :

« Outil majeur de la diversification de l'offre logement dans les quartiers éligibles à l'intervention de l'ANRU, les contreparties cédées à Foncière logement et sur lesquelles elle réalise des logements locatifs libres constituent un élément indissociable du projet de rénovation urbaine: elles contribuent de fait à la nécessaire diversification sociale de ces quartiers.

Les logements construits répondront aux objectifs de Foncière logement qui se réserve le choix des opérateurs publics ou privés et des maîtres d'œuvre chargés de leur réalisation dans le respect d'un cahier des charges techniques déterminé en concertation avec les partenaires locaux du projet.

Les contreparties sont constituées de 2 terrains :

- Lot O2 en frange ouest du quartier du Petit Bard,
- Lot P2 dans le cœur de quartier.

La localisation de ces terrains est détaillée en annexe 1.

Au total, les contreparties cédées représentent : 22% des m² de la surface de plancher créée par le projet de rénovation urbaine sur le site du projet.

La non cession des contreparties à Foncière logement pourra conduire à la suspension des engagements de l'Agence (cf VI-16).

Les contreparties définies à l'article 5 sont décrites ci-après :

	Lot O2	Lot P2
Adresse	Avenue du Petit Bard	Rue des Epervières (future voie)
Situation en ZUS ? (oui/non)	Oui	Oui
Propriétaire(s) du terrain	SERM	SERM
Utilisation actuelle du terrain	Tour H (copropriété n°2)	Bâtiment D (copropriété n°8)
Surface du terrain (m ²)	La superficie exacte des lots rétrocédés sera connue à la fin du processus de démolition. Les surfaces indiquées ci-dessous sont estimées sur la base du plan de masse	
	1 660	995
Surface de plancher (m ²)	4 400	2 300
Date prévisionnelle de transfert de propriété (mois/année)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2015
Références cadastrales	Le découpage des lots n'interviendra qu'après les démolitions et le redécoupage foncier.	
Eléments prévisionnels relatif au type d'habitat (1) *Nombre de logements collectifs	78	

(1) Ces éléments sont donnés ici à titre indicatif. Des études plus précises permettront de définir le nombre des logements à réaliser et leur typologie.

Les cessions des contreparties, quel que soit leur propriétaire actuel, sont réalisées à titre gratuit et interviendront par le biais de cessions à l'euro symbolique. Les actes seront reçus par le notaire de Foncière logement.

Il est par ailleurs précisé que le transfert de propriété est effectué sous la condition suspensive et résolutoire que :

- le terrain cédé soit libre de toute construction en superstructures et en infrastructures, dépollué, constructible,
- le terrain cédé soit viabilisé, c'est-à-dire desservi par une ou plusieurs voies publiques existantes ou à créer par la collectivité ou son aménageur. Ces voies devront être équipées des réseaux EP/EU/EV/Télécom/EDF suffisamment dimensionnés pour assurer le bon fonctionnement du programme projeté sans qu'il soit nécessaire que Foncière logement réalise ou finance des renforcements de réseaux. Elles seront configurées de telle manière qu'elles permettent des accès (entrées et sorties) en quantité suffisante pour l'opération projetée et que seuls les travaux de branchement en limite de propriété restent à la charge de Foncière logement ;
- il n'y ait aucun réseau aérien ou enterré qui soit de nature à gêner la réalisation du projet de Foncière Logement,
- le permis de construire définitif soit obtenu, délai de recours des tiers et de retrait administratif purgés.

Les propriétaires des terrains, signataires de la présente convention, autorisent dès la signature de la présente convention pluriannuelle Foncière logement à faire réaliser les études géotechniques, hydrogéologiques, de pollution et toute autre étude qui lui sembleraient nécessaires, avant transfert de propriété. Dans le cas où les études des sols et des sous-sols feraient apparaître une pollution du site concerné, les frais de réalisation des travaux de dépollution seront à la charge exclusive du cédant.

De même, si le terrain est situé dans un périmètre de recherche d'archéologie préventive, Foncière logement se réserve le droit, pour le cas où l'économie du projet serait remise en cause, de demander une substitution du terrain.

Les participations financières à la réalisation des équipements publics (redevance de ZAC, PAE ...) ne seront pas prises en charge par Foncière logement ni par son mandataire pétitionnaire de la demande de permis de construire.

Dans le cas où l'une ou plusieurs des conditions suspensives s'avèreraient impossibles à lever, les cédants et Foncière logement pourront convenir de substituer ou de modifier les contreparties initialement prévues. Ces modifications seront portées à connaissance du directeur général de l'ANRU qui saisira le comité d'engagement pour avis et, si nécessaire, le conseil d'administration.

En matière de construction, il est précisé que Foncière logement fera réaliser des études de faisabilité qui permettront notamment de définir, en concertation avec la Ville, le programme à réaliser. Dans ce cadre, les documents suivants devront être transmis :

- un relevé planimétrique et topographique des terrains ainsi que des abords immédiats ; sur ce relevé devra figurer l'ensemble des informations nécessaires à la parfaite connaissance du site et de ses contraintes : servitudes, voiries existantes ou programmées, réseaux sous domaine public, sur site ou à proximité, implantation des constructions existantes, etc ...
- si nécessaire, une note relative aux modalités de remblaiement des excavations générées par les démolitions des ouvrages en infrastructure (sous-sols, fondations, cuves ...).

- le bornage du terrain préalablement à l'acte authentique.

Sur la base de cette étude, à la fois dans le respect du cahier des charges techniques déterminé en concertation avec les partenaires locaux du projet et dans le respect de la cohérence du projet de rénovation urbaine, les logements réalisés répondront aux objectifs de Foncière logement qui se réserve le choix des opérateurs publics ou privés et des maîtres d'œuvre chargés de leur réalisation.

Article 5.3 : L'article 6 du titre III de la convention « L'échéancier de réalisation du projet » est complété et modifié comme suit :

La convention mentionnée à l'article 2 du présent avenant, et modifiée par les avenants successifs listés à l'article 3 du présent avenant, est modifiée dans les conditions ci-après :

Constatant qu'un avenant national ne pourra être présenté en comité d'engagement avant l'échéance de la convention, il est convenu une prolongation de la convention de rénovation urbaine au **31 décembre 2013**

Le porteur de projet s'engage à présenter un projet d'avenant national en comité d'engagement avant la fin du 2^{ème} semestre 2013.

Au plus tard à la date anniversaire des 5 ans de la signature de la convention pluriannuelle de rénovation urbaine ou de la nouvelle date d'échéance prorogée par avenant, seront précisées par avenant:

- La date limite pour l'ensemble des demandes du premier acompte conformément au Règlement comptable et financier de l'agence,
- La date limite pour l'ensemble des demandes du solde conformément au règlement comptable et financier de l'agence.

Ces deux dates limites s'imposent à l'ensemble des opérations de la convention pluriannuelle. Elles sont indiquées à l'article 5.12 du présent avenant.

Article 5.4 : Signature locale de l'avenant

La signature de cet avenant revêt un caractère d'urgence en raison de la date d'expiration de la convention actuelle. Aussi le comité d'engagement de l'ANRU du 12 juillet 2012 donne son accord pour une signature, au niveau local, du délégué territorial de l'ANRU.

La décision prise sera portée à la connaissance de l'ensemble des signataires de la convention.

Article 5.5 : L'article 7 du titre III de la convention « Le plan de financement des opérations subventionnées par l'ANRU » est annulé et remplacé par l'article 7 – « Le plan de financement des opérations du programme » – est modifié comme suit :

« Le tableau B de l'annexe 2 est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimés, opération par opération, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, qui, au sens du règlement comptable et financier, réserve des crédits sur les ressources financières du programme national de rénovation urbaine. Ce tableau financier indique l'année et le semestre de démarrage de chacune des opérations contractualisées, et leur durée en semestre.

S'agissant des opérations de démolition, d'opération d'aménagement d'ensemble, de requalification d'îlot d'habitat dégradé ou d'interventions sur les copropriétés dégradées, une présentation du bilan prévisionnel d'opération formalisé dans une fiche analytique prévisionnelle (FATp) est jointe en annexe au tableau financier prévisionnel. Le bilan d'exploitation est également annexé à la FATp pour les équipements à finalité économiques et locaux locatifs.

Les subventions de l'Agence résultent, opération par opération, de l'application du taux contractuel de subvention tel que défini dans le tableau prévisionnel B de l'annexe 2 appliqué au coût éligible, au sens du règlement général, de l'opération. Ces subventions sont **plafonnées opération financière par opération financière**, au sens du règlement comptable et financier, telles que définies dans le même tableau. Elles ne sont pas susceptibles d'actualisation.

Les subventions de l'Agence seront versées dans les conditions administratives et techniques définies par le règlement général et par le règlement comptable et financier applicables à la date de l'engagement financier de l'opération (Décision attributive de subvention)

L'engagement de l'Agence s'entend pour un montant global maximal non actualisable décliné par opérations financières de 31,95 M€, dont 1,04 M€ au titre du Plan de Relance, répartis selon la programmation prévisionnelle du tableau B de l'annexe 2.

Les participations financières des signataires de la présente convention y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

La mise en œuvre du programme nécessite une enveloppe de prêts « PRU » de la Caisse des dépôts et consignations estimée à 18,6 M€. Les décisions d'octroi des financements de la Caisse des dépôts et consignations sont prises sous réserve de la disponibilité des enveloppes de prêts PRU. Par ailleurs, les caractéristiques des prêts, y compris le taux d'intérêt, sont celles en vigueur au jour de l'émission de chaque contrat de prêt.

L'engagement de la Région Languedoc-Roussillon s'entend pour un montant de 1,94 M€ pour toutes les opérations financières décrites à l'article 4. (4.1 à 4.5 inclus), y compris pour le financement « décroisé » des opérations au titre de la convention de partenariat avec la région.

L'engagement du Département de l'Hérault s'entend pour un montant de 1,7 M€ pour toutes les opérations financières décrites à l'article 4. (4.1 à 4.5 inclus), y compris pour le financement « décroisé » des opérations au titre de la convention de partenariat avec le département.

Les opérations faisant l'objet d'un financement décroisé feront l'objet d'un suivi financier et opérationnel en application des articles 12 à 20.

Article 6 : Date d'effet et mesure d'ordre

Le présent avenant prend effet à compter de la date apposée ci-après par le dernier signataire.

Les clauses de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et applicables.

Article 7 : Annexes

Liste des annexes :

Annexe 1 : Localisation des terrains cédés à Foncière Logement

Annexe 2 : Tableau financier de l'avenant

Le code couleur du tableau financier est le suivant :

- ligne rouge : opération modifiée
- ligne verte : opération supprimée
- ligne bleue : opération nouvelle

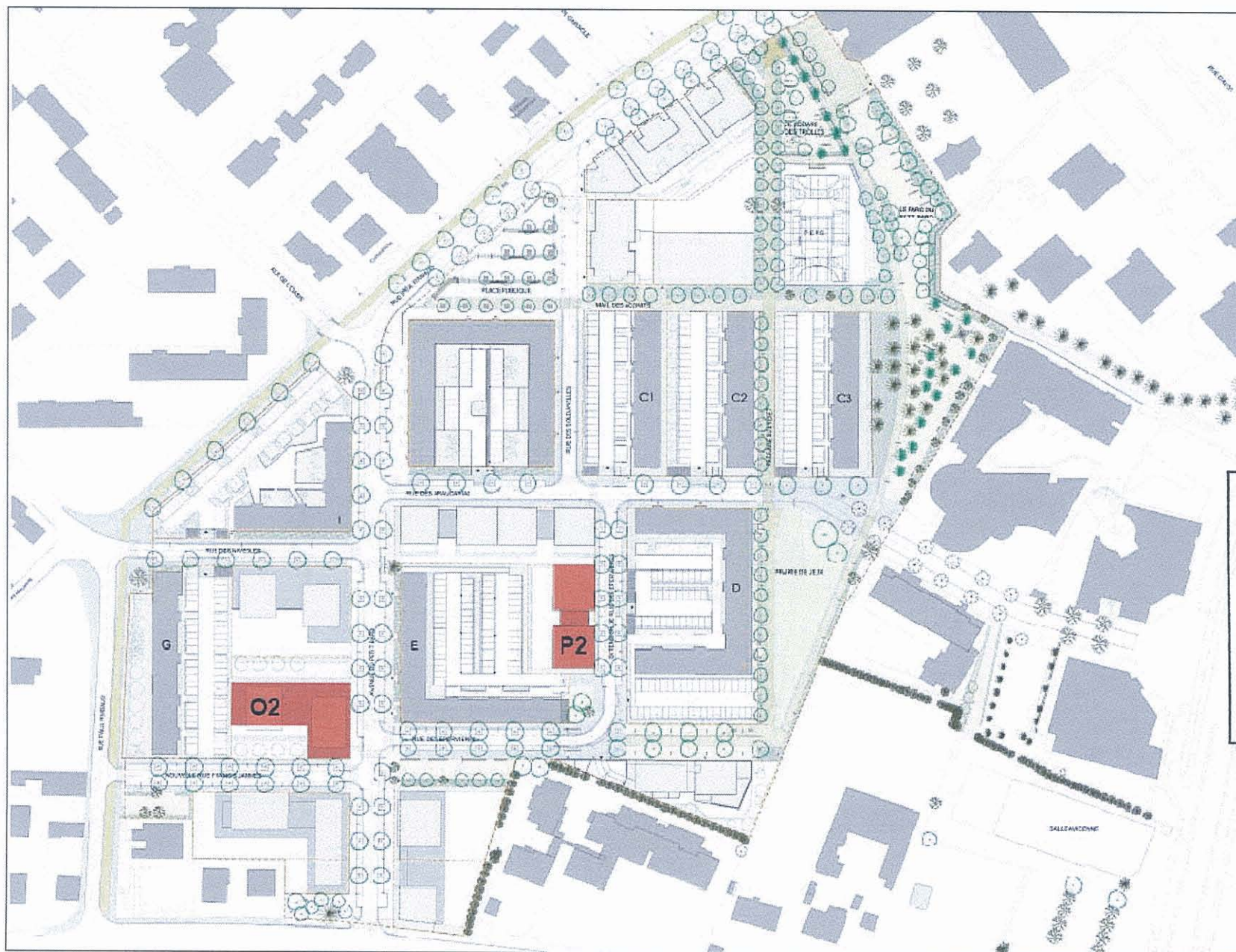
Le présent avenant est établi en 5 exemplaires originaux,

Signé à Montpellier, le

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, représentée par le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet du département de l'Hérault, et délégué territorial de l'ANRU		La Ville de Montpellier, représentée par son Maire
M. Thierry LATASTE		Mme Hélène MANDROUX

La Foncière Logement, représentée par son Président		Le bailleur ACM Office public de l'habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, représenté par son Président
M. Bruno LUCAS		M. Louis POUGET

ANNEXE 1 : Localisation des terrains cédés à Foncière Logement



PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
19 NOV. 2012
BUREAU DU COURRIER

BUREAU DU COURRIER

[illegible]

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

19 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

QUARTIER DES CEVENNES

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Copropriété Dégradée Cévennes 1 - Avenant n°2

Règlement d'intervention de la Ville - Avenant n°2

Approbation

Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre du suivi du parc immobilier privé sur le territoire communal, la Ville de Montpellier dispose depuis 2008 d'un observatoire des copropriétés. Les premiers résultats de cet « outil de veille » des copropriétés au regard de descripteurs urbains, environnementaux, sociaux et économiques ont fait apparaître des signes de fragilisation sur la copropriété des Cévennes 1. En effet cette copropriété, implantée entre l'avenue Ravaz et l'avenue Paul Rimbaud et composée de 7 bâtiments dont certains à usage mixte (habitations et commerces) construits dans les années 60, fait l'objet d'une attention soutenue de la part de la Ville de Montpellier. Regroupant 444 logements soit environ 2000 personnes, elle fonctionne au sein d'un ensemble immobilier plus vaste : la copropriété des Cévennes et connaît un niveau de dégradation qui progressivement s'amplifie.

Face à ce constat, la Ville de Montpellier a immédiatement engagé une OPAH copropriété dégradée, dispositif d'incitation à la réalisation de travaux de réhabilitation par le biais de subventions, sur la copropriété « Cévennes 1 ».

En effet, un diagnostic précis du site dans toutes ses dimensions (urbain, architectural, technique et social) a permis d'identifier plusieurs enjeux s'en insistant sur la nécessité :

- de requalifier durablement la copropriété en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mise aux normes thermiques, électriques et acoustiques,
- d'inciter à des réhabilitations complètes d'immeubles et de logements,
- de mettre en œuvre des outils financiers adaptés afin de solvabiliser les propriétaires,
- de repérer des logements indignes à l'habitation,
- de maintenir les propriétaires occupants.

Pour ce faire, l'OPAH doit permettre la réalisation des objectifs suivants :

- la réhabilitation de l'ensemble des parties communes de la copropriété,
- la réhabilitation de la moitié des logements en parties privatives soit environ 174 logements dont 70 logements locatifs et 104 logements réhabilités par des propriétaires occupants.

Pour la mise en œuvre de ce programme de réhabilitation, une convention d'OPAH de la copropriété Cévennes 1, approuvée le 3 mai 2010 par le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier, a permis de mobiliser les crédits des différents financeurs : l'ANAH, et par délégation la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

Approuvé le même jour, le règlement d'intervention de la Ville de Montpellier permet quant à lui d'engager les aides communales. Il définit notamment les bénéficiaires, les aides communales et les pièces à fournir pour les demandes d'aides et les demandes de paiements.

A ce jour, une première tranche de travaux a été approuvée sur les parties communes des bâtiments I, H et N.

Pour poursuivre cette OPAH dans les meilleures conditions, il est nécessaire d'adapter le dispositif conventionnel et le règlement d'intervention

Concernant l'aspect conventionnel et afin d'optimiser les travaux sur les parties communes des bâtiments à réhabiliter contribuant ainsi à la réduction de la précarité énergétique affectant les ménages occupants cette copropriété, la Ville et la Communauté d'Agglomération se sont rapprochées de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour dé plafonner le montant de travaux subventionnables par bâtiment initialement déterminé et le fixer à son maximum, ce que cette dernière a accepté. Dans cette perspective, des financements complémentaires ont été mobilisés et des aides à la solidarité énergétique (ASE) pour les 150 copropriétaires les plus modestes obetnues ; ils font l'objet de ce deuxième avenant à la convention d'OPAH de la copropriété "Cévennes 1".

Concernant le règlement d'intervention de la Ville, il prévoit à ce jour le versement des subventions municipales au terme des travaux et en une seule fois. Il apparaît désormais souhaitable de faire évoluer ce règlement via un avenant n°2 afin de permettre le versement d'acomptes aux syndicats de copropriété pour les travaux réalisés en parties communes.

En effet, pour les propriétaires occupants l'ingénierie financière sur laquelle repose tout l'équilibre du dispositif de réhabilitation – à savoir, d'une part, le préfinancement du montant des travaux par la SACICAP FDI évitant aux propriétaires privés d'avancer la part des travaux subventionnés par l'ANAH, la Ville, l'Agglomération et le Département et, d'autre part, les « prêts Mission sociale » à taux zéro ouvrant droit aux allocations logement accordés par la SACICAP FDI aux propriétaires occupants impécunieux pour leur permettre de payer leur reste à charge travaux – est remise en cause par les difficultés que traversent aujourd'hui le Crédit Immobilier de France (CIF Méditerranée) et FDI SACICAP. Face à ces incertitudes, une nouvelle ingénierie doit être envisagée pour mener le programme de réhabilitation à son terme. Le versement d'acomptes par l'ANAH et les collectivités en fonction de l'avancement des travaux constitue un moyen efficace pour poursuivre les réhabilitations sans mettre en péril l'équilibre financier fragile des copropriétés.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver l'avenant n°2 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Copropriété dégradée Cévennes 1 et son annexe financière jointes à la présente délibération,
- d'approuver l'avenant n°2 au règlement d'intervention de la Ville de Montpellier joint à la présente délibération,

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012 |



Copropriété CEVENNES 1

OPAH – Copropriété Dégradée

Convention pour l'amélioration de l'habitat privé
Avenant n°2

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

19 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER

Vu,

Le code de la Construction et de l'Habitation,

Le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat approuvé par arrêté interministériel du 2 février 2011,

La délibération du Conseil d'administration de l'ANAH en date du 22 septembre 2010 relative à la réforme du régime d'aides applicable aux propriétaires occupants, aux propriétaires bailleurs et à certains autres bénéficiaires,

La délibération n° 10194 du Conseil d'Agglomération du 23 juin 2011, autorisant son Président ou le Vice-Président délégué dans le domaine « Politique de la Ville, Logement, Habitat » à signer l'avenant 1,

La délibération n° du Conseil d'Agglomération du , autorisant son Président ou le Vice-Président délégué dans le domaine « Politique de la Ville, Logement, Habitat » à signer le présent avenant,

La convention de gestion des aides à l'amélioration de l'habitat, conclue entre l'Agence Nationale de l'Habitat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 30 avril 2012 et ses avenants,

La convention d'OPAH - Copropriété dégradée « Cévennes 1 » signée le 27 juillet 2010 entre la Ville, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que délégataire des aides de l'ANAH et en son nom propre, et le syndic,

L'avenant n°1 à la convention d'OPAH signée le 6 septembre 2011 entre la Ville, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que délégataire des aides de l'ANAH et en son nom propre, et le syndic,

Le Programme d'Actions Local de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'année 2012, approuvé par arrêté de son Président, en date du 16 juillet 2012 ;

L'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat en date du

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'ANAH ont mis en œuvre une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Copropriété dégradée dénommée Cévennes 1.

Ce dispositif est entré en vigueur le 27 juillet 2010, pour une durée de 5 ans.

L'avenant n°1 à la convention financière d'amélioration de l'habitat privé avait pour objet d'intégrer les priorités et le nouveau régime des aides de l'ANAH.

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte la volonté des copropriétaires de réaliser l'isolation par l'extérieur de l'ensemble des bâtiments favorisant la réduction de la précarité énergétique. Initialement cette isolation n'avait pas été prévue en dehors du bâtiment I en raison d'une mise en peinture relativement récente (6 ans) des bâtiments.

Après négociation avec l'Anah centrale, Montpellier Agglomération délégataire des aides Anah, soutenue par la Ville de Montpellier, a obtenu de déplaçonner le montant de travaux initialement prévu qui ne prenait pas en compte cette amélioration énergétique. Le plafond est ainsi porté à hauteur du plafond de droit commun. De même, Montpellier Agglomération a obtenu la mobilisation des aides à la solidarité énergétique (ASE) pour les 150 propriétaires les plus modestes de la copropriété des Cévennes (sous réserve de leur éligibilité). Ces deux mesures s'appliquent pour les bâtiments n'ayant pas commencé les travaux y compris les bâtiments déjà engagés.

Cet abondement complémentaire des aides FART, Anah et de Montpellier Agglomération par délégation, sans influence sur les aides des autres financeurs, se porte à plus de 1 000 000 € pour les 349 logements concernés dont plus de 700 000€ pouvant être mobilisé d'ici à la fin de l'année 2012.

Par ailleurs, sur crédit délégués et sur fonds propres, Montpellier Agglomération a souhaité intervenir afin de mieux financer les travaux de rénovation lourde ou de lutte contre l'habitat indigne qui donnent lieu à un conventionnement social.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : modifications apportées aux objectifs quantitatifs de la réhabilitation du parc privé

Le paragraphe relatif aux objectifs quantitatifs est modifié comme suit :

« Les objectifs quantitatifs :

L'OPAH vise à atteindre les objectifs suivants :

- Réhabilitation de l'ensemble des parties communes de la copropriété, c'est-à-dire l'ensemble des 7 bâtiments (nommés de H à N ; cf. plan en annexe) correspondant à 444 logements.
- Réhabilitation des parties privatives de **145 logements**.

Les objectifs quantitatifs concernant les parties privatives sont déclinés de la manière suivante :

104 logements réhabilités ou acquis et améliorés par des **propriétaires occupants**, faisant l'objet de travaux d'amélioration classiques, dont :

- **46 logements** occupés par des propriétaires à ressources très modestes,
- **58 logements** occupés par des propriétaires à ressources modestes et modestes à plafonds majorés,

41 logements locatifs privés, dont :

- **17 logements** à loyer intermédiaire, faisant l'objet de travaux d'amélioration,
- **19 logements** à loyer conventionné social ou très social, faisant l'objet de travaux d'amélioration
- **5 logements** à loyer conventionné social faisant l'objet de travaux lourds ou de lutte contre l'habitat indigne. »

Article 2 : modifications apportées aux engagements de la Ville de Montpellier

Dans l'article 4-1, intitulé « Les engagements de la Ville de Montpellier » de la convention sus visée, le paragraphe « Aide pour les parties communes des immeubles » est modifié comme suit :

« Aide pour les parties communes des immeubles »

La Ville s'engage à mettre en place une aide pour la réalisation des travaux sur parties communes au taux de 10%, dans la limite de 11 663 € de travaux subventionnables par logement (20 000€ pour le bâtiment I compte tenu de la nature des travaux).

L'objectif est de traiter la totalité des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété représentant 444 logements pendant 5 ans, soit un montant estimatif total de subventions de 597 039 €. »

Article 3 : modifications apportées aux engagements de l'Anah et par délégation la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Dans l'article 4-2, intitulé « Les engagements de l'ANAH et par délégation la Communauté d'Agglomération de Montpellier » de la convention sus visée :

le paragraphe « Aide au syndic pour les parties communes des immeubles » est modifié comme suit :

« L'ANAH et par délégation la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à accorder une aide financière pour la réalisation de travaux sur parties communes selon les modalités suivantes, dans la limite des dotations annuelles budgétaires disponibles.

Le montant de cette aide est de 35% + 5 % du montant des travaux subventionnés définis par le règlement de l'ANAH. Le plafond de travaux subventionnables représente un montant maximum de travaux de 8 035 000 HT pour l'ensemble de la copropriété Cévennes 1. L'aide pour le bâtiment I s'applique sur un plafond de travaux et honoraires de 20 000 € par logements. L'aide pour les bâtiments H, J, K, L, M, N s'applique sur un montant de travaux et d'honoraires plafonds de 150 000 € par bâtiments et 15 000 € par logements.

L'objectif quantitatif est de traiter l'ensemble des 7 bâtiments (nommés de H à N ; cf. plan en annexe) représentant 444 logements, soit une dépense estimative de 8 035 000 € HT pour les parties communes (travaux et honoraires compris), pour un montant estimatif de 3 214 000 € de subvention à réserver.

Par ailleurs, le Fond d'Aide à la Rénovation Thermique est mobilisé à hauteur 240 000 € pour les 150 propriétaires occupants potentiellement éligibles. »

Le paragraphe « aides aux propriétaires bailleurs pour les logements locatifs » est modifié comme suit :

"Dans la limite des dotations annuelles budgétaires disponibles, l'ANAH et par délégation la Communauté d'Agglomération de Montpellier, s'engage à accorder une aide financière, selon les modalités suivantes :

- Loyer conventionné intermédiaire : **30%** de la dépense subventionnable plafonnée à 15 000 € HT par logement pour l'amélioration des logements locatifs « dégradés »,
- Loyer conventionné social ou très social : **35%** de la dépense subventionnable plafonnée à 15 000 € HT par logement pour l'amélioration des logements locatifs « dégradés »,
- Loyer conventionné social pour des logements très dégradés ou relevant de la lutte contre l'habitat indigne : **45 %** de la dépense subventionnable d'un plafond de travaux de 1 000 €/m² assorti d'une prime de 100 €/m² dans la limite de 8 000 € par logement,

L'objectif quantitatif est de produire **17 logements à loyer intermédiaire, 19 logements à loyer social ou très social et 5 logements à loyer social nécessitant des travaux lourds ou de lutte contre l'habitat indigne soit 41 logements locatifs**, pendant 5 ans, pour un **montant estimatif total de 396 250 €** de subventions à réserver."

Article 4 : modifications apportées aux engagements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Un préambule est ajouté à l'article 4.3, intitulé « Les engagements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier » :

Les aides cumulées attribuées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne pourront excéder 10 000 € et 40 % de la dépense subventionnée par logement.

Dans l'article 4-3, intitulé « Les engagements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier » de la convention sus visée, le *paragraphe « Aide aux propriétaires bailleurs pour les logements locatifs »* est *modifié comme suit* :

"Aides aux propriétaires bailleurs pour les logements locatifs

Dans la limite des dotations annuelles budgétaires disponibles, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à accorder une aide financière, complémentaire à celle de l'Anah, pour l'amélioration des logements locatifs selon les modalités suivantes :

- Loyer conventionné intermédiaire : **10%** de la dépense HT subventionnée, dans la limite de 1 500 € de subvention par logement,
- Loyer conventionné social ou très social : **15%** de la dépense HT subventionnée, dans la limite de 2 250 € de subvention par logement,
- Loyer conventionné social pour des logements très dégradés ou relevant de la lutte contre l'habitat indigne : une prime de **100 €/m²** dans la limite de 8 000 € par logement,

L'objectif quantitatif est de produire **17 logements à loyer intermédiaire, 19 logements à loyer social ou très social et 5 logements à loyer social nécessitant des travaux lourds ou de lutte contre l'habitat indigne soit 41 logements locatifs**, pendant 5 ans, pour un montant estimatif total de **108 250 €** de subventions à réserver."

Article 5 : modifications apportées aux annexes

L'annexe financière est remplacée par les annexes du présent avenant.

Une version consolidée de la convention financière pour l'amélioration de l'habitat privé est réalisée sur la base de cet avenant.

L'Agence Nationale de l'Habitat,
et par délégation la Communauté d'Agglomération de
Montpellier, représentée par son Président,

Jean-Pierre MOURE

La Ville de Montpellier,
Représentée par son Maire,
Première Vice Présidente de Montpellier
Agglomération,

Hélène MANDROUX

La Communauté d'Agglomération de Montpellier,
représentée par son Vice-Président délégué dans le
domaine « Politique de la Ville, Logement, Habitat »,

Hervé MARTIN

Le Syndic de copropriété FDI-ICI
Mandataire de la copropriété
Représenté par son Directeur,

Alberto VIÇOSO



COPROPRIETE CEVENNES 1

OPAH Copropriété Dégradée

Règlement d'intervention Ville de Montpellier Avenant n°2

Les articles du règlement d'intervention de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat approuvée par le Conseil municipal du 27 juillet 2010 sont modifiés comme suit :

Article 1 : Le préambule est modifié comme suit :

«Préambule :

Par délibération du Conseil municipal du 03 mai 2010, une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété dégradée pour la copropriété « Cévennes 1 » a été approuvée. Elle permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH), du Département de l'Hérault, de Montpellier Agglomération et de la Ville de Montpellier.

Par délibération en date du 09 mai 2011, l'avenant n°1 de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montpellier. Celui-ci a permis la prise en compte de la réforme des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) par délibération de son conseil d'administration en date du 22 septembre 2010.

Par délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2012, l'avenant n°2 de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat a été approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier. Celui-ci a permis la prise compte des nouveaux plafonds de travaux réglementaires de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, la Ville de Montpellier a décidé de mettre en place et de financer, sur son budget, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et voire acoustiques.

Le règlement ci après définit les modalités de ce fonds. »

Article 2 : le chapitre **III) Constitution des demandes de d'engagement et du paiement des aides** du règlement d'intervention concernant les modalités d'attribution et calcul des aides la prime aux propriétaires occupants est modifié comme suit :

« III) Constitution des demandes d'engagement des aides

Toute demande fait l'objet d'un dossier instruit par l'équipe chargée de la conduite de l'OPAH.

Ce dossier comprend :

- un formulaire de demande d'aide rempli et signé par le propriétaire ou le syndic, précisant le programme de réhabilitation envisagée et les engagements souscrits inhérents à l'aide demandée,
- une copie du dossier déposé auprès du délégataire ANAH : formulaire de demande, engagement de conventionnement, plan de financement prévisionnel, avis préalable ou décision du délégataire ANAH, plans, photos, devis, attestations de propriété et de vacance, avis d'imposition pour les propriétaires occupants, ...
- une copie des autorisations d'urbanisme demandées ou un engagement à l'obtenir,
- une fiche de calcul de l'aide communale prévisionnelle,
- un avis motivé de l'équipe opérationnelle sur la recevabilité et l'intérêt du projet,
- toute autre pièce permettant de justifier la demande (exemple : compte rendu d'assemblée générale de la copropriété ayant voté les travaux, état de division de l'immeuble,...). »

Article 3 : le chapitre IV) Contrôle - remboursement des aides devient :

« IV) Constitution des demandes de paiements des aides – acomptes

Les demandes de paiement de l'aide communale seront transmises à la Mairie, par l'intermédiaire de l'équipe chargée de l'animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat qui est chargée du contrôle de l'exécution des travaux réalisés et de leur conformité au projet subventionné.

Ces demandes comprendront notamment :

- une copie des factures des travaux réalisés transmises au délégataire ANAH,
- une note précisant les éventuelles modifications intervenues entre devis et factures,
- un plan de financement définitif précisant l'ensemble des aides obtenues,
- une fiche de calcul définitif de la subvention à payer,
- une photocopie du contrat de location,
- pour les logements à loyers maîtrisés, une copie de la convention à loyer social signée entre le propriétaire et l'ANAH,
- pour les logements à loyers maîtrisés une photocopie de l'avis d'imposition du ménage locataire,
- pour les propriétaires occupants, une attestation sur l'honneur d'occupation personnelle du logement,
- un relevé d'identité bancaire.

En parties communes, des acomptes pourront être sollicités auprès de la Ville en fonction de l'avancement des travaux, dans la limite de trois versements.

Les acomptes versés ne pourront ni être inférieurs à 25%, ni être supérieurs à 70% du montant prévisionnel de la subvention octroyée.

Le solde sera sollicité à l'issue des travaux.

Après vérification du dossier par les services municipaux, le versement de l'acompte ou du solde de l'aide interviendra sous forme de virement bancaire sur le compte du demandeur.

En cas de réduction du programme de travaux, le montant de l'aide à payer sera recalculé à la baisse. Si des acomptes ont été versés, le montant de l'aide sera régularisé dans le calcul du solde.

En cas d'augmentation du programme de travaux, le montant de l'aide à payer sera plafonné sur celui notifié avant l'engagement des travaux.

En cas de non réalisation du programme retenu ou de non respect des engagements souscrits, le versement de l'aide pourra être suspendu et un courrier sera adressé au propriétaire rappelant les conditions à satisfaire pour le paiement de l'aide. En cas de refus d'obtempérer dans un délai de deux mois, la Ville pourra décider de l'annulation de l'aide. »

Article 4 : Les numéros de chapitre suivants sont modifiés comme suit :

Chapitre V) Contrôle - remboursement des aides

Seul le numéro du chapitre est modifié.

Chapitre VI) Durée d'application

Le numéro du chapitre est modifié.

Chapitre VII) Suivi de l'avancement et réorientation de l'action

Seul le numéro du chapitre est modifié.

Paragraphe VIII) Modifications du présent règlement

Seul le numéro du chapitre est modifié.

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
19 NOV. 2012
BUREAU DU COURRIER

PO éligibles		Montant des travaux et honoraires TTC		Plafond de travaux et honoraires	Dont honoraires	FART	ANAH	Ville	Montpellier Agglomération	Département	Total des Subventions	Reste à charge								
basés	nombre	Habiter mieux																		
OPAH C.D Cévennes 1																				
Parties communes																				
Syndic																				
	444	150	12 119 119 €	HT	539 147 €	ASEF sur PO éligibles	3 214 000 €	Plafond legs	€	€	4 051 039 €	€								
Bâtiment H	35	25	997 130 €	675 000 €	55 655 €	1 600 €	240 000 €	11 663 €	-€	-€	8 068 080 €	sur TTC								
Bâtiment I	95	sans objet	2 060 215 €	1 900 000 €	0 €	S.O.	40 000 €	40 821 €	-€	-€	646 309 €	sur TTC								
Bâtiment J	56	22	1 486 212 €	1 300 000 €	92 263 €	1 600 €	35 200 €	20 000 €	-€	-€	950 000 €	sur TTC								
Bâtiment K	90	40	2 467 100 €	1 500 000 €	153 400 €	1 600 €	64 000 €	11 663 €	-€	-€	989 699 €	sur TTC								
Bâtiment L	80	41	2 134 923 €	1 350 000 €	129 436 €	1 600 €	65 600 €	11 663 €	-€	-€	1 698 133 €	sur TTC								
Bâtiment M	24	7	931 288 €	510 000 €	56 538 €	1 600 €	11 200 €	27 991 €	-€	-€	698 904 €	sur TTC								
Bâtiment N	64	15	2 042 244 €	1 110 000 €	111 855 €	1 600 €	24 000 €	11 663 €	-€	-€	688 097 €	sur TTC								
Parties privatives (Objectif près de 36%)																				
	140	32%		1 980 000 €			673 250 €	75 000 €	212 250 €	5 403 €	965 903 €	sur plafond								
PO (1)																				
Ressources modestes ou plafond majoré	58			580 000 €			116 000 €	29 000 €	5%	10%	203 000 €	sur plafond								
Ressources très modestes	46			460 000 €			161 000 €	46 000 €	10%	10%	253 000 €	sur plafond								
PB (2)																				
Loyer Conventionné Intermédiaire	17			285 000 €			76 500 €			10%	102 000 €	sur plafond								
Loyer Conventionné Social ou Très Social	19			285 000 €			99 750 €			15%	142 500 €	sur plafond								
Loyer Conventionné Social ou Très Social	5			400 000 €			220 000 €	45%+100€/m²	40 000 €	100€/m²	260 000 €	sur plafond								
											5 403 €									
TOTAL HT											5 403 €									
TOTAL TTC											5 016 942 €									
TOTAL HT											5 016 942 €									
TOTAL TTC											5 016 942 €									

* Acte à la Solidarité Energétique

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Crèche multi accueil "les Enfantsines"

Mise à disposition de locaux à l'Association Languedocienne pour la Jeunesse

Françoise PRUNIER rapporte :

Dans le cadre de sa politique de petite enfance, la Ville de Montpellier poursuit le développement de son offre d'accueil des jeunes enfants sur le territoire. C'est dans ce but que, par délibération du 26 mars 2012, le Conseil Municipal a autorisé la réalisation de travaux de rénovation de locaux appartenant à la Ville, situés dans le quartier Aubes-Pompignane, au 35 rue André Malraux, pour y aménager un multi accueil de jeunes enfants.

A l'issue de cette rénovation, les locaux seront mis à disposition de l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ), dont le siège est situé 2256 route de Mende à Montpellier, moyennant une redevance annuelle de 10800 €. Soit un montant minoré de 9 000 € par rapport à la valeur locative annuelle évaluée à 19 800 €. Cette redevance étant constitutive d'une subvention annuelle en nature, elle devra être à la fois reportée sur le compte administratif de la Ville de Montpellier et dans les comptes annuels de l'association. Cependant, la mise à disposition sera consentie à titre gratuit pendant le mois qui précèdera l'ouverture de l'établissement au public afin d'en permettre l'équipement intérieur.

Compte tenu de la superficie des locaux (180 m²), 15 places d'accueil, au lieu des 10 places initialement prévues, seront créées en horaires élargis. La crèche « Les enfantsines », pourra ainsi accueillir les enfants du quartier de 7h à 19h30 du lundi au vendredi.

L'action fera l'objet d'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, de façon à intégrer 15 places au lieu de 10.

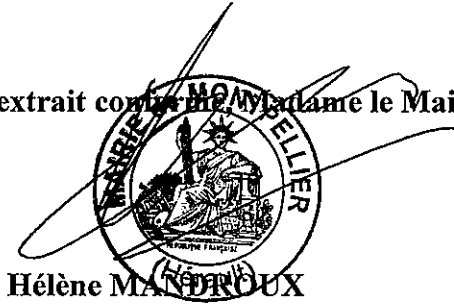
Compte tenu des dispositions explicitées ci-dessus, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le principe de la réalisation d'un multi accueil de 15 places dans ces locaux,

- de solliciter les demandes d'aide à l'investissement les plus larges possibles auprès des organismes compétents,
- d'approuver la mise à disposition à titre gratuit pendant le mois qui précèdera l'ouverture au public
- d'approuver la redevance annuelle minorée à 10 800 € et de porter la subvention annuelle en nature d'un montant de 9 000 € au compte administratif de la Ville de Montpellier
- d'approuver la convention de mise à disposition du domaine public de la Ville jointe en annexe
- de prévoir le financement municipal de ces places au titre d'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 et d'approuver les termes de la convention de partenariat qui prévoit les modalités de financement de cet établissement,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire



Publiée le : 13/11/2012

58803

**CONVENTION POUR L'INTERVENTION DES EDUCATEURS TERRITORIAUX
DE LA VILLE DE MONTPELLIER
EN EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE**

2012/ 2013

Considérant :

- Le Code du Sport N° 2000- 627 du 6/07/2000, modifiant la loi N° 84-610 du 16/07/84 relative à l'organisation et la pratique des activités physiques et sportives, les articles relatifs à la conformité des établissements d'accueil et les articles L100-1 à L425-12 et R112-1 à R427-1 et A121-1 à A425-5
- La circulaire n°92-196 Education Nationale du 3 juillet 1992 : "Participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires"
- La circulaire n°2000-075 du 31-5-2000 / BO n° 22 du 8-06-2000) : "Test nécessaire avant la pratique des sports nautiques"
- Le code du sport, articles L322-1 à L322-6 relatifs à la conformité des établissements d'accueil
- La circulaire 99136 du 21-9-99 : "Organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques"
- L'arrêté du 16/12/04 modifié par l'arrêté du 23/05/06 précisant la liste des diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement et l'animation des activités physiques
- L'arrêté du 09/06/08: "Programmes d'enseignement de l'école primaire"

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par son maire, Mme **Hélène MANDROUX**

et

Le Directeur académique des services de l'éducation nationale, M. **Philippe WUILLAMIER**, D.S.D.E.N. de l'Hérault,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : EXPOSE DES MOTIFS

La présente convention définit :

- Les principes d'organisation et de fonctionnement du partenariat
- Les limites de compétence, de responsabilité et d'intervention de chacune des parties dans le domaine de l'éducation physique et sportive.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

A - Rappel des principes

1. L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale. Toutefois dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique d'une école à la demande et sous la responsabilité de cette dernière (Cf. Loi 2003-339 du 14/04/03).

Chaque séance est assurée à la fois par l'enseignant et par l'intervenant extérieur.

2. Toute rencontre sportive inter écoles devra se faire dans le cadre de la convention spécifique Ville de Montpellier/USEP/DSDEN signée par toutes les parties. Le projet aura été préalablement transmis au délégué départemental de l'USEP (Cf. Annexe II).

3. La Ville de Montpellier apporte son soutien à l'Education Nationale par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériel et par l'intervention des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (ETAPS). Cette contribution est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 67 700 € (salaires et achat de matériel pédagogique).

B - Conditions générales d'organisation

1. La Ville de Montpellier propose une aide aux enseignants des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier pour l'enseignement de l'EPS.

- Des interventions sont possibles à hauteur de deux modules par école.
- Lorsque des interventions supplémentaires sont rendues possibles, elles sont de façon concertée entre les deux parties

Les Educateurs Territoriaux des APS interviennent durant l'année scolaire sur divers sites de la commune :

- Un site nautique : Maison du Lez (Annexe 2)
- Les équipements sportifs de la ville de Montpellier, plateaux EPS situés dans ou hors de l'école, stades, gymnases, espaces verts...

Lorsque les conditions matérielles dans l'école sont satisfaisantes, l'enseignement se déroule sur place. Lorsqu'un projet spécifique d'intervention est proposé en dehors de l'école, sa validation est faite par l'IEN concerné.

2. Les Conseillers Pédagogiques de chaque circonscription réceptionnent les demandes des enseignants pour l'intervention d'un ETAPS dans leur classe.

La DSDEN s'engage à transmettre ces demandes avant la fin de l'année scolaire en cours pour l'année scolaire suivante, après avis des Inspecteurs de l'Education Nationale des cinq circonscriptions de Montpellier.

3. Une commission technique mixte, Ville de Montpellier- Education Nationale est mise en place. Elle est composée de : conseillers pédagogiques de circonscription, de conseillers pédagogiques départementaux, de représentants de la Ville de Montpellier. C'est une instance d'organisation, de régulation et de concertation qui se réunira au moins deux fois par an.

4. L'année scolaire est organisée en trois périodes. La durée de l'intervention d'un Educateur Territorial des APS ne peut excéder un module de 10 séances par classe au cours de l'année scolaire.

5. Le choix de l'activité physique et sportive appartient à l'enseignant sur la base de celles arrêtées par la direction du Service des Sports et la DSDEN. Un éclairage technique pourra être apporté par les ETAPS afin de proposer des contenus pédagogiques en concertation avec les enseignants. Les documents élaborés en commun et destinés à être diffusés porteront le logo des deux partenaires.

6. En cas d'annulation d'une séance (absence d'un intervenant, impossibilité pour la classe de se rendre sur le lieu de pratique, conditions météorologiques défavorables...), celui qui en est à l'initiative est tenu d'avertir l'autre partie le plus tôt possible. Lorsque les conditions le permettent l'Educateur Territorial se déplace pour assurer la séance dans l'école.

Suivant les cas :

- Lorsqu'il est à l'origine de l'annulation, l'enseignant prévient le Service des Sports de la Ville de Montpellier afin que les ETAPS en soient informés.
- Le Service des Sports de la Ville de Montpellier prévient les écoles concernées en cas d'annulation de la séance avec un ETAPS.

Dans tous les cas, il appartient aux enseignants d'alerter la compagnie de transport.

ARTICLE 3 : AGREMENT DES INTERVENANTS EXTERIEURS

Les personnes susceptibles d'obtenir l'agrément de l'inspecteur d'Académie sont les suivantes :

- Les personnels territoriaux titulaires :
 - Les éducateurs et conseillers territoriaux des activités physiques et sportives
 - Les opérateurs de la filière sportive, intégrés à la constitution initiale du cadre d'emploi d'avril 1992Pour l'enseignement de la Voile, le Certificat d'Aptitude à l'Enseignement de la Voile (C.A.E.V.) ou la validation d'une formation dans la discipline sont exigés.
- Les personnels contractuels détenteurs d'un brevet d'Etat sont habilités à intervenir uniquement dans la discipline pour laquelle ils sont diplômés.

ARTICLE 4 : RÔLE ET RESPONSABILITE DES INTERVENANTS EXTERIEURS

Dispositifs prévus par la Circulaire n° 92 196 du 3 Juillet 1992 :

1 Classe organisation habituelle	1 Classe organisation exceptionnelle	1 Classe organisation exceptionnelle
1 seul groupe	2 ou plusieurs groupes L'enseignant a en charge un des groupes	L'enseignant n'a en charge aucun groupe particulier
Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance et contrôle effectivement son déroulement.	Dans ce cas, certains groupes d'élèves sont encadrés par au moins un intervenant et l'un de ces groupes est pris en charge par le maître. L'enseignant n'a pas à assurer le contrôle du déroulement de la séance. Son action consiste à définir préalablement l'organisation générale de l'activité avec une répartition précise des tâches et procède a posteriori à son évaluation.	Dans ce cas, chaque groupe est encadré par au moins un intervenant. Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance, procède au contrôle successif du déroulement de la séance dans les différents groupes et à la coordination de l'ensemble.

Dans ces trois situations, il appartient à l'enseignant, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité.

La responsabilité civile des intervenants mis à disposition par la collectivité territoriale est couverte par l'assurance de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE SECURITE

- Chaque lieu d'accueil doit être en conformité avec les articles L322-1 à L322-6 du code du sport.
- Conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident : l'enseignant reste maître des dispositions à prendre relatives aux interventions d'urgence.
Il convient de se référer à la circulaire départementale sur les accidents scolaires à consulter sur le site Internet de la DSDEN :
<http://www.ac-montpellier.fr/sections/ia34/vie-eleve/vie-eleve/accidents-scolaires-1er>
- Des dispositions particulières sont à respecter en Voile (cf. annexe I).

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention signée au début de l'année scolaire a une durée d'un an. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis de trois mois.

A Montpellier, le

A Montpellier, le 01 / 10 / 2012

Hélène MANDROUX
Maire de Montpellier

Le Directeur académique
des services de l'éducation nationale,
D.S.D.E.N. de l'Hérault

ANNEXE I

Liste des écoles bénéficiant de l'intervention des éducateurs territoriaux des APS de la Ville de Montpellier

Année 2012 - 2013

Circonscription de Montpellier Est :

Dr Calmette – A Comte – Condorcet – J.D'arc – C. Daviler – J. Ferry – S. Freud – Gambetta –
Lamartine – J. Mermoz – B. Morisot – J. Moulin – P. Painlevé – B. Pascal – Périclès – Pottier – J.
Sibélius – J. Verne – J. Zay -

Circonscription de Montpellier Ouest :

Heidelberg – Louisville – Bolivar – Balard – S. Senghor – Bouloche – Roosevelt – L. Malet -

Circonscription de Montpellier Nord :

L. Armstrong – J. Daubié – J. Delteil – M. Bloch – Galilée – Kurosawa – E. Combes – C. Baudelaire – M.
Curie – Sévigné – Rabelais -

Circonscription de Montpellier Sud :

F. Bazille – J. Brel – Voltaire – C. Dickens – Diderot – Garibaldi – V. Hugo – J. Jaurès – J. Macé –
Ronsard – A. Savary – G. Simenon – J. Simon – V. Schoelcher – M. de L'Hospital – O. de Gouges – W.
Churchill -

Circonscription de Montpellier ASH :

Spinoza – D. Alighieri – Sun Yat Sen – Langevin -

ANNEXE A LA CONVENTION POUR L'INTERVENTION DES EDUCATEURS
TERRITORIAUX DE LA VILLE DE MONTPELLIER
EN EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

ANNEXE III

**CONDITIONS GENERALES D'ORGANISATION
DES RENCONTRE SPORTIVES DE FIN DE MODULE**

2012 / 2013

BASES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

- Circulaire Education Nationale : Sorties scolaires n° 99136 du 21/09/99
- Charte Départementale des Intervenants Extérieurs de la DSDEN de l'Hérault (Septembre.2012)

PRINCIPES D'ORGANISATION

1. Aucune rencontre sportive de fin de module ne sera programmée sans une concertation préalable avec les Conseillers Pédagogiques des circonscriptions concernées.
2. Pour toute rencontre sportive, un dossier de présentation sera remis par le service des Sports aux Conseillers Pédagogiques et au délégué départemental de l'Union Sportive de l'Enseignement Primaire (USEP). Le rôle de chacun sur le terrain y sera précisé.
3. Lorsque la rencontre est programmée sur une demi-journée, le regroupement n'excèdera pas 8 classes.
4. Lorsque la rencontre est programmée sur une journée, le regroupement n'excèdera pas 16 classes.
5. Pour chaque classe, la rencontre sera programmée en priorité le même jour de la semaine que celui où interviennent habituellement les Educateurs Territoriaux des APS.
6. L'activité pratiquée lors de la rencontre sera la même que celle enseignée au cours du module d'enseignement effectué en partenariat avec les Educateurs Territoriaux des APS.
7. Ne seront transportées en bus que les classes qui le sont habituellement pour rejoindre le site sur lequel se sont déroulées les séances du module d'apprentissage.
8. Les rencontres se dérouleront sur les installations sportives de proximité.

58803

CONVENTION POUR L'INTERVENTION DES EDUCATEURS TERRITORIAUX
DE LA VILLE DE MONTPELLIER
EN EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

2012/ 2013

Considérant :

- Le Code du Sport N° 2000- 627 du 6/07/2000, modifiant la loi N° 84-610 du 16/07/84 relative à l'organisation et la pratique des activités physiques et sportives, les articles relatifs à la conformité des établissements d'accueil et les articles L100-1 à L425-12 et R112-1 à R427-1 et A121-1 à A425-5
- La circulaire n°92-196 Education Nationale du 3 juillet 1992 : "Participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires"
- La circulaire n°2000-075 du 31-5-2000 / BO n° 22 du 8-06-2000) : "Test nécessaire avant la pratique des sports nautiques"
- Le code du sport, articles L322-1 à L322-6 relatifs à la conformité des établissements d'accueil
- La circulaire 99136 du 21-9-99 : "Organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques"
- L'arrêté du 16/12/04 modifié par l'arrêté du 23/05/06 précisant la liste des diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement et l'animation des activités physiques
- L'arrêté du 09/06/08: "Programmes d'enseignement de l'école primaire"

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par son maire, Mme **Hélène MANDROUX**
et

Le Directeur académique des services de l'éducation nationale, **M. Philippe WUILLAMIER**, D.S.D.E.N.
de l'Hérault,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : EXPOSE DES MOTIFS

La présente convention définit :

- Les principes d'organisation et de fonctionnement du partenariat
- Les limites de compétence, de responsabilité et d'intervention de chacune des parties dans le domaine de l'éducation physique et sportive.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

A - Rappel des principes

1. L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale. Toutefois dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique d'une école à la demande et sous la responsabilité de cette dernière (Cf. Loi 2003-339 du 14/04/03).

Chaque séance est assurée à la fois par l'enseignant et par l'intervenant extérieur.

2. Toute rencontre sportive inter écoles devra se faire dans le cadre de la convention spécifique Ville de Montpellier/USEP/DSDEN signée par toutes les parties. Le projet aura été préalablement transmis au délégué départemental de l'USEP (Cf. Annexe II).

3. La Ville de Montpellier apporte son soutien à l'Education Nationale par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériel et par l'intervention des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (ETAPS). Cette contribution est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 67 700 € (salaires et achat de matériel pédagogique).

B - Conditions générales d'organisation

1. La Ville de Montpellier propose une aide aux enseignants des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier pour l'enseignement de l'EPS.

- Des interventions sont possibles à hauteur de deux modules par école.
- Lorsque des interventions supplémentaires sont rendues possibles, elles sont de façon concertée entre les deux parties

Les Educateurs Territoriaux des APS interviennent durant l'année scolaire sur divers sites de la commune :

- Un site nautique : Maison du Lez (Annexe 2)
- Les équipements sportifs de la ville de Montpellier, plateaux EPS situés dans ou hors de l'école, stades, gymnases, espaces verts...

Lorsque les conditions matérielles dans l'école sont satisfaisantes, l'enseignement se déroule sur place. Lorsqu'un projet spécifique d'intervention est proposé en dehors de l'école, sa validation est faite par l'IEN concerné.

2. Les Conseillers Pédagogiques de chaque circonscription réceptionnent les demandes des enseignants pour l'intervention d'un ETAPS dans leur classe.

La DSDEN s'engage à transmettre ces demandes avant la fin de l'année scolaire en cours pour l'année scolaire suivante, après avis des Inspecteurs de l'Education Nationale des cinq circonscriptions de Montpellier.

3. Une commission technique mixte, Ville de Montpellier- Education Nationale est mise en place. Elle est composée de : conseillers pédagogiques de circonscription, de conseillers pédagogiques départementaux, de représentants de la Ville de Montpellier. C'est une instance d'organisation, de régulation et de concertation qui se réunira au moins deux fois par an.

4. L'année scolaire est organisée en trois périodes. La durée de l'intervention d'un Educateur Territorial des APS ne peut excéder un module de 10 séances par classe au cours de l'année scolaire.

5. Le choix de l'activité physique et sportive appartient à l'enseignant sur la base de celles arrêtées par la direction du Service des Sports et la DSDEN. Un éclairage technique pourra être apporté par les ETAPS afin de proposer des contenus pédagogiques en concertation avec les enseignants. Les documents élaborés en commun et destinés à être diffusés porteront le logo des deux partenaires.

6. En cas d'annulation d'une séance (absence d'un intervenant, impossibilité pour la classe de se rendre sur le lieu de pratique, conditions météorologiques défavorables...), celui qui en est à l'initiative est tenu d'avertir l'autre partie le plus tôt possible. Lorsque les conditions le permettent l'Educateur Territorial se déplace pour assurer la séance dans l'école.

Suivant les cas :

- Lorsqu'il est à l'origine de l'annulation, l'enseignant prévient le Service des Sports de la Ville de Montpellier afin que les ETAPS en soient informés.
- Le Service des Sports de la Ville de Montpellier prévient les écoles concernées en cas d'annulation de la séance avec un ETAPS.

Dans tous les cas, il appartient aux enseignants d'alerter la compagnie de transport.

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier

Patrick VIGNAL rapporte :

La Ville de Montpellier dans le cadre de la réussite éducative, a toujours affirmé son engagement fort envers les jeunes. La pratique sportive s'inscrit dans le projet de socialisations et permet ainsi d'organiser des partenariats.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique.

La Ville de Montpellier apporte son soutien à l'Education Nationale par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériel et par l'intervention de 15 éducateurs et opérateurs territoriaux, soit 3 300 heures annuelles.

Ce personnel municipal intervient sur des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier. Les conditions générales de l'organisation des interventions, les agréments nécessaires, les responsabilités et les conditions de sécurité sont ainsi fixées.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 67 700 € (salaires et achat de matériel pédagogique).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville dans le temps scolaires pour l'année 2012-2013 ;

- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités d'E.P.S. eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 67 700 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial Municipal à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 13/11/2012

CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR

2011 / 2012

Valorisation des créneaux

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombres d'heures	Tarification horaire	Montant valorisable
27	ESCALADE(C.DEP)	ESCALADE	MUR ACHILLE	6HX33=198 H	41,70 €	8 256,60 €
28	FED.MTP.FOOT A 7	FOOT	FOURCADE	12HX33=396 H	36,65 €	14 513,40 €
29	TITZPATRICK'S	FOOT	GRAMMONT8	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
30	GOLF CLUB DEFENSE	GOLF	GRAMMONT 10	4HX33=132 H	36,65 €	4 837,80 €
31	GROUPE DECISION	FOOT	GRAMMONT 10	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
32	IBM FOOT	FOOT	GRAMMONT 11	2HX33 = 66H	36,65 €	2 418,90 €
33	IDALIO POLVA E.S.	FOOT	P.VALERY	8HX33=264 H	36,65 €	9 675,60 €
34	INTER	FOOT	P.VALERY	4HX33=132 H	36,65 €	4 837,80 €
35	JEUNESSE SANS FRONTIERES	FOOT	MOSSON 3	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
36	JMF	FOOT	MOSSON 1	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
37	JOGA	FOOT	GRAMMONT 10	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
38	JUVENTUS	FOOT	GRAMMONT 2	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
39	LAGON MAYOTTE	FOOT	GRAMMONT 2	4HX33=132 H	36,65 €	4 837,80 €
40	LEMASSON	FOOT	GIAMBRONE	28HX33=924 H	36,65 €	33 864,60 €
41	LIGUE TENNIS	FOOT	GRAMMONT 11	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
42	LOCOMOTIV ROGER	FOOT	PÈRE PREVOST	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
43	LOS VALENTS	RUGBY	SABATHE	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
44	LUNARET	FOOT	MAIL DES ABBES	25HX33=825 H	36,65 €	30 236,25 €
45	MARGERIDE	FOOT	GRAMMONT 2	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
46	MAM	ATHLET.	PHILIPPIDES - MONTCALM-DELYLLE	40H30X33=1336H30	36,65 €	62 548,20 €
47	M.BEACH VOLLEY	BEACH V.	BEACH BEAL	54HX33=1782 H	7,20 €	12 830,40 €
48	MUC BASEBALL	BASEBALL	VEYRASSI	50H30X33=1666H30	36,65 €	61 077,23 €
49	MTP.FOOT AMER.	FOOT AMER.	VEYRASSI	24H30X33=808H30	36,65 €	29 631,53 €
50	MHRC	RUGBY	SABATHE + MOSSON 4	36H30X33=1204H30	36,65 €	44 144,93 €
51	MHSC	FOOT	GRAMMONT 9 et 11	23HX33=759 H	36,65 €	27 817,35 €
52	MTP.XIII	RUGBY A XIII	SABATHE et MOSSON	22HX33=726 H	36,65 €	26 607,90 €

CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR

2011 / 2012

Valorisation des créneaux

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombres d'heures	Tarification n horaire	Montant valorisable
53	MUTUELLE DES MOTARDS	FOOT	MOSSON 2	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
54	MUC FOOT	FOOT	VEGA + JEU DE MAIL	25H30X33=841H30	36,65 €	30 840,98 €
55	OL.MTP.MILLENAIRE	FOOT	GRAMMONT 11	4HX33=66 H	36,65 €	4 837,80 €
56	NEM (F.C.)	FOOT	CHOLET	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
57	OUTRE MER	FOOT	GRAMMONT 1	4HX33=132H	36,65 €	4 837,80 €
58	PAILLADE MERCURE	FOOT	MOSSON 1 et 4	6HX33=198 H	36,65 €	7 256,70 €
59	PARALYSES DE France	DIVERS	PEPS GRAMMONT	6HX33=198 H	7,20 €	1 425,60 €
60	PETIT BARD	FOOT	BEL AIR et DELYLLE	47HX33=1551 H	36,65 €	56 844,15 €
61	POLICE MTP.	FOOT et RUGBY	GRAMMONT 1 et 9	4HX33=132 H	36,65 €	4 837,80 €
62	POMPIERS MONTAUBEROU	FOOT et RUGBY	GRAMMONT 9	8HX33=264 H	36,00 €	9 504,00 €
63	POLICE MUNICIPALE	FOOT	GRAMMONT 2	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
64	POLYTECH	FOOT	MOSSON 1 ET 3	4HX33=132H	36,65 €	4 837,80 €
65	POMPIGNANE (E.S.)	FOOT	GRAMMONT 11 ET POMPIGNANE	6HX33=198 H	36,65 €	7 256,70 €
66	PTT (AS)	FOOT	GRAMMONT 9,10 et 11	50H30X33=1666H30	36,65 €	61 077,23 €
67	REPRISE DE VOLEE	FOOT	GRAMMONT 2 et 10	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
68	ROLL SCHOOL	ROLLER	GRAMMONT	6HX33=198 H	41,70 €	8 256,60 €
69	SDIS (Pompiers)	FOOT	GRAMMONT 8 + MOSSON 3 ET 4	16HX33=528H	36,65 €	22 440,00 €
70	ST MARTIN GAZELEC (AS)	FOOT	BEAL et GRANIER	27HX33=891H 18HX33=594H	36,65 7,20	36 931,95 €
71	SOLIDARITE DOM TOM	FOOT	MOSSON 2	4HX33=132 H	36,65 €	4 752,00 €
72	SOURDS DE MTP.	FOOT	GRAMMONT 8	4HX33=132 H	36,65 €	4 837,80 €
73	SP.ADAPTE (COM. DEP.)	FOOT	BEAL B	2HX33=66 H	7,20 €	475,20 €
74	SPORT TAMBOURIN CLUB MTP.	TAMBOUR.	MONTCALM	13HX33=429 H	36,65 €	15 722,85 €
75	SUD DE FOOT	FOOT	GRAMMONT 11	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
76	SUP DE CO (B.D.S.)	FOOT et RUGBY	MOSSON 2 ET MOSSON RUGBY	4HX33=132H	36,65 €	4 837,80 €
77	TCHOUMO VEGA	FOOT	JEU DE MAIL	4HX33=132 H	36,65 €	4 837,80 €

CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR**2011 / 2012****Valorisation des créneaux**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombres d'heures	Tarification n horaire	Montant valorisable
78	TUNISIENNE (E.S.)	FOOT	GRAMMONT 11	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
79	UFOLEP FOOT	FOOT	GRAMMONT , MOSSON et FAYARD	14HX33=462 H	36,65 €	16932,730 €
80	UNION MTP. DEVELOPPEMENT	FOOT	MOSSON et GEMEAUX	12HX33=396 H	36,65 €	14 513,40 €
81	UNIVERSITE II (A.S.)	FOOT	JEU DE MAIL	2HX33=66H	36,65 €	2 418,90 €
82	UNSS	ATHLET. et FOOT	DELYLLE et MOSSON 3	6HX33=198 H	36,00 €	7 256,70 €
	TOTAL					1 166 775,80 €

VALORISATION INSTALLATIONS COUVERTES
2012/2013

Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'heures	Montant valorisable
Montpellier Badminton	Badminton	Gymnase Les garrigues + PUS Veyrassi	23h x 33 = 759h	35521,20
IBM Badminton	Badminton	Gymnase Bessière	4h x 33 = 132h	6177,60
AEMM (Mahorais)	Basket	Gymnase Gambardella	3h x 33 = 99h	4633,20
ARECREE	Basket	Gymnase Ramel	4h30 x 33= 148h30	6949,80
ASPTT BASKET	Basket	Gymnases Le hetet et G. Frêche	15h30 x 33 = 511h30	23938,20
Goree basket Club	Basket	Gymnase Ramel	4h30 x 33= 148h30	6949,20
Basket Lattes Montpellier	Basket	Gymnases cerdan et Jouanique	22h30 x 33 = 1553h	49280,40
Croix d'argent Basket	Basket	Gymnases Couderc, Gambardella et Olympie	45h30 x 33= 1501h30	70270,20
Montpellier Basket Mosson	Basket	Palais des Sports Coubertin et gymnase Bouin	22h30 x 33 = 67h30	3159,00
Montpellier Handiplus	Basket	Gymnase rimbaud	2h 33 = 66h	3088,80
MUC Basket	Basket	Gymnases Cerdan et Ramel	4h x 33 = 132h	6177,60
Montpellier Beach Volley	Beach Volley ball	Beach la rauze couvert	58h x 33 = 1914h	89575,20
Collectif Rue Pierre Cardinal	Divers	Dojo gymnase Les garrigues	4h x 33 = 132h	6177,60
Cirque Balthazar	Divers	Gymnase ramel	2h 33 = 66h	3088,80
L'Horizon	Divers	Gymnase et dojo Jouanique	6h x 33 = 198h	9266,40
Montpellier Culture sport adapté	Divers	salle dojo Babote et futsal Batteux	8h45 x 33 = 288h45	13513,50
Montpellier Monocycle	Divers	Salle futsal Batteux	3h x 33 = 99h	4633,20
Association football de table Montpellier	Divers	Salle ferrari	8h x 33 = 264 h	1900,80
AJPPN Futsal	Foot salle	Salle et dojo Les garrigues	8h x 33 = 264h	12355,20
ASPTT Foot	Foot salle	Salle futsal Batteux	2h x 33 = 66h	3088,80
AS Cévennes	Foot salle	Gymnase et dojo Jouanique	21h x 33 = 693h	32432,40
ASEM Foot salle	Foot salle	Gymnase rimbaud et salle futsal batteux	7h30 x 33 = 247h30	11583,00
ATLAS Paillade	Foot salle	salle batteux et gymnase Rimbaud	4h x 33 = 132h	6177,60

**VALORISATION INSTALLATIONS COUVERTES
2012/2013**

Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'heures	Montant valorisable
Education Jeunesse Developpement EJD	Foot salle	Salle futsal Batteux	2h x 33 = 66h	3088,80
Energie Paillade	Foot salle	Gymnase Bouin	2h x 33 = 66h	3088,80
Idalio Polva	Foot salle	Gymnase Cerdan	3h x 33 = 99h	4633,20
Génération Millénaire Futsal	Foot salle	Gymnase Bessière	4h x 33 = 132h	6177,60
FC Petit bard	Foot salle	Gymnases ostermeyer et batteux	4h x 33 = 132h	6177,60
FOMO	Foot salle	Gymnase Batteux	2h x 33 = 66h	3088,80
Montpellier Agglo Futsal	Foot salle	Gymnase Bouin et salle Futsal Batteux	6h x 33 = 198h	9266,40
Montpellier Futsal	Foot salle	salle futsal Batteux	2h x 33 = 66h	3088,80
Montpellier Petit bard Foot salle	Foot salle	Gymnases Cerdan, batteux	11h x 33 = 363h	16988,40
Paillade Mercure	Foot salle	Gymnase Les garrigues	2h x 33 = 66h	3088,80
Sport insertion jeunes	Foot salle	Gymnase Busnel	4h x 33 = 132h	6177,60
Stade Lunaret	Foot salle	Gymnase Bessière	4h x 33 = 132h	6177,60
UFOLEP 34	Foot salle	Gymnases Bouin et salle futsal Batteux	6h30 x 33 = 214h30	10038,60
Appel du geste actuel	Gym - Danse	Salle gym le hetet	5h30 x 33 = 181h30	8494,20
APRRES Montpellier	Gym - Danse	Salle futsal Batteux	2h x 33 = 66h	3088,80
As PSOAS	Gym - Danse	Salle danse Babote	3h x 33 = 99h	4633,20
AS SADHANA	Gym - Danse	Salle gym le hetet	2h x 33 = 66h	3088,80
ASPTT GYM	Gym - Danse	Gymnase et salle Le hetet	37h15 x 33 = 1229h25	40565,25
CAC St François	Gym - Danse	salle dojo Babote	2h x 33 = 66h	3088,80
CEP Montpellier Gym	Gym - Danse	salle louis Nègre	46h x 33 = 1518h	71042,40
D'un monde à l'autre	Gym - Danse	salle dans et dojo La babote	8h x 33 = 264h	12355,20
FFEPGV Section Mas de Tesse	Gym - Danse	gymnase ostemeyer	2h30 x 33 = 82h30	3861,00

**VALORISATION INSTALLATIONS COUVERTES
2012/2013**

Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'heures	Montant valorisable
FODEEP	Gym - Danse	Salle Dojo La babote	2h x 33 = 66h	3088,80
GEM Gambetta	Gym - Danse	Salle Dojo La babote	3h x 33 = 99h	4633,20
GV Cévennes	Gym - Danse	gymnase Duncan	7h x 33 = 231h	10810,80
Gym relax	Gym - Danse	Salle danse Babote	12h x 33 = 396h	18532,80
Gym suédoise Montpellier	Gym - Danse	salle danse Babote	1h30 x 33 = 49h30	2316,60
IBM Yoga	Gym - Danse	Dojo gymnase Bessière	4h x 33 = 132h	6177,60
KARAKWELA	Gym - Danse	Gymnase Ramel	6h x 33 = 198h	9266,40
La garriga	Gym - Danse	salle Blanchard	5h30 x 33 = 181h30	8494,20
Les gazelles d'orient	Gym - Danse	salle dans la Babote	5h x 33 = 165h	7722,00
Les Orientales	Gym - Danse	salle danse et dojo la babote	8h30 x 33 = 280h30	13127,40
MAA'TI	Gym - Danse	salle danse La babote	4h x 33 = 132h	6177,60
Majorette Paillade les Impériales	Gym - Danse	Gymnase Bouin	1h30 x 33 = 49h30	2316,60
Majors girls	Gym - Danse	Gymnase Bessière et olympie	4h30 x 33= 148h30	6946,80
Montpellier GRS	Gym - Danse	salle Duncan	28h30 x 33 = 940h30	44015,40
Montpellier Ten danse	Gym - Danse	Gymnase Busnel	2h x 33 = 66h	3088,80
MUC Gymnastique	Gym - Danse	salle Louis Nègre	3h x 33 = 99h	4633,20
NATARAJA	Gym - Danse	Salle dojo et danse Babote	7h x 33 = 165h	7722,00
Retraite Sportive	Gym - Danse	salle Duncan	3h x 33 = 99h	4633,20
Université Tiers Temps	Gym - Danse	salle Duncan	5h x 33 = 165h	7722,00
Comité handball	Handball	Gymnase Bessière	4h30 x 33= 148h30	6949,80
Montpellier Chamberte	Handball	Gymnase Cerdan	8h30 x 33 = 280h30	13127,40
Montpellier Handball	Handball	Gymnases spinosi, olympie, rabelais	55h x 33 = 1815h	84942,00
MUC Handball	Handball	gymnases Spinosi, busnel, ostermeyer	43h x 33 = 1419h	66409,20
Athlétic Club Montpellier	Musculation	PUS Veyrassi	16h x 33 = 528h	24710,40

VALORISATION INSTALLATIONS COUVERTES
2012/2013

Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'heures	Montant valorisable
AEPF (polynésiens)	Omnisports	Gymnase cerdan	4h x 33 = 132h	6177,60
Agropolis	Omnisports	Gymnase Rimbaud	1h x 33 = 33h	1544,40
Sanofi	Omnisports	Gymnase Rimbaud	1h x 33 = 33h	1544,40
ASPTT Omnisports	Omnisports	Gymnases Le Hetet, Bessière	14h x 33 = 462h	21621,60
BDS Sup de co	Omnisports	Gymnases Gambardella, Rimbaud	4h x 33 = 132h	6177,60
CASC Agglomération	Omnisports	Gymnase Olympie	2h x 33 = 66h	3088,80
Chemin des Cimes	Omnisports	Gymnase Bessière, Frêche, Blanchard	10h x 33 = 330h	15444,00
Club sportifs des sourds	Omnisports	Gymnase rimbaud	4h x 33 = 132h	6177,60
Jeunes Musulmans de France	Omnisports	gymnase Bouin	4h x 33 = 132h	6177,60
Polytech	Omnisports	gymnase Rimbaud	2h x 33 = 66h	3088,80
Sapeurs Pompiers Montaubérou et Mosson	Omnisports	Gymnase Nègre et Bessière	4h x 33 = 132h	6177,60
Comité départemental sport adapté	Pétanque	Boulodrome gasset et gymnase achille	3h30 x 33 = 115h30	5405,40
Occitanie Pétanque	Pétanque	Boulodrome Gasset	792h	37065,60
Funny riders	Rollers	salle rollers batteux	9h x 33 = 297h	13899,60
Montpellier Derby Club	Rollers	salle rollers batteux	4h x 33 = 132h	6177,60
Montpellier Rollers	Rollers	salle rollers batteux	26h30 x 33 = 874h30	40926,60
Rollers school Montpellier	Rollers	Gymnase ramel et salle rollers batteux	16h x 33 = 528h	24710,40
Académie de Boxe française montpellier	Sports - Combat	PUS Veyrassi	4h x 33 = 132h	6177,60
Aikido Montpellier	Sports - Combat	Dojo gymnase Spinosi	8h30 x33 = 280h30	13127,40
AK Sports	Sports - Combat	Dojo gymnase les garrigues	8h x 33 = 264h	12355,20
Arte Popular	Sports - Combat	Salle Dojo La babote	6h x 33 = 198h	9266,40
ASPTT judo	Sports - Combat	Dojo gymnase Bessière	13h30 x 33 = 445h30	20849,40
Ass SENZALA	Sports - Combat	Dojo salle Babote et dojo Gymnase Ferrari	13h x 33 = 429h	20077,20
Boxing club montpellierain	Sports - Combat	Gymnase lachenal	34h x 33 = 1122h	52509,60
Bozendo Montpellier	Sports - Combat	Dojo gymnase Spinosi	6h30 x 33 = 214h30	10038,60

VALORISATION INSTALLATIONS COUVERTES
2012/2013

Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'heures	Montant valorisable
Budjinkan Dojo Hérault	Sports - Combat	Dojo salle Babote	4h x 33 = 132h	6177,60
Cercle Aikido Montpelliérain	Sports - Combat	Dojo salle La Babote	2h x 33 = 66h	3088,80
Coaching Self Control	Sports - Combat	Dojo salle La Babote	2h x 33 = 66h	3088,80
Do Contact	Sports - Combat	Dojo gymnase Bessière	6h45 x 33 = 222h45	10424,70
Ecole de Muay thai	Sports - Combat	Dojo Gymnase Jouanique	5h30 x 33 = 181h30	8494,20
Full contact 34	Sports - Combat	Dojo gymnase Jouanique et salle Duncan	9h x 33 = 297h	13899,60
Génération Tae Kwon Do	Sports - Combat	Salle Petit bard	4h30 x 33= 148h30	6949,80
IBM Judo	Sports - Combat	Dojo gymnase Bessière	7h x 33 = 231h	10810,80
IKOK	Sports - Combat	Dojo salle la babote	3h x 33 = 99h	4633,20
Jita Kyoei judo 34	Sports - Combat	PUS Veyrassi	4h x 33 = 132h	6177,60
La maison du judo	Sports - Combat	Dojos gymnase spinosi et gymnase ferrari	14h45 x 33 = 486h 45	22779,90
Ligue LR de judo	Sports - Combat	Dojo gymnase Ferrari	4h x 33 = 132h	6177,60
Montpellier Agglo Karaté	Sports - Combat	Dojos Gymnase ferrari et babote	4h x 33 = 132h	6177,60
Montpellier Ecole Aikido traditionnel	Sports - Combat	Dojos Gymnase ferrari et babote	12h30 x 33 = 412h30	19305,00
Montpellier Omniboxe	Sports - Combat	Salle petit bard	6h x 33 = 198h	9266,40
Montpellier Tae kwon do	Sports - Combat	Dojo et salle danse La babote	5h x 33 = 165h	7722,00
Mosson Full Contact	Sports - Combat	Salle jacques brel	22h x 33 = 726h	33976,80
MUC Aikido	Sports - Combat	Dojo gymnase Bessière	2h45 x 33 = 90h45	4247,10
MUC Lutte	Sports - Combat	Dojo gymnase Jouanique	11h30 x 33 = 379h30	17760,60
Otsuka wado ryu	Sports - Combat	Dojo gymnase Spinosi	4h x 33 = 132h	6177,60
Ring Athlétic du Petit bard	Sports - Combat	Salle Petit bard	7h30 x 33 = 247h30	11583,00
Stratégie et Maitrise de l'Adversaire SMA 34	Sports - Combat	Dojo gymnase Spinosi	4h x 33 = 132h	6177,60
Sport Travailliste	Sports - Combat	Dojo gymnase Ferrari	2h x 33 = 66h	3088,80

VALORISATION INSTALLATIONS COUVERTES
2012/2013

Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'heures	Montant valorisable
Tae Kwon do Montpelliérain	Sports - Combat	Dojo gymnase Ferrari et salle duncan	9h x 33 = 297h	13899,60
Montpellier Tennis de table	Tennis de table	Gymnase Achille	46h x 33 = 1518h	71042,40
As Montpelliérain Tir Educatif	Tir	Stand de tir Montmaur	6h x 33 = 198h	9266,40
Association Sportive Montpelliéraine	Tir	Stand de tir Montmaur	18h30 x 33 = 610h30	28571,40
Cercle des tireurs indépendants	Tir	Stand de tir Montmaur	11h30 x 33 = 379h30	17760,60
CTSM Tir Sportif Montpelliérain	Tir	Stand de tir Montmaur	6h x 33 = 198h	9266,40
les arquebusiers	Tir	Stand de tir Montmaur	7h x 33 = 231h	10810,80
Société de tir de Montpellier	Tir	Stand de tir Montmaur	31h30 x 33 = 1039h30	48648,60
Montpellier Arc Club	Tir à l'arc	Mezzanine gymnase ferrari et gymnase Spinosi	70h x 33 = 2310h	16632h
Languedocienne de kyudo	Tir à l'arc japonais	Gymnase ramel	3h x 33 = 99h	4633,20
As 3ème Mi Temps	Volley ball	Gymnase ramel	2h x 33 = 66h	3088,80
AS Loisirs Jeunes Croix d'argent	Volley ball	Gymnases Coals, Gambardella, Blanchard	71h x 33 = 2343h	109652,40
ASBAM Volley	Volley ball	Gymnase les arts	35h30 x 33 = 1171h30	54826,20
ASPTT Volley	Volley ball	Gymnases Le hetet, bessière, frêche, ramel	20h x 33 = 660h	30888,00
Come On	Volley ball	Gymnase rimbaud	2h x 33 = 66h	3088,80
IBM Montpellier Volley	Volley ball	gymnase Bessière	4h x 33 = 132h	6177,60
Les Calédoniens AET	Volley ball	Gymnases Rimbaud et ostermeyer	4h x 33 = 132h	6177,60
Montpellier Volley	Volley ball	Palais des Sports Coubertin et gymnase Frêche, les garrigues	56h30 x 33 = 1864h30	87258,60
Volley loisir Compétition Antigone	Volley ball	Gymnases Gambardella et olympie	8h x 33 = 264h	12355,20
Volley loisirs Montpelliérain	Volley ball	Gymnases ostermeyer, rabelais, ramel et rimbaud, beach ferrari	22h x 33 = 726h	33976,80
			TOTAL	2 148 181,65

CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR

2011 / 2012

Valorisation des créneaux

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombres d'heures	Tarification horaire	Montant valorisable
1	ACM	FOOT	GRAMMONT 1	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
2	AGROPOLIS	FOOT	GRAMMONT 10 et RUGBY MOSSON	2HX33=66 H	36,65 €	4 837,80 €
3	AJPPN	FOOT	TRITONS	20HX33=660 H	36,65 €	24 189,00 €
4	ALLO ZOULOU	FOOT	GRAMMONT11	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
5	AMICALE HERAULT	FOOT	GRAMMONT 2	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
6	ARCEAUX	FOOT	DELYLLE et ASTRUC	31hx33=1023 H	36,65 €	37 492,95 €
7	ASEM	FOOT	GRAMMONT2	2hX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
8	ASTAC	FOOT	G.FAYARD	4hX33=132 H	36,65 €	4 837,80 €
9	ATLAS	FOOT	MOSSON 1,2 et 4	31HX33=1023 H	36,65 €	37 492,95 €
10	ATTITUDE	SKATE	SKATE GRAMMONT et MOSSON	64HX33=2112 H	41,70 €	88 070,40 €
11	AVENIR 34	FOOT	MOSSON 2	4HX33=132 H	36,65 €	4 837,80 €
12	BLEU VERTIGE	ESCALADE	MUR ACHILLE	88HX33=2904 H	41,70 €	121 096,80 €
13	BOUTAGHATE	FOOT	MOSSON 1 et 3	6HX33=198 H	36,65 €	7 256,70 €
14	CALEDONIENS	FOOT	J.VEGA	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
15	CARPE DIEM	FOOT	GRAMMONT11	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
16	CELLENEUVE	FOOT	COMBETTES	23H30X33=775H30	36,65 €	28 422,08 €
17	C.BOURNEVILLE	FOOT	FOURCADE	1H30X33=49H30	36,65 €	1 814,18 €
18	CHEMIN DES CIMES	ATHLE. + FOOT	DELYLLE ET GRAMMONT 10	1H30X33=49H30 2HX33 = 66 H	46,80 36,65	4 726,14 €
19	CHEMINOTS	FOOT	CHOLET	9HX33=297 H		0,00 €
20	CHIMIE(ENS)	FOOT	JEU DE MAIL	3HX33=99 H	36,65 €	3 628,35 €
21	CHRU	ESCALADE	MUR ACHILLE	2HX33=66 H	41,70 €	2 752,20 €
22	COUPO SANTO (MTP.XI)	FOOT	GRAMMONT8	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
23	COURIR A LA CRAM	ATHL.	MONTCALM	6HX33 = 198H	46,80 €	9 266,40 €
24	CRSU	FOOT et RUGBY	DELYLLE-GRAMMONT1 et10-VEYRASSI-VEGA-	22HX33=726 H	36,65 €	26 607,90 €
25	ECUREUIL	FOOT	GRAMMONT1	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €
26	ENVIRONNEMENT	FOOT	MOSSON 3	2HX33=66 H	36,65 €	2 418,90 €

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2012-2013

Patrick VIGNAL rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 220 associations, plus de 75 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 3 314 957,45 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2011 fixant les tarifs pour 2012 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 3 314 957.45 € ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial Municipal à signer les conventions afférentes. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012

M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					Ponctuelle		
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :	novembre à juin	2012-2013		
Pour Conseil municipal du:		12/11/2012					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Street Way	promouvoir le hip-hop, la danse et la création artistique et toutes les disciplines associées par des stages et des manifestations	Battle de Hip Hop	Partenariat sur le festival caphARTnaüm	Dimanche 11 novembre 2012 : de 9h/23h	Journée salle pour + 60 personnes	220
	Africatala	Développer la culture africaine en participant à des manifestations culturelles	Stages de danses africaines et de percussions africaines pendant les vacances scolaires et les week-end	Partenariat et association qui contribue très largement à l'animation du quartier et propose des actions de qualité à un tarif très abordable	du 29 avril au 4 mai 2013 et les dimanches 25/11, 10/02, 14/04	Week-end stages activités associations - de 20 personnes	440
	Africatala	Développer la culture africaine en participant à des manifestations culturelles	Répétitions de la troupe de danses et de percussionnistes	Partenariat et association qui contribue très largement à l'animation du quartier et propose des actions de qualité à un tarif très abordable	10 créneaux de 3 heures à répartir sur l'année de novembre 2012 à juin 2013	Demi-journée salle pour - 60 personnes	550 €
Maison pour tous :		François-Villon	Pour la période de :	novembre à juin	2012-2013		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	justice pour le petit bard	œuvrer pour le droit, la justice et la dignité des habitants du quartier du Petit Bard et d'ailleurs,,,	développement de l'action culturelle par le biais de rencontre débat en rapport au contexte socio-culturel du quartier, aux rôles et intentions: d'artistes comme Saïda Mezgueldi pour la représentation de sa piece Retour		3 réunions en novembre et décembre	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	Kamala	Atelier danse indienne	Stage bollywood enfants quartier Petit Bard		lundi 4 mars	Journée salle pour - 20 personnes	55

Maison pour tous :		Fanfonne-Guillierme	Pour la période de :		novembre à juin	2012-2013	
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	AVEC	alphabétisation	alphabétisation	action sociale tarif très bas	samedi 17 novembre 14h 19h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110 €
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri	Pour la période de :		novembre à juin	2012-2013	
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Eurogrece		Atelier de chant, cours de langue et danse grecque.	Cotisation de 30€/an cours animés par des bénévoles Partenaire avec la MPT	le 24/11/2012	Week-end réunions et assemblées	110
	Jazz à tous les étages		Chant et chorale	Importante participation au projet MPT	17 et 18/11/12 et le 14/12/12	Week-end stages activités associations - de	605
Maison pour tous :		Michel-Colucci	Pour la période de :		novembre à juin	2012-2013	
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	NOUNOUS PETITS BAIGNEURS	Association d'assistantes maternelles	animations collectives regroupement de plusieurs assistantes mat. autour d'une activité précise	parcelle sur le jardin partagé	nov. à juin	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :		Jean-Pierre-Caillens	Pour la période de :		novembre à juin	2012-2013	
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de quartier Tournezy	favoriser l'échange entre les habitants du quartier	réunion		6 dates	Demi-journée salle pour - 60 personnes	330
Maison pour tous :		Voltaire	Pour la période de :		novembre à juin	2012-2013	
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	LOS CUMBIAMBEROS DEL SUR	Culture colombienne	Fête des lumières		8 dec 2012 de 18h à 24h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	55
	KAMALA	Enseignement de la danse indienne	Stage sur les vacances afin de soutenir une offre d'animation locale		23/02/13 de 10h à 15h et 20/04 de 10h à 15h	Journée salle pour 20 à 60 personnes	110

Maison pour tous :		DAT	Pour la période de :		novembre à juin	2012-2013	
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Fondation Abbé Pierre		prévention des expulsions et les différents recours et procédures		05-déc	Journée salle pour - 20 personnes	55 €
	Amicale du Nid 34		Comprendre et travailler sur le sreprésentations liées à la prostitution		19, 20/11 et 29, 30/11 Formation sur 4 jours	Journée salle pour + 60 personnes	220
Maison pour tous :		Frédéric-Chopin	Pour la période de :	novembre à juin	2012-2013		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	SECOURS POPULAIRE		Braderie		samedi 8 décembre 2012 de 7h30 à 19h	Journée salle pour + 60 personnes	220
Maison pour tous :		Albert-Camus	Pour la période de :	novembre à juin	2012-2013		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Président - coordonnées	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ASCAM	Sylvie MEYER Adage - Espace Famille Rue Louis Aragon 34070 Montpellier	Braderie de Noël	Action sociale	Week-end 8 ou 9/12	Tarification 1 journée (6 à 10h)	110
Maison pour tous :		George-Sand	Pour la période de :	novembre à juin	2012-2013		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Président - coordonnées	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Anim'Frimousse	Fédération Assistantes Maternelles du quartier et actions sociales	rencontre de fin d'année	Salle des Aubes	15/12/2012 de 13h à 17h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
TOTAL							3465

Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					annuelle		
Maison pour tous :		Fanfonne-Guillierme	Pour la période de :	novembre à juin	2012-2013		
Pour Conseil municipal du:		12-nov-12					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	AIRIS	travail d'accompagnement social	atelier de création à base d'objets de récupération	participation au projet MPT atelier mélangeant les publics	mardi de 14h30 à 17h 2 fois par mois	1h et 10 personnes incluses	110 €
	Compagnie A l'Affût	théâtre	Théâtre et spectacles	Aide au démarrage de l'activité Participation au projet MPT	lundi de 20h à 22h	Journée salle pour - 20 personnes	165 €
	Des mains pour le faire	couture	couture	Aide au démarrage de l'activité Participation au projet MPT	mercredi de 18h 20h	Journée salle pour - 20 personnes	165 €
	Assistantes maternelles hébergées par le Comité de quartier St Clément		accueil petite enfance	rencontres et activités ass mat + enfants	jeudi de 10h à 11h	1h et 20 personnes incluses	165 €
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri	Pour la période de :	novembre à juin	2012-2013		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	MONTPEL'LIBRE	Initiation et accompagnement logiciel libre	Découverte et dépannage aux logiciels	Participation au projet MPT	dernier vendredi du mois de 18h à 23h	1h et 10 personnes incluses	110
	CIE GEMINI		Théâtre et spectacle	participation au projet MPT et répétition pour spectacle à titre gracieux	Octobre: 13/10, 20/10, 27/10 Novembre: 3/11, 10/11, 17/11, 24/11, Décembre: 1/12, 8/12	18h	695

Maison pour tous :		François-Villon	Pour la période de :		novembre à juin	2012-2013	
Pour Conseil municipal du:		12-nov-12					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Devenet	informatique	atelier informatique public quartier		mardi 10h 12h jeudi 10h 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (235h)	245
Maison pour tous :		Jean-Pierre-Caillens	Pour la période de :		novembre à juin	2012-2013	
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de quartier	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier Tournezy	Accueil des ass. Maternelles du quartier Tournezy	regroupement des ass. Maternelles du quartier tournezy pour des animations collectives avec les enfants suivi par le RAM	jeudi de 9h à 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245
Maison pour tous :		Paul-Emile-Victor	Pour la période de :		novembre à juin	2012-2013	
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	APIEU	Education à l'environnement	ateliers d'animation à destination du public jeune du quartier- élaboration d'un projet multimédia-	RAS	1/2 journée semaine- créneau de 2h après les vacances de Toussaint	Journée salle pour - 20 personnes	165
	UDAF	Droit des familles	ateliers d'animation à destination du public jeune du quartier- élaboration d'un projet multimédia-	fréquence de 3x/mois	mardi 13h30-17h30 salle Carminarem et mardi de 16h30 à 18h30 salle 1001 veillées	Journée salle pour - 20 personnes	455

TOTAL	2 520 €
--------------	----------------

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, vous avez validé lors du dernier Conseil Municipal du 25 juillet, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il vous est demandé aujourd'hui de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2012/2013, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 10 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2520 €.

Les associations concernées sont : AIRIS, Compagnie A l'Affût, Des mains pour le faire, Comité de quartier St Clément, MONTPEL'LIBRE, Compagnie GEMINI, Devenet, Comité de quartier Tournezy, APIEU et UDAF

La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 10 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3465 €.

Les associations concernées sont : Street Way, Africatala, Kamala, AVEC, Jazz à tous les étages, Nounous Petits Baigneurs, Comité de quartier Tournezy, Fondation Abbé Pierre, Amicale du Nid 34, Secours Populaire . l'Association Sportive et Culturelle Croix d'Argent Montpellier, Anim'Frimousse, Los Cumbiamberos del sur, Justice pour le Petit Bard et Eurogrece


Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Hérault

Publiée le : 13/11/2012

PROTOCOLE D'ACCORD

SARL SEPM ROCKSTORE - VILLE DE MONTPELLIER

LES PARTIES

- La S.A.R.L. SOCIETE D'EXPLOITATION ET DE PRODUCTION MUSICALE DU ROCKSTORE société au capital social de 7 622,45 € dont le siège est sis à Montpellier, 20 rue de Verdun immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 397 694 118 représentée par Monsieur Stephane AL MALLAK et Monsieur Philippe WINLING, agissant en qualité de gérants statutaires de la société SEPM ROCKSTORE, déclarant avoir les pouvoirs nécessaires en leurs dites qualités, en vertu de la loi et des statuts.

Ci-après dénommée « la SEPM ROCKSTORE »

- La ville de MONTPELLIER , collectivité territoriale ayant son siège social 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2 identifiée au SIREN sous le numéro 213 401 722 représentée par Monsieur Frederic TSITSONIS agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2012.

Ci-après dénommée « la VILLE »

La SEPM ROCKSTORE et la VILLE, ensemble, ci-après dénommées les PARTIES.

Lesquels préalablement, exposent ce qui suit :

EXPOSE PREALABLE

Par acte passé le 24 juin 2009, la VILLE a procédé à l'acquisition d'un immeuble, avec effet plein et entier à compter du 12 octobre 2009, sis 20 rue de Verdun figurant au cadastre sous les références HM 491

Cet immeuble faisait l'objet d'un bail commercial datant de 1994 au profit de la S.A. ROCKSTORE laquelle avait elle-même, la même année, conclu un contrat de location-gérance au bénéfice de la SEPM ROCKSTORE.

Par acte passé sous seing privé en date du 25 janvier 2011, signifié à la VILLE le 04 février 2011, la S.A. ROCKSTORE a procédé à la cession de son fonds de commerce, incluant le droit au bail, au bénéfice de la SEPM ROCKSTORE.

Par acte en date du 10 novembre 2011, la VILLE et la SEPM ROCKSTORE ont conclu un nouveau bail commercial.

Ledit bail prévoit la réalisation par la VILLE de travaux importants d'isolation et de mise en conformité sur l'immeuble dont elle est propriétaire avec pour seule compensation pour la SEPM Rockstore une suspension du loyer pendant toute la durée d'indisponibilité de l'immeuble.

Depuis, la Ville a pu affiner tant sa programmation de travaux que le planning de ceux-ci. Il en résulte une indisponibilité du site du 1^{er} janvier 2013 au 31 septembre 2013.

Cette programmation affecte durement l'exploitation commerciale du fonds de la SEPM ROCKSTORE mettant potentiellement en cause son avenir.

Devant cette situation, les PARTIES ont engagé des discussions relatives à la prise en compte de leurs intérêts respectifs et ont convenu qu'il était nécessaire de déroger, pour cette seule campagne de travaux, aux stipulations du bail commercial les liant.

L'objet des présentes est de formaliser les accords résultant de ces discussions.

CONVENTIONS

ARTICLE 1 - Engagements de la SEPM ROCKSTORE préalables au démarrage du chantier par la VILLE

La Ville de MONTPELLIER notifiera à la SEPM ROCKSTORE au moins quinze jours ouvrables à l'avance, la date de démarrage des travaux.

Pour cette date, la SEPM ROCKSTORE devra avoir procédé au :

- Déménagement de l'ensemble des matériels scéniques :
 - son (enceinte, câblage, platines, amplis,...)
 - lumière (appareils, consoles, câblage,...)
 - support des matériels (poutrelles,...)
 - rideau / écran derrière scène
- Déménagement de l'ensemble du matériel du bar (salle de concert) : frigo, machine à glaçon, matériel boissons (tireuses,...), éclairages,...
- Déménagement des bureaux.

La SEPM ROCKSTORE, en outre, devra procéder à l'enlèvement des matériels de valeurs sur l'ensemble du site: cash, bouteilles d'alcool.....,

L'ensemble des matériels et biens déménagés ne devront pas être stockés au Rockstore.

Au démarrage du chantier, à l'issue du délai notifié plus haut, les locaux seront considérés comme vides et la VILLE ne pourra en aucune façon être considérée comme responsable de la dégradation ou perte de l'un quelconque des éléments matériels ci-dessus décrits.

En outre, la SEPM ROCKSTORE ne devra maintenir aucun personnel en co-activité pendant la durée du chantier.

ARTICLE 2 - Engagements de la VILLE quant aux travaux à réaliser

Les travaux à réaliser portent sur le périmètre suivant :

- Périmètre physique :
Salle de Concert
Sanitaire Bar Rock
Balcon (dépose du mur faisant cantonnement, local technique système renouvellement d'air)
Lots ayant un impact sur l'ensemble du site : électricité (tableaux) et système de sécurité incendie.
- Périmètre fonctionnel (en prenant en compte l'inscription aux monuments historique du site et son usage actuel de salle de concert / bar.)
Traitement de l'isolation acoustique du bâtiment cadre activité Rockstore
Traitement accessibilité
Mise à niveau réglementaire relevant du propriétaire

ARTICLE 3 - Engagements réciproques

Les parties conviennent de concert de l'étendue des travaux à réaliser et des limites de ceux-ci :

- Désamiantage / Démolition (salle de concert) :
 - Prestations : Démolition des éléments associés aux travaux d'isolation acoustique (Enlèvement dalles amiantées, dépose dalle et démolition sanitaires)
- Gros Œuvre / VRD (salle de concert) :
 - Prestations : Dalle sur résilient salle concert, réseaux, éléments de maçonnerie associés aux équipements CVC
- Cloisons / Doublages / Faux plafonds (salle de concert et sanitaires Bar Rock) :
 - Prestations : Cloisons / Doublage acoustiques, Plafonds acoustiques
 - Limites d'intervention : Dans les zones impactées par les obligations réglementaires, d'ordre acoustique et d'accessibilité handicapés.

- Menuiseries extérieures & intérieures / Serrurerie (Salle concert + WC Bar Rock) :
 - Prestations : Blocs portes extérieurs acoustiques et rideaux métalliques, blocs portes intérieures acoustiques, scène
 - Limites d'intervention : Dans les zones impactées par les obligations réglementaires, d'ordre acoustique et d'accessibilité handicapés.
- Electricité (ensemble du site) :
 - Prestations : Reprise TGBT et S/TGBT, armoires alimentation matériels scéniques (scène), passage câbles régie / scène
 - Limites d'intervention : Le Rockstore devra alimenter ses propres équipements depuis les nouveaux tableaux divisionnaires.
- Ventilation (Salle de concert) :
 - Prestations : extraction / soufflage sans traitement thermique
- Plomberie (Salle de concert + Bar Rock) :
 - Prestations : sanitaires salle de concert et bar rock, attentes bars salle de concert,
- Revêtements de sols / Faïences (Salle de Concert + Bar Rock) :
 - Prestations : carrelage faïence blocs sanitaires
- Peinture :
 - Prestations : peintures sur éléments neufs dans les zones impactées par les travaux

Cette liste n'est pas exhaustive. Les PARTIES conviennent que des travaux n'étant ici mentionnés pourront être également réalisés notamment si l'exécution du chantier le nécessite dans le délai précédemment fixé.

Il est rappelé que ni le matériel scénique ni les bars ne sont concernés par ce projet.

ARTICLE 4 - Compensation des charges d'exploitation

En dérogation expresse des stipulations du bail commercial les liant, les PARTIES conviennent que les travaux faisant l'objet du présent protocole et tels que décrits ci-dessus, en raison de leur durée toute particulière et de leur impact significatif sur l'exploitation commerciale de l'immeuble donneront lieu, en sus de la suspension du loyer telle que prévue par le bail commercial conclu entre les PARTIES le 10 novembre 2011, à compensation financière.

Les PARTIES conviennent que cette compensation sera calculée sur les bases suivantes :

- Toutes les charges et les frais de résiliation des contrats : assurances, énergie, communication, entretien et maintenance.
- Toutes les charges de personnel sur la période des travaux : Salaires des gérants et complément du chômage partiel.
- Les différents impôts et taxes hors reversement TVA.

Après examen des différentes pièces le montant de la compensation prévue est fixé à 131 639 euros selon la décomposition prévue ci-dessous.

	Mensuel	Durée des travaux	
Total Frais généraux	6 166 €	55 494 €	
EDF - Eau	273 €	2 457 €	
Téléphone	364 €	3 276 €	
Contrats de location	640 €	5 760 €	
Assurances	1 889 €	17 001 €	
RSI	3 000 €	27 000 €	
Total Frais de Personnel et charges sociales	7 222 €	65 000 €	
Salaire gérants	5 000 €	45 000 €	
Complément chômage partiel salaire à verser par l'employeur	2 222 €	20 000 €	
Total charges fiscales	1 238 €	11 145 €	
Contributions : Foncière des Entreprises, AFDAS, Taxe apprentissage	1 238 €	11 145 €	
TOTAL indemnités	14 627 €	131 639 €	

Le paiement s'effectuera sur présentation de justificatifs.

Si les pièces présentées ne justifient pas d'un montant total de 131 639 €, la VILLE ne paiera qu'à hauteur des justificatifs fournis.

Le montant de 131 639 € est un montant prévisionnel maximal. En aucun cas il ne sera procédé au paiement d'une somme supérieure (même en présence de pièces justificatives) sauf éventuel nouvel accord entre les PARTIES.

ARTICLE 5 – Modalités de versement de la compensation

Les versements à la SEPM ROCSKTORE s'effectueront par mensualité de 14 627 € pendant 8 mois. Le solde sera versé après présentation par cette dernière des justificatifs de dépenses rentrant dans le calcul de la compensation.

Ces justificatifs de dépenses correspondent à la copie des factures revêtue de la mention payée et de la signature du (de la) Président(e) de la structure bénéficiaire.

Si les justificatifs de dépense permettent de conclure à un trop perçu par la SEPM ROCKSTORE, la VILLE procédera à la récupération des sommes indues par l'émission d'un titre exécutoire.

ARTICLE 6 – Nature du Protocole

Le présent protocole ne crée aucun droit ni obligation au profit ou à la charge des tiers. Il ne crée de droits ou d'obligations que pour les PARTIES.

Le présent protocole vaut, pour ce qui le concerne, et pour la seule campagne de travaux prévue aux présentes, dérogation aux stipulations du bail commercial conclu entre les PARTIES le 10 novembre 2011 (« Travaux » et « Conditions Particulières »)

En application de l'article 1134 du code civil il est rappelé que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi.

En outre, en raison du caractère définitif qu'elles entendent donner à leur accord, les parties déclarent expressément que les présentes valent transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du code civil.

Le présent protocole emportera autorité de la chose jugée en dernier ressort en application de l'article 2052 du code civil.

Le présent protocole emportera ses effets dès la signature de toutes les parties.

Article 7 – Election de domicile

Pour l'élection des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur siège respectif.

Pour la SEPM ROCKSTORE,

Le :

Nom du signataire :

Signature

Pour la VILLE DE MONTPELLIER

Le

Nom du signataire :

Signature :

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Le Rockstore - Protocole d'accord avec la société d'exploitation et de production musicale du Rockstore

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par acte passé le 24 juin 2009, la Ville a procédé à l'acquisition d'un immeuble, avec effet plein et entier à compter du 12 octobre 2009, sis 20 rue de Verdun figurant au cadastre sous les références HM 491.

Cet immeuble faisait l'objet d'un bail commercial datant de 1994 au profit de la S.A. ROCKSTORE laquelle avait elle-même, la même année, conclu un contrat de location-gérance au bénéfice de la SEPM ROCKSTORE.

Par acte passé sous seing privé en date du 25 janvier 2011, signifié à la Ville le 4 février 2011, la S.A. ROCKSTORE a procédé à la cession de son fonds de commerce, incluant le droit au bail, au bénéfice de la SEPM ROCKSTORE.

Par acte en date du 10 novembre 2011, la Ville et la SEPM ROCKSTORE ont conclu un nouveau bail commercial.

Ledit bail prévoit la réalisation par la Ville de travaux importants d'isolation et de mise en conformité sur l'immeuble dont elle est propriétaire avec pour seule compensation pour la SEPM Rockstore une suspension du loyer pendant toute la durée d'indisponibilité de l'immeuble.

Depuis, la Ville a pu affiner tant sa programmation de travaux que le planning de ceux-ci. Il en résulte une indisponibilité du site du 1^{er} janvier 2013 au 31 septembre 2013.

Cette programmation affecte durement l'exploitation commerciale du fonds de la SEPM ROCKSTORE mettant potentiellement en cause son avenir.

Devant cette situation, les parties ont engagé des discussions relatives à la prise en compte de leurs intérêts respectifs et ont convenu qu'il était nécessaire de déroger, pour cette seule campagne de travaux, aux stipulations du bail commercial les liant.

Afin de formaliser ces discussions, un protocole d'accord a été rédigé.


En vertu de ce protocole, le montant de la compensation prévue serait fixé à 131 639 €. Le paiement s'effectuerait sur présentation de justificatifs. Si les pièces présentées ne justifiaient pas d'un montant total de 131 639 €, la Ville ne paierait qu'à hauteur des justificatifs fournis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le protocole d'accord « SARL SEPM Rockstore – Ville de Montpellier » joint en annexe.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le protocole d'accord en question.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012



Direction Architecture et Immobilier

EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT DU NOUVEL HOTEL DE VILLE DE MONTPELLIER

RAPPORT D'AVENANT N° 1

Objet du marché :

Exploitation du parc de stationnement du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier

Collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1, place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par : Madame le Maire

Titulaire du marché :

EFFIA Stationnement

Siège social
Adresse : 20 Bd Poniatowski, 75012 PARIS
Téléphone : 01.44.75.48.00.
Fax : 01.44.75.48.01.

Agence Montpellier
Adresse : Bâtiment A, 26 Cours Gambetta, 34000 MONTPELLIER
Téléphone : 04.67.92.78.06.
Fax : 04.67.92.60.38.

1 - Renseignements concernant le Marché

N° Affaire : 1H078331

Montant initial du marché :

- Montant HT : 1 689 797,50 €
- Montant TTC : 2 020 997,81 €

2 - Renseignements concernant l'Avenant

Objet : L'avenant entraîne trois modifications :

- La modification des heures d'ouverture du parking : extension des plages d'ouverture en 24h/24.
Justification : l'amélioration du service à la clientèle.
Incidence financière : cette modification n'a aucune incidence financière car elle ne modifie pas le temps de présence sur site 24h/24 du titulaire.
- Prestation partielle au démarrage de l'exploitation (pas de présence la nuit).
Justification : pour la période du 12 au 30 octobre 2011, une présence du titulaire 24h/24 ne se justifiait pas techniquement et économiquement.
Incidence financière : Diminution du montant du marché de 4 893,25 € HT après retrait du montant de la prestation de nuit de 88 719 € par an par rapport à la rémunération de base forfaitaire annuelle de 335 950 € HT (référence devis : EHS /2011/05/04), pour la période considérée, d'après le calcul suivant :

Prestations de surveillance de nuit	88 719.00 €
Frais, YC marges	9 146.29 €
Soit montant total annuel	97 865.29 €
Soit par mois	8 155.44 €
Soit pour la période (18nuits)	4 893.25 €
Montant TTC	5 852.33 €

- L'intégration du contrat de maintenance des 2 ascenseurs duplex.
Justification : confier la gestion des ascenseurs à l'exploitant garantit un meilleur service au public du parc de stationnement, en réduisant les temps entre découverte et traitement des anomalies, et en améliorant le retour d'informations vers le client.
Incidence financière : Cette modification entraîne une augmentation des charges d'exploitation de 11 212 € HT. La base annuelle forfaitaire passe donc après intégration des charges fixes et de la marge d'EFFIA de 335 950 € HT à 348 319 € HT, soit une différence de 12 369 € HT par an. Sachant que la première année de maintenance bénéficiait d'une gratuité, l'augmentation du montant du marché est de 49 476 € HT pour la période du 12 octobre 2012 au 12 octobre 2016 (4 ans) (référence devis : EHS /2011/05/01).

Nouveau montant du marché public :

- Montant HT : 1 734 380,25 €
- Montant TTC : 2 074 318,78 €

Pourcentage d'augmentation : 2,64 %

Le Directeur Architecture et Immobilier

Jean-Louis DESTISON



Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Exploitation du parc de stationnement du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier - Avenant n° 1

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Dans le cadre de la construction du nouvel Hôtel de Ville, la réalisation d'un parking souterrain a été décidée afin de répondre aux besoins en stationnement de ce nouvel espace public.

Le parking, situé sous le parvis nommé « Place Georges Frêche », a été construit dans le cadre de la concession publique d'aménagement de la ZAC du Nouvel Hôtel de Ville, mise en place par délibération du 29 mai 1996.

Par délibération n° 2011/333 du 20 juin 2011, le Conseil municipal a décidé de retenir EFFIA Stationnement pour l'exploitation en son nom du parking de l'Hôtel de Ville, pour une rémunération sur cinq ans de 1 689 797,50 € HT, soit 2 020 997,81 € TTC.

Différentes modifications à apporter au contrat initial s'avèrent nécessaires :

- La modification des heures d'ouverture du parking : extension des plages d'ouverture en 24h/24 afin d'améliorer le service à la clientèle.
Cette modification n'a aucune incidence financière car elle ne modifie pas le temps de présence sur site 24h/24 du titulaire.
- Prestation partielle au démarrage de l'exploitation (pas de présence la nuit) : Pour la période du 12 au 30 octobre 2011, une présence du titulaire 24h/24 ne se justifiait pas techniquement et économiquement.
Cette modification entraîne une diminution du montant du marché de 4 893,25 HT par rapport à la rémunération initiale.
- L'intégration du contrat de maintenance des 2 ascenseurs duplex, la gestion des ascenseurs par l'exploitant garantissant un meilleur service au public du parc de stationnement, en réduisant les temps entre découverte et traitement des anomalies, et en améliorant le retour d'informations vers le client.

Cette modification entraîne une augmentation du montant du marché de 49 476 € HT pour la période du 12 octobre 2012 au 12 octobre 2016 (pas de participation financière pour la première année de maintenance).

Le nouveau montant du marché public serait ainsi de 1 734 380,25 € HT, soit 2 074 318,78 € TTC, d'où une augmentation du montant du marché de 2,64 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Accepter ces trois modifications au contrat ;
- Autoriser Madame le Maire à signer l'avenant n° 1 au marché n° 1H078331 « Exploitation du parking du futur Hôtel de Ville de Montpellier » ainsi que tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

The image shows the official circular seal of the Municipality of Montpellier, with the text "MAIRIE de MONTPELLIER" and "(Hérault)" around a central emblem. Overlaid on the seal is a large, handwritten signature in black ink, which appears to be "Nélène MANDROUX".

Publiée le : 13/11/2012



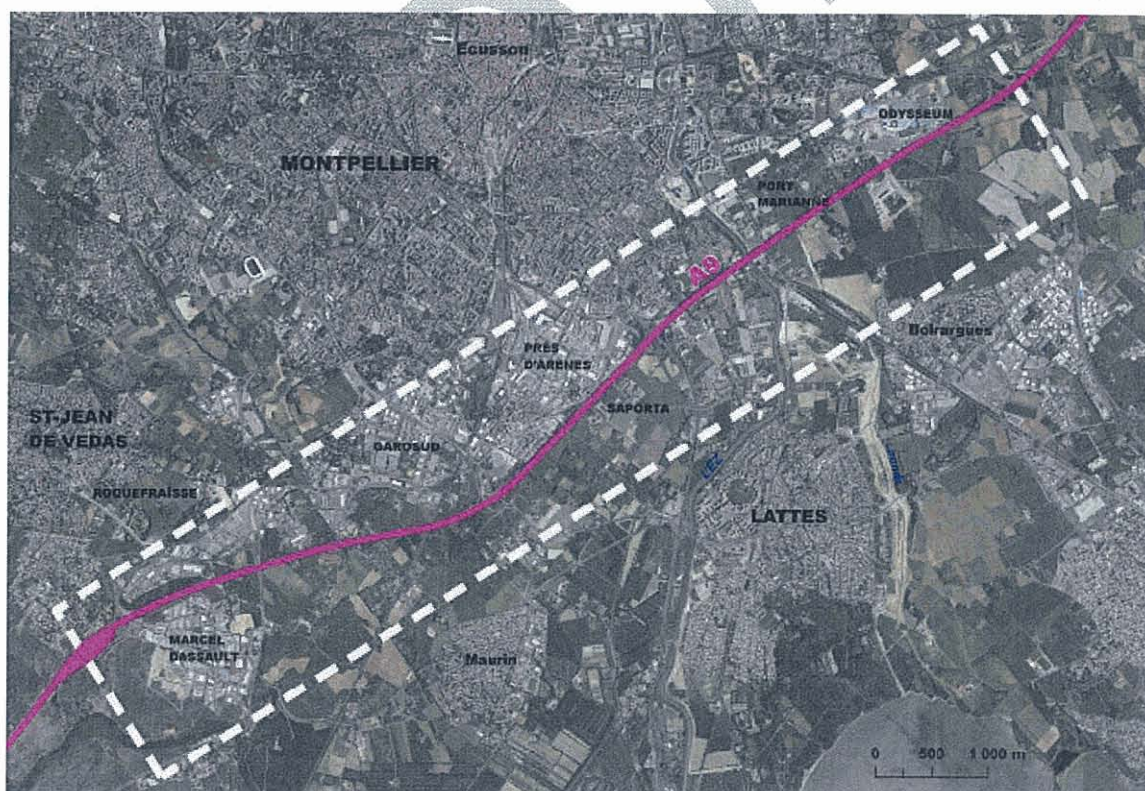
CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

Etude des potentiels urbains autour de l'autoroute A9

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

19 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER



CONVENTION

Entre la **Communauté d'Agglomération de Montpellier** représentée par Monsieur Jean-Pierre MOURE, en sa qualité de Président, d'une part ;

ET,

la **Ville de Montpellier**, représentée par Madame Hélène MANDROUX, en sa qualité de Maire,

la **Ville de Lattes**, représentée par Monsieur Cyril MEUNIER, en sa qualité de Maire ;

et la **Ville de Saint-Jean de Védas**, représentée par Madame Isabelle GUIRAUD, en sa qualité de Maire, d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la nature, les conditions et modalités de partenariat et de cofinancement d'une étude concernant la définition d'un projet d'aménagement global sur les espaces situés aux abords de l'actuelle autoroute A9, au niveau d'une séquence allant de l'échangeur de Saint-Jean de Védas jusqu'à la sortie Montpellier Est.

Elle s'inscrit dans le cadre d'un groupement de commande au sens de l'article 8 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 2 – CONTEXTE DE L'ETUDE

L'autoroute A9 fait actuellement l'objet d'un projet de déplacement au niveau d'une séquence allant, d'Est en Ouest, de l'échangeur de Baillargues jusqu'à la barrière de péage de Saint-Jean-de-Védas. A cette occasion, l'ouvrage existant doit faire l'objet d'un projet de requalification en vue de l'intégrer dans le futur système de contournement urbain de Montpellier. L'ambition poursuivie pour cette requalification vise à concilier à la fois efficacité fonctionnelle, apaisement des circulations automobiles et dialogue avec le paysage urbain. Cette évolution permet ainsi d'envisager une véritable reconquête des abords de l'actuelle A9 ; elle interroge de facto le devenir d'espaces aux caractéristiques très hétérogènes et pour partie délaissés.

Par ailleurs, le territoire de l'Agglomération est concerné par d'importants bouleversements urbains. Depuis une trentaine d'année, Montpellier connaît l'une des croissances démographiques et économiques parmi les plus fortes du pays. Cette croissance prend notamment appui sur une politique d'aménagement volontariste amorcée au début des années 1980 avec le projet Antigone. Désormais, le territoire montpelliérain évolue vers un statut métropolitain. Ce changement d'échelle se concrétise à partir du territoire de projets de l'EcoCité « de Montpellier à la mer », en particulier au niveau des

quartiers de Port Marianne, dont l'aménagement se poursuit avec une ambition urbaine et architecturale affirmée, et du futur quartier gare TGV « OZ Montpellier Nature urbaine », appelé à devenir le cœur économique de la métropole.

Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en partenariat avec les villes de Montpellier, Lattes et Saint-Jean de Védas, souhaitent, dans un souci de maîtrise des deniers publics et animées par la volonté de développer une cohérence urbaine tout au long de cette infrastructure, constituer un groupement de commandes pour la réalisation d'une étude urbaine prospective portant sur les modalités d'évolution des espaces urbains liés à l'autoroute A9 existante, dont la transformation en contournement Sud interviendra après 2017, à partir du moment où l'autoroute A9 aura été déplacée.

Cette étude s'inscrit dans le cadre de la révision du SCOT de l'Agglomération de Montpellier, qui devrait aboutir en 2015. Elle prend, par ailleurs, appui sur les projets portés par les trois communes partenaires, à savoir :

- La démarche de Projet Urbain engagé par la Ville de Montpellier : ce travail de prospective, qui a débuté en 2010 et devrait aboutir fin 2013, vise à définir la stratégie urbaine de la Ville pour les 30 prochaines années. Les objectifs poursuivis visent notamment :
 - à améliorer la structuration et l'articulation des échelles spatiales de la ville ;
 - à explorer plus avant les capacités de réinvestissement du tissu urbain constitué, notamment pour répondre aux enjeux liés à la forte croissance de population ;
 - à prendre en compte les évolutions récentes en matière de développement durable.
- Le projet de Boulevard de Contournement Urbain Nord de Lattes : concernant le cœur du périmètre d'étude, cette nouvelle voie doit permettre à la fois de décongestionner Lattes Centre et d'améliorer les liaisons entre les pôles urbains de la commune
- Le territoire de projets de Roque Fraïsse à Saint-Jean de Védas : il s'agit de l'un des sites stratégiques inscrits au SCOT. Jusqu'ici, plusieurs études urbaines ont permis de définir les fondements d'un projet d'aménagement à l'échelle du site. Toutefois, les terrains situés en bordure de l'A9 n'ont jusqu'ici fait l'objet d'aucune investigation. Les projets à caractère opérationnels engagés par la Ville (ZAC de Roque Fraïsse, implantation de la clinique Saint-Jean...) ont révélé l'importance de l'enjeu que constitue la façade autoroutière, que ce soit au niveau de la structuration du cadre urbain ou de la recherche de solutions à des questions d'ordre technique (hydraulique, réseaux...).

ARTICLE 3 – OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'approche envisagée consiste, dans un premier temps, à définir un projet d'aménagement global, notamment porteur de la nouvelle échelle métropolitaine de Montpellier.

Dans un second temps, cette vision générale sera déclinée à l'échelle des différents sites du périmètre d'étude, selon des modalités variant en fonction du contexte et de l'état d'avancement des projets éventuellement pré-existants. En ce sens, trois niveaux d'intervention sont prévus :

- dans le cadre de projets pré-existants, il sera recherché une adéquation entre les partis d'aménagement et la vision urbaine générale proposée à l'échelle du corridor de l'A9 ;
- sur les sites de réinvestissement urbain, l'approche concernera essentiellement la recherche de modalités d'évolution du cadre bâti sous l'angle morphologique et programmatique ;
- sur les sites d'extension, des principes d'aménagement généraux seront définis.

Afin d'éviter toute confusion, il importe de préciser que cette étude n'a pas pour objet de définir le projet de requalification de l'A9, mais bien de travailler à partir de cet enjeu.

L'ensemble de cette démarche doit aboutir in fine à la mise au point d'un plan de référence général permettant de coordonner et encadrer dans le temps les différents projets d'aménagement situés le long du corridor de l'A9.

Il est envisagé de confier l'étude à une équipe pluridisciplinaire conduite par un urbaniste-architecte, associé à un paysagiste et un programmiste, complété éventuellement par des experts déplacements et VRD.

ARTICLE 4 – COORDINATION DU GROUPEMENT:

Les quatre parties décident de désigner la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tant que coordonnateur du groupement chargé, à ce titre, de la gestion de la procédure de passation du marché.

La Communauté d'Agglomération est en outre mandatée pour signer, notifier et exécuter le marché de travaux au nom de l'ensemble des membres du groupement dans la limite des montants indiqués ci-dessous.

Après le choix du prestataire par l'ensemble des membres du groupement, le Président prendra une décision concernant l'attribution et la signature du marché d'études au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend fin le jour de la remise du document final de l'étude. A ce titre, il est prévu que l'étude couvre une période de 12 mois, selon le phasage indicatif suivant (cf. calendrier en annexes) :

- élaboration d'un schéma d'armature général : 3 mois
- déclinaison des principes d'aménagement par site : 6 mois
- mise au point du plan de référence général : 3 mois

ARTICLE 6 – PASSATION ET SUIVI DU MARCHE

La Communauté d'Agglomération passe le marché nécessaire à la réalisation de l'étude selon ses propres procédures adaptées, conformément aux règles qui lui sont applicables.

Elle assurera à cet effet :

- l'établissement du dossier de consultation des entreprises qui sera soumis pour approbation et modification éventuelles à chacun des membres du groupement ; la version définitive du dossier sera validée par un Comité technique composé des représentants compétents désignés par les membres du groupement ;
- la préparation du choix des prestataires ; celui-ci interviendra après validation du rapport d'analyse des offres par un Comité technique composé de représentants de chacun des membres ;
- la signature et la gestion financière et administrative du marché concerné.

ARTICLE 7 – SUIVI DES ETUDES

Il est convenu que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure le pilotage de l'étude.

Elle associera étroitement les représentants désignés par les communes partenaires aux différentes étapes et instances qui seront mises en place. Durant l'étude, il est ainsi prévu la tenue :

- de 4 comités techniques, permettant notamment de mettre au point avec le prestataire les différents rendus demandés ;
- de 3 comités de pilotage ayant pour objectif de valider les rendus à l'issue de chacune des phases de l'étude.

Pour leur part, les communes s'engagent à rencontrer le futur prestataire en charge de l'étude et à partager avec lui toutes les études et informations techniques nécessaires ou utiles à la mise au point du projet urbain.

En cas de litige ou de conflit d'intérêts dans l'exécution du marché d'étude urbaine, les membres du groupement rechercheront une solution par voie de conciliation.

ARTICLE 8 – ESTIMATION DU MONTANT DE L'ETUDE ET REPARTITION

Le montant total de l'étude est estimé à 150 000 € TTC. La répartition du financement est la suivante :

	MONTANT	CLE DE REPARTITION
Montpellier Agglomération	80 000 €	53,0%
Ville de Montpellier	50 000 €	33,0%
Ville de Lattes	10 000 €	6,5%
Ville de Saint-Jean-de-Védas	10 000 €	6,5%

Il convient de préciser que ces montants constituent des participations maximales pour l'ensemble des partenaires.

Dans l'hypothèse d'un coût total de l'étude inférieur au besoin de financement tel qu'indiqué ci-dessus, la part de chaque partenaire sera réajustée au prorata de sa participation.

ARTICLE 9 – MODALITES DE VERSEMENT DES PARTICIPATIONS DES COMMUNES

Chacune des Villes partenaires effectuera le versement de sa participation au fur et à mesure de l'exécution de l'étude comme suit :

- 20% à la signature du marché ;
- 20% après acceptation du schéma d'armature général ;
- 40% après acceptation de la déclinaison des principes d'aménagement par sites ;
- 20% après acceptation de la mise au point du plan de référence général.

ARTICLE 10 – TRANSMISSION DU DOCUMENT D'ETUDE

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à transmettre à chacune des trois communes partenaires l'ensemble des documents des différentes phases d'élaboration de l'étude urbaine, à la fois sous format papier et sous format numérique.

ARTICLE 11 – PIECES ANNEXES

La décision autorisant la signature du marché relatif à l'étude urbaine, le périmètre d'intervention, le cahier des charges et le calendrier prévisionnel de déroulement sont annexés à la présente convention.

ARTICLE 12 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La résiliation de la Convention peut être prononcée, par l'un ou l'autre des partenaires, pour une des raisons suivantes :

- cause d'intérêt général,
- manquement grave, par l'un ou l'autre des parties, à l'une des obligations consenties au titre de la convention.

A partir de la date de résiliation, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à rembourser les communes partenaires du trop perçu éventuel sur la base d'un relevé de dépenses final accompagné des justificatifs des sommes déjà versées et ce, au regard des missions effectivement exécutées par les prestataires.

La résiliation ne pourra intervenir que dans un délai de 60 (soixante) jours après la mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – PROPRIETE DE L'ETUDE

L'ensemble des membres du groupement est propriétaire de l'étude réalisée dans le cadre de cette convention. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, coordonnateur du groupement, transmet à chacun des autres membres du groupement et à l'issue de chacune des phases telles que définies à l'article 5, une copie conforme des rendus dans leur version papier et numérique.

ARTICLE 14 – MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Messieurs les Directeurs Généraux des Services et Messieurs les Trésoriers Principaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à Montpellier, le

Pour la Communauté d'Agglomération
de Montpellier,

Jean-Pierre MOURE,
Président

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,

Hélène MANDROUX,
Maire

Fait à Lattes, le

Pour la Ville de Lattes,

Cyril MEUNIER,
Maire

Fait à Saint-Jean de Védas, le

Pour la Ville de Saint-Jean-de-Védas,

Isabelle GUIRAUD,
Maire

PROJET

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

19 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Etude des potentiels urbains autour de l'autoroute A9 Communauté d'agglomération de Montpellier / Ville de Montpellier / Ville de Lattes / Ville de Saint-Jean de Védas

Convention de groupement de commande Approbation

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Depuis une trentaine d'années, Montpellier connaît une croissance démographique et économique parmi les plus fortes de France, dont la dynamique a largement été étayée par la politique d'aménagement volontariste conduite par la collectivité durant cette période. Après Antigone, Port Marianne et l'amorce des grandes opérations de renouvellement urbain, comme Nouveau Saint Roch ou l'EAI, le développement du territoire montpelliérain s'exprime désormais aussi au-delà des limites communale, construisant progressivement un espace urbain métropolitain qui se concrétise d'ores et déjà au travers de grands projets tels l'EcoCité « De Montpellier à la mer », et notamment du futur quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine », appelé à devenir, autour de la nouvelle gare TGV, le cœur de la métropole de demain.

Le sud de l'agglomération de Montpellier est traversé depuis près de 50 ans par l'autoroute A9 dont le tracé sera partiellement déplacé à l'horizon 2017 au droit d'une section reliant, d'est en ouest, l'échangeur n°28 de Vendargues à l'échangeur n°32 de Saint-Jean de Védas. A cette occasion, l'ouvrage existant fera l'objet d'un projet de requalification en vue d'être intégré dans le futur système de contournement urbain de Montpellier selon des objectifs conciliant à la fois efficacité fonctionnelle, apaisement des circulations automobiles et dialogue avec le paysage urbain.

Cette évolution permet ainsi d'envisager une véritable reconquête des abords de l'actuelle autoroute A9 et de s'interroger en particulier sur le devenir d'espaces aux caractéristiques très hétérogènes et pour partie délaissés.

Aussi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en partenariat avec les villes de Montpellier, Lattes et Saint-Jean de Védas, toutes trois concernées par ces projets, a décidé de lancer une démarche d'étude urbaine prospective portant sur les modalités d'évolution des espaces urbains situés aux abords de l'autoroute A9 existante.

La réflexion envisagée s'organisera en deux temps :

- définir un projet d'aménagement global, notamment porteur de la nouvelle échelle métropolitaine de Montpellier.
- décliner cette vision générale à l'échelle des différents sites du périmètre d'étude en tenant compte du contexte et, quand ils existent, de l'état d'avancement des projets d'urbanisme structurés existants.

L'ensemble de cette démarche doit aboutir à la définition d'un plan de référence général permettant de coordonner et d'encadrer dans le temps les différents projets d'aménagement situés le long du corridor de l'autoroute A9.

Le montant total de cette étude est estimé à 150 000 € TTC.

Afin d'éviter toute confusion, il importe de préciser que cette étude n'a pas pour objet de définir le projet de requalification de l'autoroute A9 existante qui sera abordé dans le cadre de réflexions ultérieures impliquant notamment les collectivités, l'Etat et la société gestionnaire du réseau autoroutier.

Dans ce contexte, un projet de convention de groupement de commande liant la Communauté d'agglomération aux communes de Montpellier, Lattes et Saint-Jean de Védas a été établi. Ce document fixe notamment les modalités de coordination du groupement et de suivi de l'étude, la passation et le suivi du marché avec le futur prestataire, ainsi que les engagements respectifs et réciproques des parties. Ce document fixe également le montant de la participation financière de chaque partie et son versement échelonné dans le temps selon les maxima ainsi répartis :

- Communauté d'agglomération de Montpellier : 80 000 € TTC
- Ville de Montpellier : 50 000 € TTC
- Ville de Lattes : 10 000 € TTC
- Ville de Saint-Jean de Védas : 10 000 € TTC

Le projet de convention de groupement de commande, soumis à votre approbation et joint en annexe de la présente délibération, sera présenté dans les mêmes termes à l'approbation du conseil communautaire ainsi que des conseils municipaux des villes de Lattes et de Saint-Jean de Védas .

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver les termes du projet de convention de groupement de commande annexé à la présente délibération liant notamment la Communauté d'agglomération de Montpellier et la Ville pour la réalisation d'une étude sur les potentiels de développement urbain autour de l'autoroute A9 ;
- de prendre acte, de l'association des communes de Lattes et de Saint-Jean de Védas à la démarche initiée par la Communauté d'agglomération de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer ladite convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012



Séance publique du lundi 12 novembre 2012

Convoqué le mardi 6 novembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 12 novembre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Fanny DOMBRE-COSTE, Christian DUMONT, Stéphane MELLA.

Absents :

Stéphanie BLANPIED, Laure FARGIER, Christian DUPRAZ, Martine PETITOUT, Robert SUBRA.

Reprographie et commercialisation du plan local d'urbanisme et des dossiers relatifs aux procédures d'évolution de ce document

Fixation du prix de vente au public

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par décision n°367 en date du 26 septembre 2012, Madame le Maire a attribué le marché n°2M8538330 de reprographie du plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier et des dossiers relatifs aux procédures d'évolution de ce document à l'entreprise :

COPY SHOP
1605 avenue des Platanes
34970 LATTES

Ce marché répond aux besoins de la Ville ainsi qu'aux demandes d'information et de communication émanant des particuliers.

Ainsi, il est nécessaire que le Conseil municipal de la Ville fixe un tarif de vente au public de ces documents.

Il est proposé que ce tarif soit identique à celui payé par la Ville pour ses propres besoins, à savoir :

- Coût d'un dossier complet de PLU :

PRIX HT	PRIX TTC
207,23 €	247,85 €

- Coût unitaire d'une photocopie d'extraits du PLU :

N° de prix	Descriptif	Prix HT	Prix TTC
---------------	------------	---------	----------

1	Chemise à sangle dos toilée extensible rouge	1,30 €	1,555 €
2	Chemise élastique 3 rabats 5 plis 180g rouge	0,71 €	0,849 €
3	Chemise 1 pli peau an 24x32 rouge	0,14 €	0,167 €
4	Feuille rouge A4 120g (impression N&B)	0,035 €	0,042 €
5	Feuille rouge A4 80g recto (impression N&B)	0,025 €	0,030 €
6	Feuille rouge A4 80g recto verso (impression N&B)	0,036 €	0,043 €
7	Feuille A4 80g recto (impression N&B)	0,015 €	0,018 €
8	Feuille A4 80g recto verso (impression N&B)	0,026 €	0,031 €
9	Feuille A4 80g recto (impression couleur)	0,10 €	0,120 €
10	Feuille A4 80g recto verso (impression couleur)	0,19 €	0,227 €
11	Feuille A3 80g recto (impression N&B)	0,030 €	0,036 €
12	Feuille A3 80g recto verso (impression N&B)	0,052 €	0,062 €
13	Feuille A3 80g recto (impression couleur)	0,20 €	0,240 €
14	Feuille A3 80g recto verso (impression couleur)	0,38 €	0,454 €
15	Feuille A2 90g recto (impression N&B)	0,20 €	0,239 €
16	Feuille A2 90g recto (impression couleur)	0,60 €	0,718 €
17	Feuille A1 90g recto (impression N&B)	0,30 €	0,359 €
18	Feuille A1 90g recto (impression couleur)	1,00 €	1,196 €
19	Feuille A0 90g recto (impression N&B)	0,50 €	0,598 €
20	Feuille A0 90g recto (impression couleur)	2,00 €	2,392 €
21	Spirale noire 60mm	2,00 €	2,392 €
22	Spirale noire 19mm	0,90 €	1,076 €
23	Spirale noire 12mm	0,60 €	0,718 €
24	Spirale noire 10mm	0,60 €	0,718 €
25	Feuille A4 plastifiée transparente	0,10 €	0,120 €
26	Feuille blanche A4 120g cartonnée	0,10 €	0,120 €
27	Feuille 90g au m ² recto impression N&B	0,50 €	0,598 €

En conséquence, il vous est demandé :

- d'approuver les prix de vente au public du plan local d'urbanisme et des dossiers relatifs aux procédures d'évolution de ce document qui vous sont proposés,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 13/11/2012